INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

DÉLIBÉRATION
du conseil d'administration de l'INSA Rennes

Séance du 12 mars 2026

Délibération n° 2026.03.12-08 portant approbation du compte financier 2025 et affectation des résultats.

Vu les articles R. 719-51 et suivants du code de l'éducation, notamment les articles R. 719-102 et R. 719-104,
Vu les articles 202, 210, 211, 212 et 214 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes,
Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 relatif aux tableaux budgétaires applicables aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) et aux établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) dans le cadre de l'élaboration, de la présentation et de l'exécution de leur budget,
Vu les statuts de l'INSA Rennes,
Vu le règlement intérieur de l'INSA Rennes,

ARTICLE 1
Le conseil d'administration approuve les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 474,5 ETPT, dont 365,2 ETPT sous plafond législatif et 109,4 ETPT hors plafond d'empois législatif ;
- 47 668 453,10 € d'autorisations d'engagement, dont :
  37 260 896,70 € personnel
  7 591 418,54 € fonctionnement
  2 816 137,86 € investissement
- 47 462 145,36 € de crédits de paiement, dont :
  37 260 896,70 € personnel
  7 595 599,73 € fonctionnement
  2 605 648,93 € investissement
- 45 991 194,64 € de recettes ;
- - 1 470 950,72 € de solde budgétaire.

ARTICLE 2
Le conseil d'administration approuve les éléments d'exécution comptable suivants :

- - 1 789 710,62 € de variation de trésorerie ;
- - 1 332 139,48 € de résultat patrimonial ;
- 1 136 181,10 € de capacité d'autofinancement ;
- - 412 611,77 € de variation de fonds de roulement.

INSA RENNES
Institut National des Sciences Appliquées de Rennes
20, avenue des Buttes de Coësmes - CS 70839 - 35708 Rennes Cedex 7 - France
Tél.+ 33 (0)2 23 23 82 00 - Fax + 33 (0)2 23 23 83 96
www.insa-rennes.fr

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

ARTICLE 3
Le conseil d'administration décide d'affecter l'intégralité du résultat 2025 soit – 1 332 139,48 € au compte 110 report à nouveau (solde de compte créditeur).

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et des opérations pluriannuelles sont annexés à la présente délibération. Le rapport des commissaires aux comptes est joint à la présente délibération.

ARTICLE 4
Le directeur, la directrice générale des services et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Effectif statutaire : 27
Membres en exercice : 27
Quorum : 14
Membres présents : 19
Membres représentés : 6

Décompte des votes
Abstention(s) : 0
Pour : 25
Contre : 0

La présidente du conseil d'administration

Catherine FAILLIET

<u>La présente délibération est approuvée.</u>

Documents en annexe au présent extrait : - Compte financier 2025 - Note de l'ordonnateur - Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Extrait transmis au Rectrice Chancelier des Universités le : 27/03/2026

INSA RENNES
Institut National des Sciences Appliquées de Rennes
20, avenue des Buttes de Coësmes - CS 70839 - 35708 Rennes Cedex 7 - France
Tél.+ 33 (0)2 23 23 82 00 - Fax + 33 (0)2 23 23 83 96
www.insa-rennes.fr

INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

COMPTE FINANCIER 2025
NOTE DE L'ORDONNATEUR

Conseil d'administration du 12 mars 2026

INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

SOMMAIRE

I. Préambule 4

Eléments préalables 4

Eléments de contexte 5

II. Comptabilité budgétaire et générale - Rappel synthétique de la situation initiale du BR 25 vs BI 25 8

Comptabilité budgétaire 8

Comptabilité générale 9

III. Synthèse de la situation budgétaire au titre du CF 2025 10

Synthèse du compte financier 2025 10

Variation des dépenses et des recettes par rapport au BR 25 10

IV. Dépenses de fonctionnement 2025 12

Effectifs 12

La masse salariale 13

Fonctionnement 16

Investissements 19

V. Les recettes 21

Les recettes budgétées 22

Dotation ministérielle (Subvention pour charges de service public : SCSP) 22

Fiscalité affectée 24

Recettes propres 25

Recettes fléchées 26

VI. Le solde budgétaire 27

VII. La situation patrimoniale 27

Les charges 27

Les charges de personnels 28

Les charges de fonctionnement 29

Les produits 31
Le résultat patrimonial 32
VIII. Les indicateurs 33
La capacité d'autofinancement 33
Le Fonds de roulement et tableau de financement 34
La trésorerie 35
Les indicateurs de soutenabilité du décret financier 35
IX. Conclusion 35

I. Préambule

Le compte financier est l'acte qui présente une photographie de l'activité financière de l'INSA Rennes au 31 décembre 2025.

Eléments préalables

Ce document a pour objectif de retranscrire en comptabilité budgétaire et en comptabilité générale les comptes de l'exercice 2025.

- **La notion de comptabilité budgétaire**

  - Au sein de la comptabilité budgétaire, imposable à l'établissement, il est demandé de présenter les états financiers sous l'angle suivant :
    - AE : Autorisations d'engagement soit l'équivalent d'un devis signé qui engage l'établissement sur une durée plus ou moins longue
    - CP : Crédits de paiement, soit l'équivalent de la facture ayant entrainé un paiement (soit une sortie de trésorerie)
    - RE : Les recettes encaissées, donc payées par le client ou l'organisme public (soit une entrée de trésorerie)

  - La comptabilité budgétaire a pour objectif de fournir des informations sur les flux d'encaissements et de décaissements. Il s'agit d'une comptabilité de trésorerie ou de caisse.

- **La notion de comptabilité générale**

  - Au sein de la comptabilité générale, imposable également à l'établissement, l'INSA doit enregistrer :

    - Charges : il s'agit des engagements **pris** par l'établissement au titre de l'exercice civil en cours et qui ont été réalisés sur cette même période par les tiers, qu'ils aient été payés ou non. Il s'agit de la dépense exigible de part du fournisseur ou du salarié par exemple, ou de l'obligation née au cours de l'exercice en question.

Exemple d'un salarié qui a acquis 10 jours de CP au 31.12.2025 ; L'établissement ne lui paie pas ses CP, mais enregistre une charge à hauteur de 10 jours de salaire car il s'agit de la dette de l'établissement à l'égard de ce salarié.

- Produits : il s'agit des engagements **reçus** au titre de l'exercice civil en cours qui ont été réalisés par l'établissement, qu'ils aient été payés ou non par le client. Il s'agit de la recette exigible vis-à-vis du client ou de l'organisme financeur au titre de l'exercice.

- La comptabilité générale a pour objectif de fournir des informations sur la situation financière de l'établissement ou situation patrimoniale. Elle fournit des informations précieuses en matière d'indicateurs de pilotage financier (Fonds de roulement, CAF, BFR, Résultat... etc.)

Le Compte financier 2025, est présenté selon ces deux notions, qui bien qu'éloignées, sont complémentaires, car elles apportent toutes deux des éclairages différents sur la situation financière de l'établissement.

Eléments de contexte

L'exercice budgétaire 2025, comme les exercices à venir, s'inscrivent dans un contexte financier particulier, notamment au regard du compte financier 2024 et du budget initial 2025.

En outre, l'évolution réglementaire du décret n°2024-1108 du 2 décembre 2024 concernant le renforcement du pilotage budgétaire apporte plusieurs nouveautés importantes concernant le budget et le régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) dont nous faisons partie.

La soutenabilité budgétaire est désormais évaluée selon trois critères principaux :

- La trésorerie, avec un nombre de jours plancher de fonctionnement (30 jours) ;

- Le fonds de roulement, également avec un nombre de jours plancher de fonctionnement (15 jours)

- Les charges de personnel, avec un pourcentage plafond des produits encaissables (83%).

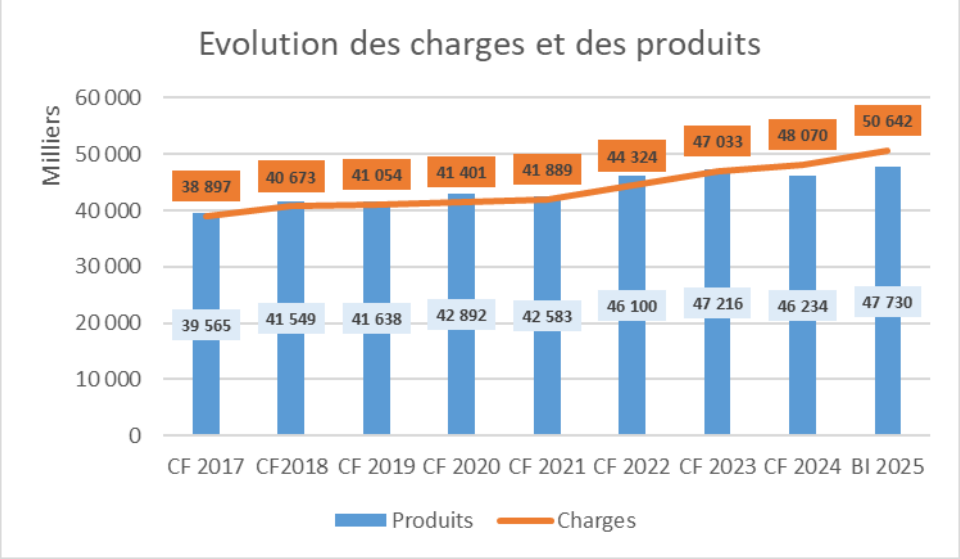
A noter que ces nouveaux critères font également évoluer les conditions de déclenchement par nos tutelles d'un Plan de Retour à l'Equilibre Financier (PREF) : si l'un des trois critères de soutenabilité n'est pas respecté pendant deux situations consécutives (par ex : un compte financier et un budget).

L'état des lieux sur notre situation financière réalisé à l'occasion du débat d'orientation budgétaire 2025 confirme une dégradation majeure de la situation financière de l'INSA observée sur la période de 2017 à 2024 (cf. rapport d'orientation budgétaire - ROB 2025 présenté au CA du 15.05.2025)

Synthèse d'une sélection d'indicateurs financiers

Indicateur	Conclusion	Risque au 31.12.24	Evolutions
Résultat	Dégradé		
CAF	Dégradée		
Marge brute	Dégradée		
Trésorerie	Satisfaisante		
BFR	Satisfaisant		
Fond de roulement	Risque fort de dégradation		
Dettes financières	Autonomie		
Taux de renouvellement des constructions	Insuffisante		
Taux de renouvellement des équipements	Satisfaisante		

Cette situation résulte d'une élévation progressive des charges de fonctionnement depuis plusieurs années, insuffisamment couvertes par l'évolution des produits de fonctionnement. A ce contexte interne fragile, s'ajoutent de nombreuses incertitudes quant au financement des opérateurs de l'État, depuis plusieurs exercices.



L'établissement est ainsi confronté à un déficit structurel c'est-à-dire, à une incapacité de venir couvrir l'évolution de ses charges de fonctionnement et de personnels.

Ce constat a conduit le conseil d'administration du 15.05.2025 à adopter à l'unanimité des orientations budgétaires générales visant à restaurer un équilibre budgétaire durable en engageant une démarche structurée dès 2026 afin de préserver à la fois notre capacité d'action et notre autonomie de gestion.

Eléments marquants du Compte financier 2025

Le budget initial 2025 prévoyait un résultat déficitaire de l'ordre de –2.9 M€. **Le budget rectificatif 2025 s'établissait à -1,6M€** soit une situation plus favorable à hauteur de 1,3 M€ résultant de :

- *Une hausse des produits à concurrence de +734 K€* par rapport au BI 2025 dont 484 K€ issue de l'évolution de la subvention ministérielle, notamment au titre du financement de l'évolution des charges patronales (CAS pensions) représentant 499K€ de charges supplémentaires en 2025, financées à 100 %.
  Ces financements n'avaient pas été intégrés au BI 2025 sur consignes des tutelles au regard de l'incertitude associée à l'obtention de ces crédits.

- *Une baisse de charges de l'ordre de 591 K€ par rapport au BI 2025*, résultant principalement de décalages temporels dans les recrutements prévus au budget en année pleine, mais également de charges de fonctionnement moindres.

Le résultat du compte financier 2025 s'établit quant à lui à -1.332 K€, soit une estimation légèrement plus favorable, en raison de charges de fonctionnement moins importantes de l'ordre de 250 K€.

La structure des charges de fonctionnement est également plus marquée sur des charges de fonctionnement de type dotations à l'amortissement et provisions, que des charges décaissables, contribuant à améliorer la CAF de l'exercice. Elle revient ainsi à des niveaux plus soutenables, contribuant également à éviter une dégradation trop importante du fonds de roulement.

La trésorerie poursuit sa baisse mais à un niveau proche du niveau estimé au budget rectificatif, sans qu'il n'y ait de risque sur la continuité de fonctionnement de l'établissement. Comme indiqué au &. VIII, les indicateurs de soutenabilité des établissements de l'ESR restent en dehors des niveaux de vigilance, témoignant d'une stratégie financière de l'établissement satisfaisante et qui doit être maintenue pour revenir à des perspectives d'équilibre durable.

II. Comptabilité budgétaire et générale - Rappel synthétique de la situation initiale du BR 25 vs BI 25

Comptabilité budgétaire

	AE					CP				
	CF 2023	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026	CF 2023	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026
Fonctionnement	8 283	7 832	8 702	8 256	9 022	8 020	8 045	9 007	8 586	8 860
Personnel	34 607	36 173	38 086	37 450	38 881	34 607	36 172	38 086	37 450	38 881
Total Fonctionnement	**42 890**	**44 005**	**46 788**	**45 707**	**47 903**	**42 627**	**44 217**	**47 093**	**46 036**	**47 741**

	CF 2023	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026
Recettes	46 484	46 396	46 465	46 151	46 046
Total Recettes	**46 484**	**46 396**	**46 465**	**46 151**	**46 046**

	AE					CP				
	CF 2023	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026	CF 2023	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026
Investissements	4 789	2 871	6 943	3 210	5 279	3 850	4 218	4 771	3 171	3 864
Total Investissements	**4 789**	**2 871**	**6 943**	**3 210**	**5 279**	**3 850**	**4 218**	**4 771**	**3 171**	**3 864**

	CF 2023	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026
Subventions Investissements	897	1 515	1 880	1 435	1 525
Total Subv. Invest	**897**	**1 515**	**1 880**	**1 435**	**1 525**

	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026
Solde Bud. Fonctionnement	2 179	-627	115	-1 695
Solde Bud. Investissement	-2 703	-2 891	-1 736	-2 339
Solde Budg Total	-524	-3 518	-1 622	-4 034

Le solde budgétaire du BR 2025 a été établi à -1,6 M€ contre -3,5 M€ prévus au BI 2025, soit une amélioration de 1,9M€ résultant principalement de :

- - 1 M€ résultant des Crédits de paiement au titre du fonctionnement
- - 1 ,6M€ au titre des Crédits de paiement en investissement (notamment Cœur de Campus)
- - 0,8M€ au titre des Recettes encaissements en fonctionnement et en investissement ; Hypothèse de baisse des encaissements notamment au titre des projets de formation et recherche en raison d'un solde d'avances perçues élevées

Comptabilité générale

	Situation patrimoniale				
	CF 2023	**CF 24**	**BI 2025**	**BR 2025**	**BI 2026**
Fonctionnement	12 784	12 181	13 036	13 081	13 292
Personnel	34 249	35 889	37 606	36 970	38 401
Total Charges	**47 033**	**48 070**	**50 642**	**50 051**	**51 692**

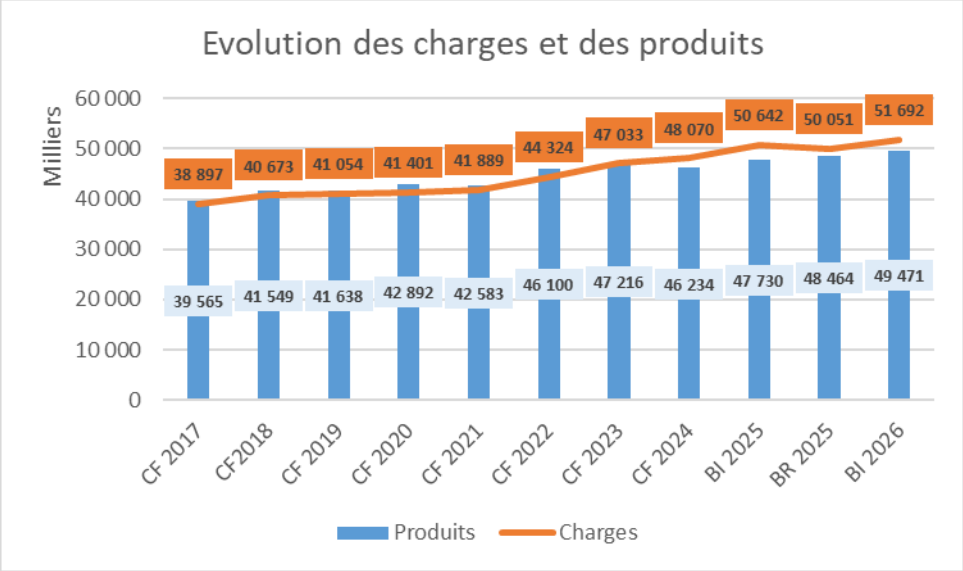
	CF 2023	**CF 24**	**BI 2025**	**BR 2025**	**BI 2026**
Produits	47 216	46 232	47 730	48 464	49 471
Total Produits	**47 216**	**46 232**	**47 730**	**48 464**	**49 471**

Résultat	**183**	**-1 839**	**-2 912**	**-1 587**	**-2 222**

Trajectoire du DOB

Le déficit prévisionnel 2025 s'établissait à -1,6 M€ contre –2,9 M€ prévus au BI 2025, soit une amélioration de 1,3M€ résultant principalement de :

- L'amélioration prévisionnelle des produits à hauteur de +0.7 M€ (dont une évolution de la Subvention ministérielle de 0.4 M€)
- Un niveau de charges inférieur au BI 2025 à hauteur de -0,6 M€ dont :
  - -527 K€ de masse salariale au titre des projets et -107 K€ au titre des projets
  - -365 K€ de charges de fonctionnement dont – 506 K€ hors projet



III. Synthèse de la situation budgétaire au titre du CF 2025

Synthèse du compte financier 2025

Le tableau ci-après, présente la synthèse des états financiers en comptabilité budgétaire, au titre de la situation arrêtée au 31.12.25 :

Les paragraphes ci-après ont pour objectif de décrire les évolutions contribuant **à un solde budgétaire 2025, -1,5M€ contre -1,6M€ prévu au BR 2025 e**t notamment :

- Solde budgétaire de fonctionnement : -0,5 M€ par rapport au BR 25
- Solde budgétaire d'investissement : +0,6 M€ par rapport au BR 25

	AE					CP				
	CF 2023	CF 2024	BR 2025	CF 2025	BI 2026	CF 2023	CF 2024	BR 2025	CF 2025	BI 2026
Fonctionnement	8 283	7 832	8 256	7 592	9 022	8 020	8 045	8 586	7 596	8 860
Personnel	34 607	36 173	37 450	37 261	38 881	34 607	36 172	37 450	37 261	38 881
Total Fonctionnement	**42 890**	**44 005**	**45 707**	**44 853**	**47 903**	**42 627**	**44 217**	**46 036**	**44 856**	**47 741**

	CF 2023	CF 2024	BR 2025	CF 2025	BI 2026
Recettes	46 484	46 396	46 151	44 498	46 046
Total Recettes	**46 484**	**46 396**	**46 151**	**44 498**	**46 046**

	AE					CP				
	CF 2023	CF 2024	BR 2025	CF 2025	BI 2026	CF 2023	CF 2024	BR 2025	CF 2025	BI 2026
Investissements	4 789	2 871	3 210	2 816	5 279	3 850	4 218	3 171	2 606	3 864
Total Investissements	**4 789**	**2 871**	**3 210**	**2 816**	**5 279**	**3 850**	**4 218**	**3 171**	**2 606**	**3 864**

47 669

	CF 2023	CF 2024	BR 2025	CF 2025	BI 2026
Subventions Investissements	897	1 515	1 435	1 493	1 525
Total Subv. Invest	**897**	**1 515**	**1 435**	**1 493**	**1 525**

	CF 2024	BR 2025	CF 2025	BI 2026
Solde Bud. Fonctionnement	2 179	115	-358	-1 695
Solde Bud. Investissement	-2 703	-1 736	-1 113	-2 339
Solde Budg Total	-524	-1 622	-1 471	-4 034

Variation des dépenses et des recettes par rapport au BR 25

La variation des dépenses par rapport au BR 25 résulte principalement du fonctionnement pour -854K€ en AE et -1.180 K€ en CP, et de l'investissement pour -393 K€ en AE et –566 K€ en CP.

Variations :	BR 25/CF25 AE	BR 25/CF25 CP
Fonctionnement	-664	-990
Personnel	-190	-190
Investissements	-393	-566
Total Variations	-1 247	-1 745

Variations :	BR 25/CF25 Encaissements
Recettes de fonctionneme	-1 653
Recettes d'investisseme	58
Total Variations	-1 594

Les taux d'exécution de l'exercice 2025, illustrés dans le tableau ci-après sont en nette amélioration par rapport à 2023, ce qui témoigne de meilleures estimations, malgré un léger repli par rapport à 2024.

Taux 2025 d'exécutions des sorties de ressources

	25 AE	25 CP
Fonctionnement	92,0%	88,5%
Personnel	99,5%	99,5%
Investissements	87,7%	82,2%
Total	97,5%	96,5%

Rappel des taux 2024 :

Taux d'execution

En K€	24 AE	24 CP	23 AE	23 CP
Fonctionnement	94,0%	91,7%	92,1%	88,1%
Personnel	99,8%	99,8%	97,5%	97,5%
Investissements	87,4%	86,5%	88,4%	82,7%
Total	97,9%	97,1%	95,6%	94,4%

Taux 2025 d'exécution des entrées de ressources

Variations :	25 RE
Recettes de fonctionnement	96,4%
Recettes d'investissements	104,1%
Total	96,6%

Rappel des taux 2024 :

Taux de réalisation

En K€	BR/CF 24 AE
Recettes de fonctionnement	99,4%
Subventions d'investissements	125,0%
Total Réalisation	100,0%

IV. Dépenses de fonctionnement 2025

Effectifs

Entre 2023 et 2025, le plafond d'emplois global de l'établissement progresse de 500,0 ETPT (équivalents temps plein travaillés) à 511,4 ETPT, soit une augmentation de +14,4 ETPT (+2,9%).

Cette évolution repose sur notre plafond Etablissement qui passe de 98,0 ETPT en 2023 à 109,4 ETPT en 2025, soit +11,4 ETPT (+11,6%) provenant principalement des recrutements réalisés sur les contrats de recherche.

Sur la même période, le plafond Etat demeure stable à 402,0 ETPT.

Les ETPT Globaux au 31.12.2025 s'élèvent à 474,5. Pour rappel, la prévision au BI 2025 s'élevait globalement à 495,6 ETPT. Cet écart s'explique principalement par une surestimation des recrutements sur contrat recherche et un retard sur les recrutements de personnels BIATSS. Les ajustements réalisés au BR 2025 conduisent à un atterrissage au plus proche du réalisé.

			2023	2024	BR 2025	2025
		PLAFOND D'EMPLOIS	500,0	500,0	511,5	511,4
		Plafond Etat	402,0	402,0	402,0	402,0
		Plafond Etablissernent	98,0	98,0	109,5	109,4
BIATSS	Titulaires Biatss	Plafond Etat	157,3	153,4	149,4	149,4
	Non titulaires	Plafond Etat	38,2	40,9	44,1	44,2
	Non titulaires	Plafond Etablissement	12,1	18,0	21,9	21,9
Total BIATSS			**207,5**	**212,3**	**215,3**	**215,5**
ENSEGNANTS	Titulaires EC	Plafond Etat	145,9	147,3	144,5	144,5
ET	Non titulaires	Plafond Etat	23,8	24,4	27,1	27,1
CHERCHEURS		Plafond Etablissement	75,2	80,1	87,6	87,4
Total EC			**244,8**	**251,7**	**259,2**	**259,0**
TOTAL ETPT			**452,4**	**463,9**	**474,5**	**474,5**

Par catégorie de personnels, l'évolution des ETPT entre 2023 et 2025 se caractérise par :

- Une augmentation des effectifs BIATSS de +8,0 ETPT, qui recouvre cependant des mouvements structurels internes
  - ✓ Une diminution des titulaires qui passent de 157,3 ETPT à 149,4 ETPT (-7,9 ETPT)
  - ✓ Une augmentation des non titulaires sur plafond Etat de +6 ETPT
  - ✓ Une progression plus forte des non titulaires sur plafond Etablissement qui passent de 12,1 ETPT à 21,9 ETPT, traduisant l'augmentation des contrats de recherche

- Une hausse plus significative des effectifs Enseignants et Chercheurs de +14,2 ETPT avec
  - ✓ Une relative stabilité des personnels titulaires
  - ✓ Une augmentation relative des personnels non titulaires sur plafond Etat passant de 23,8 ETPT à 27,1 ETPT (+ 3,3 ETPT)
  - ✓ Une augmentation significative des personnels non titulaires sur plafond Etablissement représentant l'essentiel de la hausse observée avec +12,2 ETPT et traduisant un renforcement des capacités de recherche avec des contrats fléchés sur recettes.

La masse salariale

La masse salariale s'élève en 2025 à 37 254 K€ contre 36 156 K€ en 2024 soit une augmentation de 1 062 K€. L'exécution budgétaire globale de la masse salariale 2024 a été réalisée à hauteur de 99,5% du budget rectificatif :

- **Données issues de la paye :**

	2023	2024	BR 2025	2025
P1_POSTES ETAT	28 726 561 €	29 624 953 €	30 197 069 €	30 079 063 €
Enseignants / Enseignants chercheurs	17 271 806 €	17 890 543 €	18 212 161 €	18 174 454 €
BIATSS	11 454 755 €	11 734 409 €	11 984 908 €	11 904 609 €
P2_POSTES ETABLISSEMENT (Hors Contrats de recherche)	1 083 014 €	1 383 680 €	1 505 712 €	1 527 910 €
Enseignants / Enseignants chercheurs	733 912 €	871 453 €	864 776 €	887 817 €
BIATSS	349 102 €	512 227 €	640 936 €	640 093 €
HEURES COMPLEMENTAIRES	801 080 €	702 083 €	704 563 €	718 832 €
VACATIONS	744 154 €	839 859 €	705 573 €	708 344 €
RESERVE			10 000 €	
TOTAL MS hors contrats sur recettes fléchées	**31 354 809 €**	**32 550 575 €**	**33 122 917 €**	**33 034 148 €**
CONTRATS sur recettes fléchées	3 227 007 €	3 605 677 €	4 327 489 €	4 219 598 €
TOTAL MS	34 581 817 €	36 156 252 €	37 450 406 €	37 253 746 €
DOTATION MINISTERIELLE MASSE SALARIALE	29 236 361 €	29 794 120 €	30 879 139 €	30 856 347 €

Récapitulatif des principaux facteurs d'évolution majeurs entre 2024 et 2025 :

Cette variation résulte d'éléments indépendants de la gestion issus d'évolutions réglementaires ainsi que de mesures prises par l'établissement, notamment :

+ 120 K€ : Evolution des régimes indemnitaires (RIPEC + IFSE)
+ 90 K€ : Revalorisation de la rémunération des doctorants
+ 510 k€ : GVT et évolution de la structure des emplois
+ 615 k€ : Variations sur les contrats recherche
- 690 K€ : Impact des variations du volume des emplois (schéma d'emploi)
+ 580 K€ : Hausse de 4 points du CAS Pensions

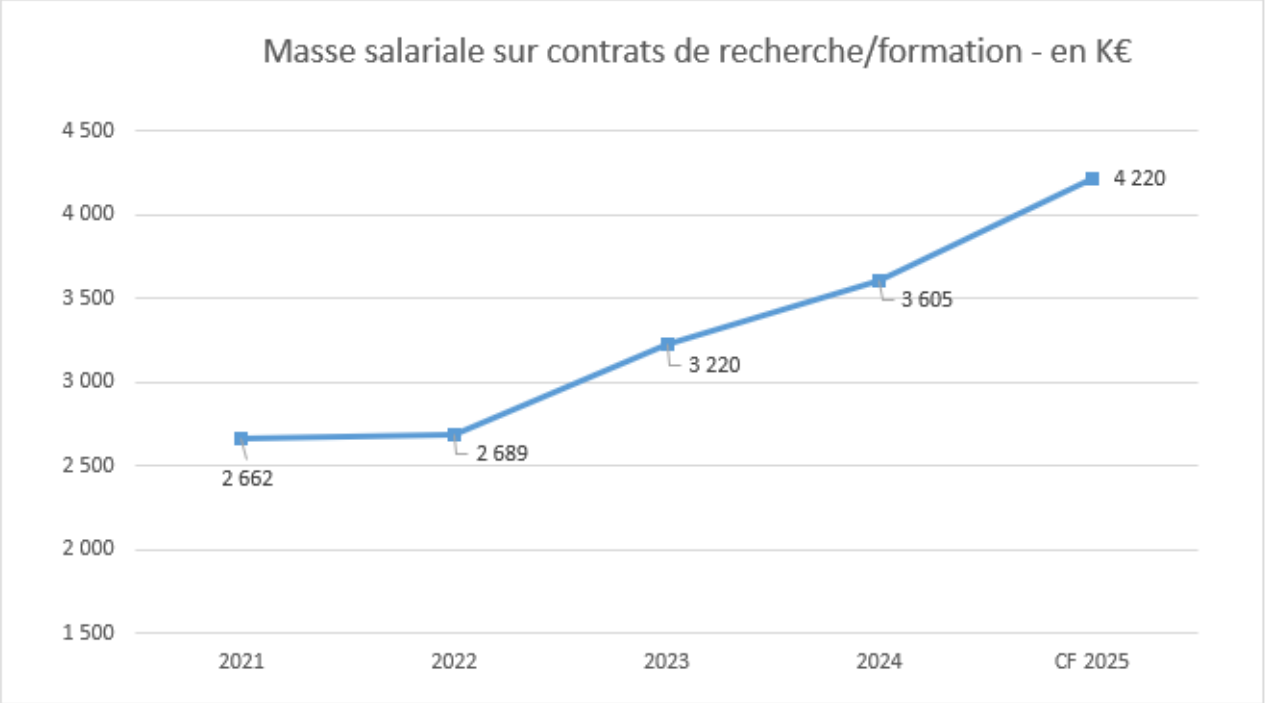
Masse salariale sur contrats de recherche et formation :

MS sur conventions (en k€)	2021	2022	2023	2024	CF 2025	Ecart 24-25
Comp	-	-	-	-	149	149
FOTON	193	288	326	353	376	23
IETR	1 018	1 046	1 034	892	974	83
IRISA	515	508	716	793	712	- 81
IRMAR	6	-	-	-	9	9
ISCR CM	33	34	35	51	102	51
ISCR CSM	-	10	48	139	79	- 60
LGCGM	389	460	570	525	576	51
LS2N	38	-	77	53	8	- 45
PFT	44	117	123	89	128	40
PROFOR - projets formation	421	187	248	690	958	268
PROREV - Projets multi labo	5	39	44	20	148	128
Total	**2 662**	**2 689**	**3 220**	**3 605**	**4 220**	**615**

La montée en puissance des projets CMA ESOS et RIS3 se traduit par une augmentation de la masse salariale entre 2024 et 2025 de+ 24 % (ESOS) et +29 % (RIS3) pour un total en 2025 de 643 K€.

Par ailleurs, le développement du Laboratoire de la Fabrique de la Pensée Critique (LFPC) entraîne également une progression de la masse salariale rendue possible par la mobilisation des crédits COMP (+ 149 K€ en 2025) au travers les chaires Ethique des choix technologiques et Recherche et innovation frugale. Cette évolution se matérialise par le recrutement de deux IGR, d'un IGE et de quatre post-doctorants.

De nouveaux projets finançant de la masse salariale ont débuté en 2025 à l'IETR comme BPI Diane IA +58 K€, Bienvenue Echo + 18 k€ ou Ondes durables +8 k€. A l'ISCR, les crédits sont notamment utilisés sur les projets ANR IGUANA et LABIOFAB pour environ 58 K€ en 2025.

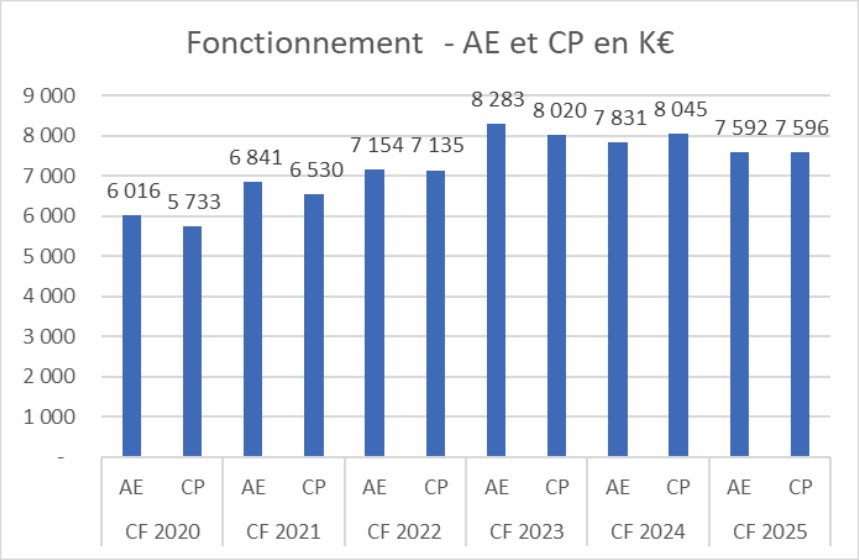


Depuis 2021, la masse salariale sur projets financés a enregistré une hausse soutenue, passant de 2 662 K€ à 4 220 K€ en 2025 (+58.5 %), traduisant le dynamisme marqué de l'activité de recherche de l'établissement.

A noter également des dépenses en masse salariale hors paye : 7 k€ (APEH, RAFP)

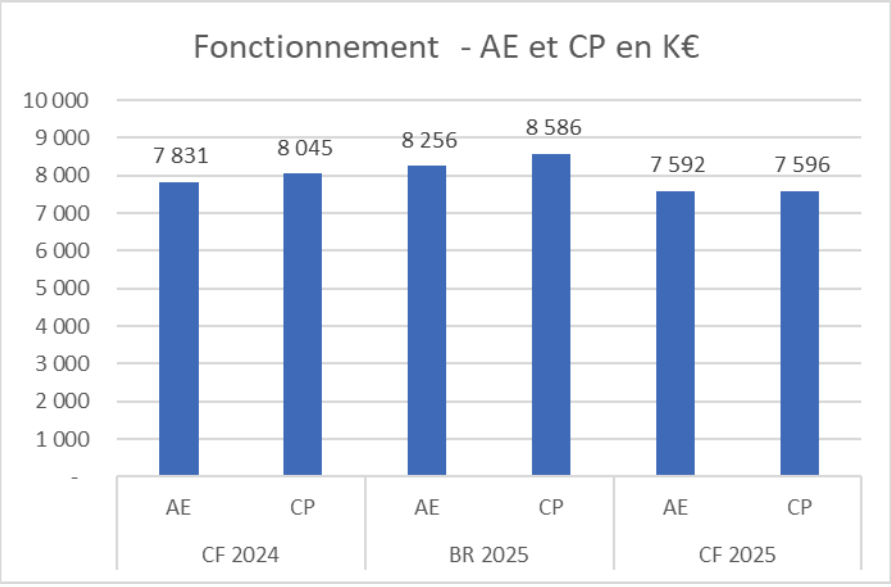
Fonctionnement

Evolutions depuis 2020



Les dépenses de fonctionnement connaissent une progression depuis 2020, passant de 6.016 K€ en 2020 à 7.592K€ en 2025 (AE) soit +1.576 K€. La progression en CP sur la même période est plus prononcée avec +1.863K€.
Entre 2024 et 2025, les autorisations d'engagements connaissent toutefois un repli ; passant de 7.831 K€ en 2024 à 7.592K€. Les CP suivent cette même tendance - 449 K€ sur la période considérée.
Cette tendance commence à se dessiner depuis deux exercices.

Fonctionnement entre le CF 24, le BR 25, et le CF 25



Les décaissements au titre du fonctionnement connaissent les écarts de prévisions suivants :

Ecarts par rapport au BR en K€	**AE**	**CP**
Convention	-349	-509
Hors Convention	-316	-481

Ces écarts sont répartis équitablement entre les décaissements au titre du fonctionnement courant, et du fonctionnement des conventions. Toutefois, si nous ramenons des écarts en pourcentage, il apparait que la marge d'erreur sur le fonctionnement courant est plus faible que pour les conventions, entre 6% et 8%, contre 16% et 23 % pour l'enveloppe des conventions de recherche et formation.

Ecarts par rapport au BR en %	**AE**	**CP**
Convention	-16%	-23%
Hors Convention	-6%	-8%

Détails des évolutions sur le fonctionnement

Pilotage - Support : Les fonctions pilotage et fonction supports couvrent le périmètre des ressources humaines, l'informatique, la bibliothèque, des travaux immobiliers, logistique, sécurité et vie au campus notamment.

	AE				**CP**					**REF**
	R 2023	**R 2024**	**BR 2025**	**CF 2025**	**R 2023**	**R 2024**	**BR 2025**	**CF 2025**	**Ecart CP**	
BIBLIOTHEQUE	158	147	**150**	**147**	195	142	**150**	**162**	**+12**	
D2PLS Logistique	427	360	**380**	**325**	374	414	**380**	**326**	**-54**	**A**
D2PLS Restau	174	0	**0**	**0**	191	3	**0**	**0**	**0**	
D2PLS SFM	31	33	**40**	**40**	55	60	**51**	**45**	**-6**	
D2PLS STI	2 362	2 242	**1693**	**1645**	2 400	2 179	**1648**	**1521**	**-127**	**B**
D2PLS Transition env	29		**3**	**3**	7	22	**3**	**2**	**-1**	
D2PLS VAC	1 009	1 049	**1000**	**896**	984	1 007	**1000**	**903**	**-97**	**C**
DGS	161	183	**217**	**218**	248	270	**256**	**246**	**-10**	
DRH	341	398	**440**	**439**	279	249	**552**	**536**	**-16**	
DSI	985	665	**779**	**779**	714	896	**877**	**861**	**-16**	

- **Logistique** (**A**) **:** Nous constatons une baisse des engagements de logistique en AE et en CP (-54 K€) par rapport au BR25. Les dépenses sont également en baisse par rapport à 2024, en raison de dépenses moins importantes sur le marché de gardiennage notamment.

- **STI** (**B**)**:** Baisse du budget en CP de -127 K€ par rapport au BR 2025, en raison de factures en instance de paiement. Entre le CF 2024 et 2025, on observe une baisse importante des dépenses, notamment en lien avec la baisse des coûts de l'énergie mais aussi de consommations moindres en matière de recours à des prestataires extérieurs mais aussi d'achats de fournitures

- **VAC** (**C**) **:** Au niveau du service VAC, les dépenses au BR 25 étaient estimées proche du CF 24, mais ont été en réalité moindre, en particulier en raison notamment du marché de ménage en litige sur la fin de l'année avec le fournisseur.

	AE				CP					REF
	R 2023	**R 2024**	**BR 2025**	**CF 2025**	**R 2023**	**R 2024**	**BR 2025**	**CF 2025**	**Ecart CP**	
DEI	134	120	**134**	**129**	132	120	**117**	**114**	**-3**	
DIR – CAB	97	217	**103**	**91**	84	195	**135**	**128**	**-7**	
DIR - CM Egalité	5	9	**5**	**5**	1	11	**5**	**5**	**0**	
DIR – COM	81	105	**95**	**85**	97	85	**95**	**86**	**-9**	
DIR - SAS CREATION	6	10	**15**	**7**	5	10	**15**	**7**	**-8**	
DIR - SCE ET STE										
DIR-STATION RENNES INNOV	15	7	**13**	**7**	15	7	**13**	**7**	**-6**	
DREP	10	13	**36**	**30**	29	13	**36**	**26**	**-10**	

Direction : Le budget rectificatif a été respecté et n'appelle pas de remarque particulière**.**
La variation des dépenses entre 2023 et 2024, s'explique par :

- Le diagnostic QVCT pour 45 K€
- Les prestations et études pour 50 K€

Formations et départements : Le budget des départements env. 559 K€ en AE et 539 en CP a été consommé en quasi-intégralité à hauteur de 536 K€ en AE et 475 K€ en CP. L'écart en CP s'explique par des factures non reçues au mois de décembre 2025.

Recherches (hors projet) : Les dépenses de recherche (DRV et quinquennal) sont -32 K€ inférieur au niveau prévu en CP.

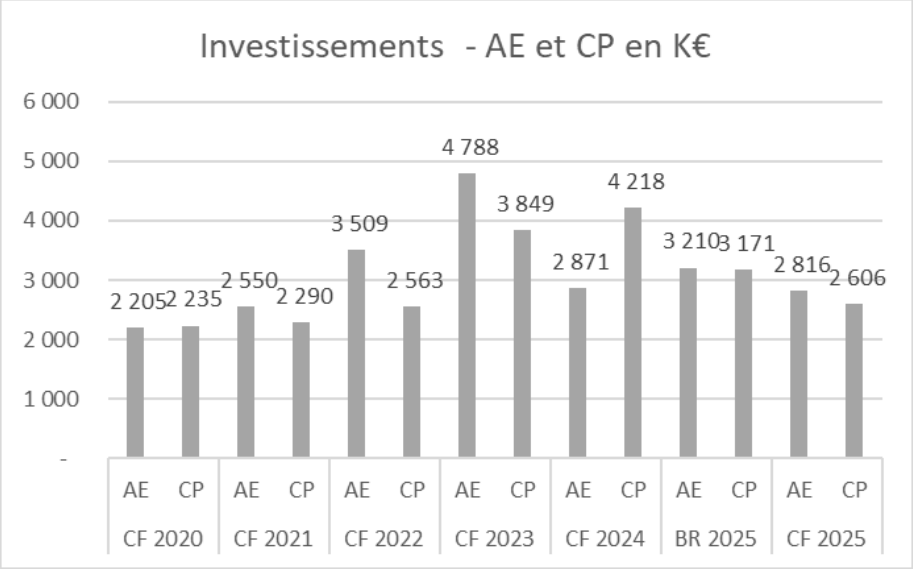
Conventions de recherche, de formations, et autres conventions :

Les dépenses au titre des conventions de recherche ont été moindres que prévues par rapport au BR 2025, - 349 K€ en AE dont :

- PROREV : - 49 K€ (COMP, PUI) en AE
- LGCGM : -78K€ (Framatome, LATSS, EDF) en AE
- IETR : -56 K€ (Pas d'élément marquant, des petits écarts sur les différents projets) en AE
- IRISA : -33 K€ (Pas d'élément marquant, des petits écarts sur les différents projets) en AE
- FOTON : -14 k€ (Pas d'élément marquant, des petits écarts sur les différents projets) en AE
- ISCR : -29 K€ (Pas d'élément marquant, des petits écarts sur les différents projets) en AE
- Conventions de formations -19 K€

Investissements

Les dépenses d'investissement, en crédits de paiement, de 2020 à 2025, en k€ :



Le budget d'investissements (rectificatif) 2025 a globalement été tenu avec 2.816 K€ d'AE contre 3.210 K€ d'autorisation.

Investissements hors conventions	AE BR 25	AE CF25	CP BR25	CP CF25
Logistique	117	91	17	21

Techniques et travaux	725	600	830	586
Equipements scientifiques	392	371	373	342
Informatique	660	660	681	674

Les investissements au titre des travaux (600 K€ d'AE contre 725 K€ prévus au BR 25, et 586 K€ de CP contre 830 K€ de CP au BR)

Ont fait l'objet d'un avancement en 2025, notamment les opérations suivantes :

- Aménagement des locaux de la DSI (146 KE d'AE = BR) et 91 K€ de CP (-29 K€ par rapport au BR)
- Aménagements au titre d'installations scientifiques
    - Equipement RIE 153 K€ d'AE et 141 K€ de CP (-12K€)
- Aménagements au titre du handicap 14 K€ d'AE et CP
- Mise aux normes et conformité du foyer 32 KE d'AE (-17 K€) et 20 K€ de CP
- Cœur de Campus, engagement de la maitrise d'œuvre et de l'assistance à maitrise d'ouvrage pour 370 K€ (391 K€ prévus)
- Plan d'action Sobriété des résidences 75K€ en AE et 37 K€ en CP

Les investissements informatiques : 660 K€ en AE, 1.370 K€ en CP

Nous pouvons mentionner notamment parmi les investissements significatifs :

- Remplacement des équipements Cisco-IN 680 178 K€
- Remplacement onduleur du datacenter bâtiment 8- IN 592 32 K€
- Remplacements de serveurs 84 K€
- Achats d'ordinateurs, écrans et autres matériels audio pour 150 K€

Les investissements en équipements :

Les dépenses des départements et de la recherche en équipement pour un montant initial de 388 K€ en AE et 429 K€ en CP ont été actualisés au BR 2025 à env. 392 K€ d'AE et 373 K€ de CP. Au compte financier 370 K€ d'AE et 341 K€ de CP ont été consommés. Ces investissements sont autofinancés par l'établissement.

Quelques exemples d'investissements en 2025 :

- Appareil de polissage électrolytique (GPM/GMA) 24 K€
- Renouvellement de 15 PC au département INFO 19 K€
- Machine de tribofinition 19 K€
- Dispositif simple d'analyse thermogravimétrique 48 K€
- Maquettes pendules inversés avec liaisons souples + système d'acquisition/commande 32 K€

- Co-financement d'un Laminographe à rayon X 50 K€
- Ondulaeur Gaz Source 20 K€

Les investissements subventionnés d'équipements sont principalement composés des investissements au titre des CPER ainsi que d'autres types de financements. Quelques exemples :

- Cœur de Campus : 174K€ d'AE 66K€ de CP
- Projets de formation : 93 K€ d'AE, 60 K€
- CPER CYMOCOD 2024 : 209 K€ d'AE, 185 K€ de CP
- CPER MAT & TRANS 2024 : 60 K€ d'AE, 60 K€ de CP
- CPER MAT & TRANS 2023 : 70 K€ d'AE, 127 K€ de CP
- AES ESOS : 80 K€

V. Les recettes

	2020	2021	2022	2023	2024	CF 2025
Recettes globalisées	**38 454**	**41 177**	**42 522**	**42 479**	**42 285**	**40 833**
Subvention pour charges de service public	31 649	30 988	31 616	33 161	32 945	33 587
Autres financements de l'Etat	145	506	171	240	144	
Fiscalité affectée	123	117	90	130	150	143
Autres financements publics	384	3 343	2 585	2 245	2 064	498
Recettes propres	6 153	6 223	8 060	6 703	6 982	6 605
Recettes fléchées	**3 807**	**1 495**	**1 425**	**4 902**	**5 625**	**5 158**
Financements de l'Etat fléchés	155	94	144	228	557	354
Autres financements publics fléchés	2 573	1 241	1 049	4 039	4 297	3 695
Recettes propres fléchées	1 079	160	231	635	771	1 109
TOTAL DES RECETTES	**42 261**	**42 673**	**43 947**	**47 381**	**47 910**	**45 991**

Les recettes budgétées

	BI 2025	BR1 2025	CF 2025	% 2025 / BR1
Recettes globalisées	**43 161**	**41 215**	40 833	99,1%
Subvention pour charges de service public	32 814	33 298	33 587	100,9%
Autres financements de l'Etat	200	-	-	
Fiscalité affectée	120	143	143	100,0%
Autres financements publics	2 634	1 372	498	36,3%
Recettes propres	7 393	6 402	6 605	103,2%
Recettes fléchées	**5 184**	**6 370**	5 158	81,0%
Financements de l'Etat fléchés	132	408	354	86,8%
Autres financements publics fléchés	4 524	5 316	3 695	69,5%
Recettes propres fléchées	528	646	1 109	171,7%
TOTAL DES RECETTES	**48 345**	**47 585**	45 991	96,7%

Les recettes du BI 2025, ont été ajustées d'env. – 760 K€ pour tenir compte de la réalité des facturations et encaissement lors du BR 2025.

L'écart entre le compte financier 2025 et le BR25 s'explique principalement par le retard d'encaissement sur le projet ESOS (- 1263 K€) mais il y a également certaines disparités en fonction de la nature des recettes.

Dotation ministérielle (Subvention pour charges de service public : SCSP)

Evolution de la subvention pour charges de service public :

Le montant au titre de la subvention ministérielle a été estimé en encaissement à 33 297 K€ au BR 2025. La dernière notification émise par nos financeurs s'élève à 33 587 K€ soit un écart de +290 K€.

La dotation ministérielle a connu les évolutions suivantes au cours de l'exercice 2025 par rapport à la notification initiale 2025 :

- Initiale 2025 : 33 415 K€
- Intermédiaire 2025 : 33 585 K€
- Définitive : 33 587 K€

Le tableau ci-après présente l'évolution de la subvention ministérielle depuis 2022 :

	CF 2022	CF 2023	CF 24	BR 2025	CF 25	REF
Masse salariale Fixe	28 136	29283	29 812	30 514	30 508	**A**
Masse salariale Ponctuelle	335	657	348	77	347	B
Fonctionnement Fixe	2612	2596	2 573	2 573	2 590	**C**
Fonctionnement Ponctuel	531	622	212	134	140	**D**
Total	**31616**	**33160**	**32 945**	**33 297**	**33 587**	

Les financements au titre de la subvention ministérielle évoluent positivement depuis 2022 passant de 31.616 K€ à 33.587 K€ en 2025.

Les évolutions sur la part fixe correspondent entre 2024 et 2025 correspondent, principalement aux éléments suivants :

Sur la part fixe de la masse salariale (**A**) : +696 K€

- + 499 K€ au titre de la hausse du CAS pensions au 1.1.25
- +31 K€ pour la revalorisation des contrats doctoraux
- +14 K€ de financement CPJ
- +150 K€ au titre de la refonte et revalorisations des régimes indemnitaires (ITRF, EC, ESAS), classement des jeunes chercheurs

Sur la part variable de la masse salariale (**B**) +1 K€

- En 2024
  - Une notification de 258 K€ de crédits COMP
  - Une notification de 90 K€ de financements ponctuels en 2024 au titre de l'apprentissage, ajustements sur les repyramidages et des IUF notamment
- En 2025
  - Une notification de 81 K€ au titre des IUF
  - Une reprise de trop perçu au titre de refontes de trop perçus (refonte indemnitaire EC et reclassement EC) pour -17 K€
  - Une notification de 288 K€ de financements adressés par erreur à l'INSA Rennes, par le ministère mais devant bénéficier à l'Université de Rennes.

Sur ce dernier point, après de nombreux échanges avec le rectorat et le ministère, il n'a été possible pour les tutelles de procéder à une régularisation de la notification sur 2025 que d'un montant de -15 K€ soit un trop perçu restant de -263 K€.

Le ministère prévoit une régularisation finale du solde en 2026.

A ce titre, nous n'avons pas été autorisés à procéder à un produit constaté d'avance afin de retraiter cette somme.

Il a donc été décidé de comptabiliser un avoir à émettre d'un montant de 263 K€ sur le compte Etats autres subventions en classe 7 (retraitement de la comptabilité générale, sans retraitement de la comptabilité budgétaire).

Sur la part fixe du fonctionnement (**C**)

- Une hausse de la compensation des exonérations de droits d'inscriptions pour +17 K€

Sur la part variable du fonctionnement (**D**)

- + 12 K€ au titre des IUF
- 90 K€ au titre de la dotation de mise en sécurité

Ces éléments conduisent à une hausse de financement au titre de la subvention ministérielle de 642 K€ entre le CF 24 et le CF 25 (379 K€ après retraitement du trop perçu), dont 713 K€ de financements stables, et -73 K€ de financements ponctuels (-336K€ après retraitement du trop perçu).

Fiscalité affectée

Pour rappel, la fiscalité affectée, correspond au versement de la CVEC effectuée par le CROUS.

L'évolution des encaissements au titre de la fiscalité affectée :

En 2025, nous avons reçu 2 versements pour 143 K€.

Recettes propres

Détail de recettes propres	Encaissements 24	Prévision 25	Encaissements 25
Droits d'inscription	929	1 030	998
Apprentissage	1 001	920	920
SAGI	64	64	95
Formation Continue MSEO	195	195	206
Formation Continue ESOS		49	53
IRT B.COM	98	132	132
Ecole d'été SPIRE FIRE	89	100	117
Loyers	2 735	2 750	2 767
Taxe d'apprentissage	403	537	537
DRH MAD	121	173	187
Datacenter	29	38	38
SFM	37	61	66
DREP Club partenaires	82	156	169
CROUS Energie	35	61	61
Prestations de service Labo	1 145	1 427	1 226
Valorisation SATT	NS	11	75
VAC			20
Divers	19	27	47
Total des Recettes propres	**6 982**	**7 731**	**7 714**

Les recettes propres sont le levier sur lequel l'établissement peut agir pour disposer de plus de marge de manœuvre pour son fonctionnement et pour investir à la fois dans les compétences et les équipements.

Les recettes propres sont le levier sur lequel l'établissement peut agir pour disposer de plus de marge de manœuvre pour son fonctionnement et pour investir à la fois dans les compétences et les équipements.

Le niveau des recettes propres est proche du niveau estimé lors du BR25.

- Droits d'inscription, dont
    - Contrats pro 25 K€ (18 K€ budgétés)
    - Droits différentiés internationaux 251 K€ (180 K€ budgétés)
    - Etudiants nationaux 693 K€ (749 K€ budgétés) (en parallèle +18K€ de financements sur la subvention ministérielle pour les étudiants boursiers)
    - Diplômes propres 12 K€ (10K€ budgétés)

Le niveau des droits d'inscription reste supérieur au niveau du CF 2024.

- Taxe d'apprentissage +137 K€ : la dernière facture 2024 a été émise en janvier 2025 pour un montant de 80 K€ et recouvrée en 2025 suite à un retard exceptionnel de SOLTEA. Il n'y a pas d'augmentation effective de la recette annuelle.
- Partenariats DREP : hausse des facturations au titre des partenariats par rapport à 2024 +67 K€
- Valorisation de la SATT : recettes de 75 K€ cette année, reversées aux EC concernés.
- Refacturations de MAD : plus de refacturations de MAD en parallèle de dépenses

Recettes fléchées

Les recettes fléchées correspondent à la réalisation d'un objectif ou d'un projet défini impactant plusieurs exercices comptables.

Financements d'états fléchés :

353 K€ sont essentiellement composés de subventions d'investissements :

- 276 K€ de subventions d'investissement au titre des CPER recherche
- 50 K€ de subventions d'investissement pour le projet Cœur de Campus

- 28 K€ de subventions de fonctionnement sur des contrats de recherche (DGA, ANTAI)

Autres financements publics fléchés :

Détail de Autres Financements Publics fléchés	Encaissements 25
Fonctionnement :	**2 546 101**
ANR hors IA	1 258 957
ANR Investissement d'Avenir	505 560
Autres	441 004
REGION	204 155
EU / FEDER	136 425
Investissement :	**1 148 553**
Communes et groupements de communes	552 456
EU / FEDER	456 000
ANR hors IA	77 098
REGION	38 000
Département	25 000
Total des Autres financements Publics fléchés	**3 694 654**

Les projets concernés par ces encaissements sont multiples, on peut citer notamment la CPJ Clément MABI (200 K€), BPI Diane (128 K€), l'ANR FREEINBTP (100 K€).

Cette catégorie de recettes regroupe plusieurs dispositifs comme par exemple les PEPR, AAP Générique et Cominlabs pour l'ANR, les AIS, AES pour Rennes Métropole, les ARED, SAD BIENVENUE pour la Région.

Recettes propres fléchées :

Au compte financier 2025, on enregistre 1 109 K€ de recettes propres fléchées. Il s'agit de partenariat industriel avec des entreprises privées telles que Ingenova, Cohb, Orange, Thalès, EDF, Inaxe, Olnica notamment.
A noter l'encaissement de 312 K€ au titre des chaires IH2A, FREEINBTP et FNTP.

VI. Le solde budgétaire

Le solde budgétaire est négatif, s'élève à -1 471 K€.

En K€	2024	BI 25	BR 2025	CF 25
Solde budgétaire	525	-3 518	-1 622	-1 471

Le budget rectificatif 2025 prévoyait un solde budgétaire de **-1.622 K€.**

VII. La situation patrimoniale

Les charges

Charges en K€	CF 31.12.25	CF 31.12.24	CF 31.12.23	Ecart
Fonctionnement (hors dotations et hors 63)	7.750	7.714	8.711	+36
Masse salariale	37 548 (Hors 63* : 37.054)	36 366 (Hors 63* : 35.889)	34.675 (Hors 63* : 34.249)	+1.182
Dotations à l'amortissement et provisions	4.501	3.990	3.646	+511
TOTAL	**49.799**	**48.070**	**47.032**	**+1.675**

Nb : La présentation des tableaux ci-après reprend la structuration du compte de résultat en intégrant dans la rubrique masse salariale les taxes sur rémunérations (*).

Les charges de personnels

Masse salariale en K€	CF 31.12.25	CF 31.12.24	CF 31.12.23	Ecart	Ref
Taxes sur rémunération (63) et autres 63	482	477	427	5	
Rémunérations brutes	22 450	21 984	20 851	466	**A**
Charges patronales	14 463	13 702	13 403	761	**B**
Autres charges sociales	140	203	-5	-63	
TOTAL	**37 548**	**36 366**	**34 675**	**1.182**	

En comptabilité générale, on retrouve l'évolution mentionnée en comptabilité budgétaire soit une forte élévation des charges de personnel 36.366 K€ à 37.548 K€.

Cette évolution est expliquée par les mêmes éléments que ceux mentionnés précédemment.

L'écart entre la masse salariale décaissée (crédits de paiement : 37.254 k€) et la masse salariale en droits constatés (37.548k€), est de 294 k€.

Cet écart s'explique principalement par la variation des charges rattachées entre 2024 et 2025.

A. Rémunérations brutes

Les rémunérations brutes évoluent de + 466 K€ entre le CF 24 et le CF 25 en comptabilité générale, soit +2 % entre les 2 exercices

Cette évolution témoigne de :

- Evolution des effectifs notamment sur les conventions de formation et de recherche et de la masse salariale associée
- Evolution du niveau des rémunérations (évolutions indemnitaires etc)
- Impact de la variation du volume d'emplois.

B. Evolution des cotisations patronales

+ 761 K€ ; L'évolution des cotisations patronales témoigne de l'évolution du taux de charges patronales au titre du CAS pension, appliqué au 1er janvier 2025,

Le taux de charges patronales est en 2025 de 66 % contre 64 % en 2023. Soit un taux en nette progression.

L'évolution du CAS pensions est également plus importante qu'au niveau budgétaire, en raison de la réévaluation des provisions congés payés et provisions CET au 31.12.2025, étant donné l'évolution connue des taux au 01.01.2026.

En effet, la comptabilité générale doit tenir compte de tout élément susceptible d'influer sur les comptes entre le 01.01.26 et la date du conseil d'administration qui entérine les comptes. La nouvelle évolution des charges patronales au 01.01.26 majore donc le niveau des passifs sociaux de l'établissement.

Les charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement, hors amortissement, augmentent de 934 k€ entre 2023 et 2024

Fonctionnement	CF 31.12.25	CF 31.12.24	CF 31.12.23	Ecart	Ref
Achats et variations de stocks	26	50	279	-25	**A**
Autres achats non stockés	1.835	2.004	2.339	-169	**B**
Charges externes	4.732	5.080	4.905	-347	**C**
Autres charges de gestion	1.157	579	1.187	+608	**D**
Dotations aux amortissements et provisions	4.501	3.990	3.645	+511	**E**
TOTAL En K€	**12.251**	**11.704**	**12.357**	**+547**	
TOTAL En K€ (avec 63)	12.733 (482)	12.181 (477)	12.784 427	**+552**	

Au sein de cette évolution, il convient d'analyser plusieurs variations

- Achats et variations de stocks – 25K€
  - Baisse des achats en raison de l'arrêt de la restauration et du transfert de l'activité au CROUS en 2023, et baisse des achats stockés en 2025
- Autres achats non stockés (- 169 K€)
  - Baisse des coûts du contrat d'électricité (-95 K€)
  - Baisse des coûts du contrat de gaz (-6K€)
  - Baisse des consommations d'eau et amélioration du rattachement des charges en 2024 (-53K€)

- Chauffage sur réseau +98 K€, lié à une nouvelle imputation des dépenses auparavant faite sur une ligne de maintenance (correction faite en cours d'année)
- Fournitures d'entretien et petits équipements
  - En constante baisse depuis 2023 d'env. 100K€ par an.
  - Associée à une meilleure gestion des stocks de fournitures conduisant à une baisse des achats, et vraisemblablement à la période des services votés
- Fournitures administratives +18 K€ : un poste à surveiller mais qui reste dans la moyenne des 4 dernières années
- Autres fournitures : -38 K€ plus d'immobilisations d'équipements

- Charges externes
  - Locations +38K€ en lien avec une surfacturation en 2023/24 ayant conduit à un avoir à recevoir sur 2024
  - Maintenances et réparations – 229 K€ en raison d'un recours moindre à des prestataires extérieurs, au reclassement de charges de chauffage sur réseau (cf. Autres achats non stockés), et des affectifs non stabilisés sur l'exercice 2025 au sein des services travaux.
  - Etudes, et documentation : en forte baisse en 2025 en lien avec la politique générale de l'établissement de réduction du recours à des prestataires extérieurs.
  - Personnels mis à disposition : -83K€, en raison de la réaffectation comptable des flux IRT B COM. En réalité le poste comptable est stable.
  - Frais de missions : +46 K€ ; en grande partie dans le cadre des contrats de recherche
  - Frais de réception : -10K€ (services votés et politique générale de l'établissement)
  - Formation continue du personnel : -31 K€ par rapport à 2024 mais conforme au budget alloué
  - Prestations informatiques (-56 K€ suite à reclassement comptable vers le compte 651, de 90 K€)

- Autres charges de gestion courante +608 K€
  - Redevances informatiques + 165 K€, soit +75K€ après retraitement du reclassement comptable, tenant compte de divers logiciels
  - +90K€ Valeurs d'intervention pour compte propre : concernant le reversement de financements au CMQ pour +90 K€. Ces charges font l'objet de produits en contrepartie
  - +359 K€ Autres charges spécifiques
    - Essentiellement des reversements à l'Université de Rennes et au CNRS dans le cadre de projets de recherche. Ces charges font l'objet de produits en contrepartie.

- Variation des dotations à l'amortissement et aux provisions (+511K€)
  - Dont +146 K€ au titre des provisions pour risques et charges et notamment CET
  - Dont +365 K€ au titre des amortissements en lien avec l'augmentation du volume des investissements sur 2023 et 2024

Les produits

PRODUITS	CF 31.12.25	CF 31.12.24	CF 31.12.23	Ecart	Ref
Chiffres d'affaires	6.950	6.165	6.616	785	**A**
Subventions	39.109	37 608	38.136	+1.501	**B**
Autres produits	374	374	253	0	
Reprises de subventions et provisions	2.032	2.084	2.209	-52	**C**
TOTAL EN K€	**+48.467**	**46 232**	**47 215**	**+2.232**	

Les produits de fonctionnement s'élèvent de +2.458k€ dont, 785 K€ sur le chiffre d'affaires (**A**)

- Evolution à la hausse des recettes au titre de l'activité privée des laboratoires en raison de la méthode + 335 k€
    - En grande partie due à des fins de projets, pour lesquels les recettes ont été constatées à terminaison mais sans dépenses en parallèle faites à ce jour.
- Prestations de formations continue + 143 K€
    - Dont ESOS +45 K€
    - Dont Augmentation des contrats professionnels + 40 K€
- Droits d'inscriptions +113 K€
    - Dont +47 K€ au titre des étudiants nationaux
    - Dont +33 K€ au titre des étudiants internationaux
    - Dont +33 K€ au titre des diplômes propres à l'établissement
- Contrats d'apprentissage -66 K€
    - En raison d'une régularisation effectuée en 2024 non reconductible
- Hébergement + 84 K€
    - En lien avec une hausse du taux de remplissage et une hausse tarifaire sur les charges locatives notamment.
- Autres produits +80 K€
    - Dont + 64 K€ au titre des redevances pour brevets, reversées aux chercheurs

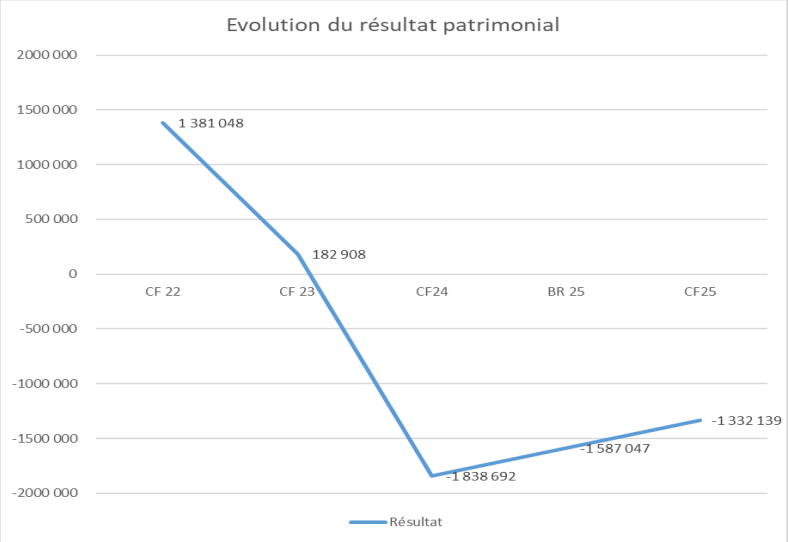
Mais aussi en raison d'un niveau de subventions supérieures en droits constatés (**B**) +1.501K€

- Evolution de la subvention ministérielle (+642 K€) équivalente au niveau budgétaire et expliquée précédemment (642-173 K€=470 K€ après retraitement de l'excès de versement.
- Evolution des autres subventions (+859 K€) lié à l'avancement des dépenses au titre des projets de type ANR etc., et au calcul de la méthode des PCA et PAR.

Le résultat patrimonial

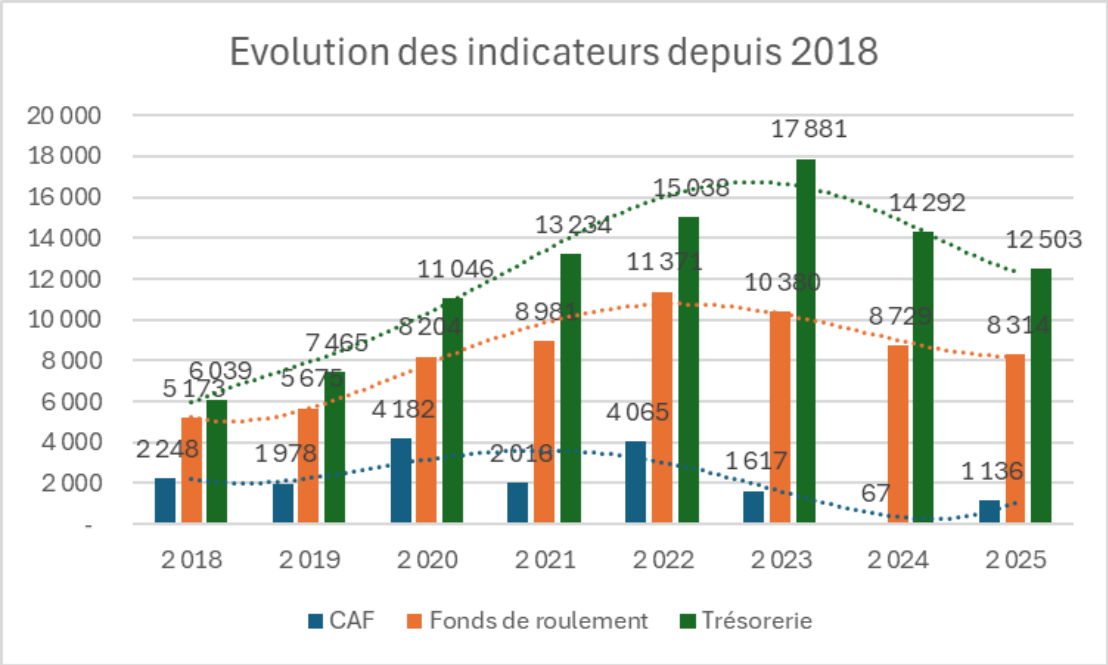
Le résultat est impacté par des éléments non-décaissables et non-encaissables (dotations aux amortissements, quote-part sur subvention d'investissement et reprise sur provision).

En K€	CF 22	CF 23	CF24	BR 25	CF25
Résultat	**1 381**	**183**	**-1 839**	**-1 587**	**-1 332**



En 2025 pour l'INSA, le résultat est déficitaire **de -1.332 K€**. Le résultat est supérieur à la prévision faite lors du budget rectificatif pour **-1.587K€.**

VIII. Les indicateurs



En K€

La capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement se calcule à partir du résultat de l'exercice auquel on additionne le montant des amortissements et dont on soustrait les montants des reprises sur provisions et des amortissements des subventions (en k€) :

Tableau de détermination de la CAF en K€

	CF 24	BR 25	BF 25
Résultat net	**-1839**	**-1587**	**-1332**
+ Dotation aux amortissements et provisions	**3990**	**4110**	**4501**
-Reprise sur amortissements et provisions	**-39**	**-39**	**-125**
+ Valeur nette comptable des actifs cédés	**0**	**0**	**0**
-Produits de cession d'actifs	**0**	**0**	**0**
-Quote part de subventions investissements	**-2160**	**-2100**	**-1908**
CAF	**67**	**384**	**1136**

La capacité d'autofinancement permet de dégager des moyens pour investir.

La CAF 2025 est en nette amélioration, ce qui signifie que l'exercice 2025 a commencé à dégager des ressources, en raison notamment d'un volume de charges décaissables plus faibles (contre des amortissements et provisions plus importants) et un résultat moins dégradé.

Le Fonds de roulement et tableau de financement

L'apport au fonds de roulement est négatif et constitue donc un prélèvement pour – 413 K€

Le prélèvement sur fonds de roulement est moins important que prévu en raison de :

- D'investissements moins importants (-429K€)
- De subventions d'investissements moins importantes (+333 K€)
- D'une CAF plus favorable (+752K€)
- Une correction d'erreur réalisée par correction des reports à nouveau pour 248 K€ (Surestimation d'une facture non parvenue DALKIA pour 140K€ et correction des produits constatés d'avance constatés en 2024, en raison de projets qui auraient dû être considérés comme clos en 2024, pour 108K€)

La variation du BFR, s'explique par l'affermissement des avances reçues au titre des projets et conventions de recherche et formation, en lien avec l'avancement des dépenses. Sauf nouveau versement important, l'EFE va poursuivre cette évolution.

Le fonds de roulement au 31/12/2025 est de 8 314 k€, et correspond à 67 jours de fonctionnement en 2025, contre 71 jours de fonctionnement de l'établissement en 2024 (Zone d'alerte à 15 jours).
Ce niveau de fonds de roulement est en baisse depuis 2022, retrouvant ainsi un niveau compris entre celui constaté en 2020 et 2021.

Indicateurs	**CF 24**	**BR 25**	**BF 25**
FRNG	8.727	7.216	8.314
Prélèvement S/FDR	-1.653	-1.509	-413
CAF	67	384	1.136
Trésorerie	0	12.582	12.502
BFR/EFE	- 5.365	- 5.365	-4.118

Tableau de financements en K€	
CAF	1136
Immobilisations	-2742
Subventions	941
Correction	248
Variation des dettes financières	4
Variation du fonds de roulement	**-413**

La trésorerie

La trésorerie de l'établissement au 31/12/2025 est égale à 12.503K€ contre 14.292 K€ au 31/12/2024 soit une baisse de trésorerie de -1.790 K€.

La trésorerie correspond à 100 jours en 2025 contre 117 jours en 2024 et 137 jours de fonctionnement en 2023. (zone d'alerte à 30 jours)

Il convient toutefois de tenir compte de la structuration de cette trésorerie. En effet, elle est issue à hauteur de 4.118 K€ de l'EFE, notamment en raison des avances de versements perçues sur les conventions.

Les indicateurs de soutenabilité du décret financier

Indicateurs de soutenabilité financière	CF 2022	CF 2023	CF 2024	BR 2025	CF 2025
Niveau de la trésorerie (au moins 30 j de CP hors investissements)	135	137	116	98	100
Niveau du FDR (au moins 15j de CP hors investissements)	102	79	71	56	67
Niveau de la masse salariale (moins de 83% des produits encaissables)	74%	77%	81,2%	79,8%	79,8%

Les indicateurs relatifs à la soutenabilité financière de l'établissement sont conformes aux estimatifs réalisés au BR 2025. Aucun déclenchement n'est à déplorer. L'indicateur relatif à la part de la masse salariale rapportée au niveau des produits encaissables reste l'indicateur le plus proche du seuil d'alerte de 83%, avec 79,8% constatés. Il ne témoigne, toutefois, pas de dégradation.

IX. Conclusion

Le résultat patrimonial du compte financier 2025 est déficitaire, s'élevant à -1, 3M€ et il est accompagné d'un solde budgétaire négatif. Un prélèvement sur le fonds de roulement est effectué, pour permettre de financer la politique d'investissements de l'institut.

La situation de l'INSA Rennes au 31.12.2025 témoigne d'une dégradation plus mesurée de sa situation financière, qui pourrait être interprété comme un début d'amélioration, en raison de ressources financières plus importantes et d'une baisse de charges de fonctionnement (hors dotations à l'amortissement et reprises de provisions et subventions d'investissement et).

Cette tendance méritera d'être confortée, et devra également se poursuivre au travers des exercices 2026 et 2027 afin de permettre un retour à l'équilibre pour l'établissement.

INSA Rennes
20 avenue des Buttes de Coësmes
CS 70839
35708 Rennes cedex 7
Tél : + 33 (0)2 23 23 82 00
www.insa-rennes.fr

INSA INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

Tableau 1
Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du Compte Financier 2025

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Catégories d'emplois	Nature des emplois		(A) Emplois sous plafond Etat * En ETPT – Budget initial 2025	(A) Emplois sous plafond Etat * En ETPT – Dernier budget modifié 2025	(A) Emplois sous plafond Etat * En ETPT – Compte Financier 2025	(B) Emplois financés hors SCSP En ETPT – Budget initial 2025	(B) Emplois financés hors SCSP En ETPT – Dernier budget modifié 2025	(B) Emplois financés hors SCSP En ETPT – Compte Financier 2025	(C) = (A) + (B) Global – Budget initial 2025	(C) = (A) + (B) Global – Dernier budget modifié 2025	(C) = (A) + (B) Global – Compte Financier 2025
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	145,3	144,5	144,5				145,3	144,5	144,5
		CDI	1,0	1,0	1,0	19,0	19,8	19,8	20,0	20,8	20,8
	Non permanents	CDD	25,3	26,1	26,1	76,0	67,8	67,6	101,3	93,9	93,7
S/total EC			**171,6**	**171,6**	**171,6**	**95,0**	**87,6**	**87,4**	**266,6**	**259,2**	**259,0**
Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)									-	-	-
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	154,4	149,4	149,4				154,4	149,4	149,4
		CDI	17,6	19,0	19,0	5,0	4,7	4,7	22,6	23,6	23,6
	Non permanents	CDD	27,7	25,1	25,3	24,3	17,2	17,3	52,0	42,3	42,5
S/total Biatss			**199,7**	**193,5**	**193,6**	**29,3**	**21,9**	**21,9**	**229,0**	**215,4**	**215,5**
Totaux			**371,3**	**365,1**	**365,2** *(1)*	**124,3**	**109,5**	**109,4**	**495,7**	**474,5**	**474,5**
									Plafond global des emplois voté par le CA **	**Plafond global des emplois voté par le CA ****	**Plafond global des emplois voté par le CA **** *(2)*

Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat au Budget initial	**402,0** *(3)*
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat au dernier Budget modifié	**402,0** *(3)*
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat au Compte financier	**402,0** *(3)*

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les régles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))
Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"
** : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

Tableau 2
Autorisations budgétaires - Compte Financier 2025

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses											
	Budget initial 2025		Dernier Budget Modifié 2025		Compte Financier 2025		Budget initial 2025	Dernier Budget Modifié 2025	Compte Financier 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	Montants	Montants	Montants	
Personnel	**38 085 684**	**38 085 684**	**37 450 406**	**37 450 406**	**37 260 896,70**	**37 260 896,70**	**43 161 240**	**41 215 341**	**40 833 612**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension	9 762 104	9 762 104	9 726 491	9 726 491	9 705 760,00	9 705 760,00	32 813 717	33 297 503	33 587 556	Subvention pour charges de service public
								-	-	Subvention pour charges d'investissement
							200 000	-	-	Autres financements de l'Etat
							120 000	142 930	142 930	Fiscalité affectée
Fonctionnement et intervention	**8 702 481**	**9 006 898**	**8 256 352**	**8 585 533**	**7 591 418,54**	**7 595 599,73**	2 634 085	1 372 491	498 254	Autres financements publics
							7 393 438	6 402 417	6 604 872	Recettes propres
							5 184 264	**6 370 349**	**5 157 583**	**Recettes fléchées ****
									-	Subvention pour charges d'investissement fléchée
							132 280	408 580	353 900	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	**6 943 079**	**4 771 283**	**3 209 548**	**3 171 296**	**2 816 137,86**	**2 605 648,93**	4 523 801	5 315 743	3 694 654	Autres financements publics fléchés
							528 183	646 026	1 109 028	Recettes propres fléchées
Enveloppes* destinées à des contrats de recherche	-	-	-	-	-	-				
Personnel										
Fonctionnement										
Investissement										
TOTAL DES DÉPENSES	**53 731 244**	**51 863 865**	**48 916 306**	**49 207 236**	**47 668 453,10**	**47 462 145,36**	**48 345 504,32**	**47 585 690,00**	**45 991 194,64**	**TOTAL DES RECETTES**
Solde budgétaire (excédent)		**-**		**-**		**-**	**3 518 360,73**	**1 621 545,51**	**1 470 950,72**	**Solde budgétaire (déficit)**

** Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des*

*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (table*

Tableau 3

Dépenses par destination et recettes par origine - Compte Financier 2025

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue (d) = (a) + (b) + (c)	**15 138 411**	**15 138 411**	**848 997**	**758 493**	**300 960**	**243 190**	**16 288 368**	**16 140 094**
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence (a)	-	-	-	-	-	-	-	-
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master (b)	15 082 544	15 082 544	841 797	751 293	300 960	243 190	16 225 301	16 077 026
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat (c)	55 868	55 868	7 200	7 200	-	-	63 068	63 068
D105 - Bibliothèques et documentation	230 606	230 606	104 065	119 302	-	-	334 672	349 908
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	-	-	-	-	-	-	-	-
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	6 588 542	6 588 542	618 625	616 098	406 288	387 422	7 613 455	7 592 062
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	6 825 555	6 825 555	973 290	944 097	432 028	533 137	8 230 872	8 302 789
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	-	-	-	-	-	-	-	-
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	149 281	149 281	65 069	48 226	-	-	214 351	197 507
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-
D114 - Immobilier	1 765 818	1 765 818	1 616 842	1 547 271	820 083	685 383	4 202 742	3 998 472
D115 - Pilotage et support	5 193 012	5 193 012	2 761 523	2 937 158	856 778	756 518	8 811 313	8 886 688
Étudiants (h) = (e) + (f) + (g)	**1 369 672**	**1 369 672**	**603 008**	**624 954**	**-**	**-**	**1 972 680**	**1 994 626**
D201 - Aides directes aux étudiants (e)	-	-	79 234	79 503	-	-	79 234	79 503
D202 - Aides indirectes (f)	1 199 089	1 199 089	473 001	497 303	-	-	1 672 090	1 696 392
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives (g)	170 583	170 583	50 773	48 148	-	-	221 356	218 731
Total	**37 260 897**	**37 260 897**	**7 591 419**	**7 595 600**	**2 816 138**	**2 605 649**	**47 668 453**	**47 462 145**

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	-

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	33 587 556	-	-	-	-	-	-	-	33 587 556
Subvention pour charges d'investissement		-	-	-	-	-	-	-	-
Subvention pour charges d'investissement fléchée	-	-	-	-	-			-	-
Droits d'inscription	-	-	-	-	1 101 467				1 101 467
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	282 144	-	-	2 594	284 738
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	537 498	-	-	-	537 498
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	86 269	-	1 000	761 388	848 658
Valorisation	-	-	-	-	75 806	-	-	-	75 806
ANR investissements d'avenir	-	-	-	-	-	-	566 441	-	566 441
ANR hors investissements d'avenir	-	-	-	142 883	-	-	1 268 312	20 257	1 431 451
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	47 433	-	-	248 018	-	295 451
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	117 158	-	-	256 425	-	373 583
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-		-	145 974	91 886	353 900	1 308 959	34 405	1 935 124
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-		-	-	17 311	-	-	154 000	171 311
Autres recettes	-	-	142 930	44 806	4 412 491	-	45 500	136 384	4 782 111
Total	**33 587 556**	**-**	**142 930**	**498 254**	**6 604 872**	**353 900**	**3 694 654**	**1 109 028**	**45 991 195**

La liste des destination est susceptible d'être modifiée par le ministre chargé de l'enseignement supérieur

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	**1 470 951**

Tableau 4

Equilibre financier - Compte Financier 2025

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)									
	Budget initial 2025	Dernier Budget Modifié 2025	Compte Financier 2025		Budget initial 2025	Dernier Budget Modifié 2025	Compte Financier 2025		
Solde budgétaire (déficit) * (D2)	*3 518 361*	1 621 546	1 470 951		-	-	-	Solde budgétaire (excédent) * (D1)	
dont solde budgétaire budget principal	*3 518 361*	*1 621 546*	*1 470 951*		-	-	-	*dont solde budgétaire budget principal*	
dont solde budgétaire budget du SAIC								*dont solde budgétaire budget du SAIC*	
dont solde budgétaire FU	-	-	-		-	-	-	*dont solde budgétaire FU*	**Opérations budgétaires**
dont solde budgétaire BAI								*dont solde budgétaire BAI*	
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	192 330	203 668	194 298		233 035	198 925	198 958	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)	
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice) (c1)	957 082	2 808 958	1 251 270		529 919	2 725 251	883 170	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice) (c2)	**Opérations non budgétaires**
		-				-			
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) (e1)			57 143			-	101 822	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) (e2)	
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1= D2+b1+c1+e1)	**4 667 773**	**4 634 171**	**2 973 661**	et	**762 954**	**2 924 175**	**1 183 951**	**Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme** (2=D1+b2+c2+e2)	**La variation de trésorerie : - se détermine par différence ent - se décompose en (a) et (d), - s'explique par D, (b), (c), (e).**
Variation de trésorerie (I)	**-**	**-**	**-**	ou	**3 904 819**	**1 709 996**	**1 789 710,62**	**Variation de trésorerie** (II)	
dont Abondement de la trésorerie fléchée *** *(a1)*		*190 544*		ou	*1 564 365*		538 026,01	*dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée* *** *(a2)*	
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée (d1)				ou	*2 340 453*	*1 900 540*	1 251 684,61	*dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d2)*	*= différence entre variation de trésorerie (I ou II) et (a)*
TOTAL DES BESOINS (1 + I)	**4 667 773**	**4 634 171**	**2 973 661**	et	**4 667 773**	**4 634 171**	**2 973 661**	**TOTAL DES FINANCEMENTS** (2 + II)	

* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget de l'établissement

Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)

*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

SAIC : service d'activités industrielles et commerciales
FU : fondation universitaire
BAI : budget annexe immobilier
SIE : service inter-établissements

Tableau 5

Opérations pour le compte de tiers - Compte Financier 2025

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			Budget Initial		Dernier Budget Modifié		Compte Financier	
Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements	décaissements	encaissements
Opération 1	467513311	ERASMUS KA131-HED-000051984 2022/2024		5 482	-	- 51 730	-	- 51 730
Opération 2	467513323	UNIV-RENNES / ERASMUS 2025-1-FR01-KA171-HED-336849 GEORGIE - 2025/2028					-	45 275
Opération 3	467311	conventions de mandats (hors dispositifs d'intervention) – Redevables - Projet NAUTILUS/CNRS			215 737	215 737	215 737	215 737
Opération 4	467312	Projet ESOS : Université de RENNES/ENS			1 607 760	1 607 760		
Opération 5	467513322	ERASMUS+ 2024-1-FR01-KA171-HED-000240469 AFRIQUE 2024-2027	42 149		19 626	-	19 626	-
Opération 6	46751333	DFU/UFA- Bourse Mobilite /UNIVERSITE FRANCO-ALLEMANDE	1 446	1 000	5 206	-	7 656	6 206
Opération 7	46751334	FITEC-bourse mobilite CDEFI	2 800	2 800	6 000	1 500	6 000	2 800
Opération 8	467513313	ERASMUS KA131-HED-000315517 2025/2027			110 550	297 736	111 132	297 736
Opération 9	46751330	AMI-bourse DGESIP	64 233	45 000	58 160	40 775	58 880	40 775
Opération 10	467513321	ERASMUS KA171 2022-1-FRO01-KA171-HED-000077566 CAMBODGE		13 373	35 005	-	35 005	-
Opération 11	467513320	UNIV-RENNES / ERASMUS 2022-1-FR01-KA171-HED-79535 GEORGIE - 2022/2025	19 118		23 142	1 155	27 529	- 5 183
Opération 12	467513312	ERASMUS KA131-HED-000213017 2024/2026	82 219		173 713	-	174 108	-
Opération 13	467513310	ERASMUS KA131-HED-000133201 2023/2025	7 608		-	- 7 608	-	- 7 608
	TVA encaissée			404 774	-	375 865	-	339 162
	TVA décaissée		681 879		513 338	-	595 597	-
Autres opérations gérées en comptes de tiers			55 630	57 490	40 721	244 061		
TOTAL			**957 082**	**529 919**	**2 808 958**	**2 725 251**	**1 251 270**	**883 170**
			(c1)	*(c2)*				

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Équilibre financier" (tableau 4)

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

* L'écart entre les encaissements et les décaissements "bourse de mobilité internationale" s'explique par un décalage habituel compte tenu des périodes de mobilité des bénéficiaires

** Le décalage sur les opérations d'encaissement et de décaissement de TVA est classique compte tenu de l'activité économique

Tableau 6
Situation patrimoniale - Compte Financier 2025

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

- 252 150

CHARGES	Budget initial 2025	Dernier Budget Modifié 2025	Compte Financier 2025	PRODUITS	Budget initial 2025	Dernier Budget Modifié 2025	Compte Financier 2025
Personnel	37 605 684	36 970 406	37 054 017,58	Subventions de l'Etat	32 844 439	33 297 503	33 587 792,22
*dont charges de pensions civiles**	*9 762 104*	*9 726 491*	*9 928 143,00*	Fiscalité affectée	120 000	142 930	142 929,83
Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention	13 035 897	13 080 740	12 744 978,53	Autres subventions	5 643 087	6 056 574	5 521 820,19
				Autres produits	9 122 548	8 967 092	9 214 314,39
TOTAL DES CHARGES (1)	**50 641 581**	**50 051 146**	**49 798 996,11**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**47 730 074**	**48 464 099**	**48 466 856,63**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**-**	**-**	**-**	*Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)*	***2 911 507***	***1 587 047***	***1 332 139,48***
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	**50 641 581**	**50 051 146**	**49 798 996,11**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**50 641 581**	**50 051 146**	**49 798 996,11**

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.*

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Budget initial 2025	Dernier Budget Modifié 2025	Compte Financier 2025
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	**- 2 911 507**	**- 1 587 047**	**- 1 332 139,48**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	3 700 000	4 110 000	4 501 214,40
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		- 39 000	- 125 210,29
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	- 2 160 000	- 2 100 000	- 1 907 683,53
= CAF ou IAF*	**- 1 371 507**	**383 953**	**1 136 181,10**

*** capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement**

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Budget initial 2025	Dernier Budget Modifié 2025	Compte Financier 2025	RESSOURCES	Budget initial 2025	Dernier Budget Modifié 2025	Compte Financier 2025
Insuffisance d'autofinancement*	1 371 507	-	-	Capacité d'autofinancement*	-	383 953	1 136 181
Investissements	4 771 283	3 171 296	2 742 300	Financement de l'actif par l'État	781 657	399 980	403 018,59
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	1 098 543	877 366	538 074,96
				Autres ressources			248 086
Remboursement des dettes financières	192 330		-	Augmentation des dettes financières	233 035	-	4 327
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**6 335 120**	**3 171 296**	**2 742 300**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**2 113 235**	**1 661 299**	**2 329 688**
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	**-**	**-**	**-**	**PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (5)-(6)**	**4 221 885**	**1 509 998**	**412 612**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Budget initial 2025	Dernier Budget Modifié 2025	Compte Financier 2025
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 4 221 885	- 1 509 998	- 412 611,77
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	- 317 066	200 000	1 377 098,85
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) *	- 3 904 819	- 1 709 998	- 1 789 710,62
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	4 504 956	7 216 843	8 314 229,25
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 5 882 684	- 5 365 618	- 4 188 518,69
Niveau de la TRESORERIE	10 387 640	12 582 461	12 502 747,94

* : montant issu du tableau "équilibre financier"

Tableau 7

Plan de trésorerie - Compte Financier 2025

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

(K€)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	**14 292 459**	**20 080 207**	**16 847 785**	**13 557 341**	**19 017 825**	**16 469 261**	**13 582 663**	**25 588 114**	**23 465 332**	**17 135 649**	**18 988 703**	**19 181 308**	**4 888 849**
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	**242 964**	**528 333**	**358 247**	**725 631**	**16 741 246**	**1 170 171**	**12 357 306**	**67 601**	**509 063**	**5 470 996**	**507 441**	**2 154 612**	**40 833 611,88**
Subvention pour charges de service public	-	-	-	-	16 351 290	713 356	11 445 890	-	169 599	4 905 368	-	2 053	**33 587 556**
Subvention pour charges d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres financements de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fiscalité affectée	-	80 316	-	-	-	-	62 614	-	-	-	-	-	**142 930**
Autres financements publics	-	51 730	27 693	24 500	1 000	20 000	6 458	-	134 184	99 671	85 606	47 412	**498 254**
Recettes propres	242 964	396 287	330 554	701 131	388 956	436 815	842 345	67 601	205 280	465 957	421 835	2 105 147	**6 604 872**
Recettes budgétaires fléchées	**-**	**152 501**	**192 597**	**1 414 990**	**389 126**	**144 975**	**713 462**	**136 348**	**513 134**	**689 955**	**301 739**	**508 756**	**5 157 583**
Financements de l'Etat fléchés	-	-	-	-	-	13 500	14 100	-	276 300	50 000	-	-	**353 900**
Subvention pour charges d'investissement fléchée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres financements publics fléchés	-	122 001	105 627	1 097 890	310 254	76 059	678 701	44 210	178 656	569 675	149 326	362 256	**3 694 654**
Recettes propres fléchées	-	30 500	86 970	317 100	78 873	55 416	20 661	92 138	58 178	70 280	152 413	146 500	**1 109 028**
Opérations non budgétaires	**3 043**	**1 550**	**5 864**	**5 390**	**664**	**- 1 334**	**- 6 430**	**26 100**	**143 801**	**14 527**	**2 550**	**3 233**	**198 958**
Emprunts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	250	83	**333**
Dépôts et cautionnements	3 043	1 550	5 864	5 390	664	- 1 334	- 6 430	26 100	143 801	14 527	2 300	3 150	**198 625**
Opérations gérées en comptes de tiers :	**9 181 832**	**57 638**	**358 129**	**7 252 790**	**- 15 753 294**	**- 289 230**	**233 332**	**978 782**	**- 465 299**	**332 059**	**262 313**	**- 1 164 059**	**984 993**
TVA encaissée	-	26 273	25 012	104 584	21 498	37 025	10 362	22 153	8 941	19 960	22 880	40 474	**339 162**
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	1 500	- 51 730	-	-	1 155	-	-	16 310	322 201	208 129	-	46 443	**544 008**
Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	9 180 332	83 095	333 117	7 148 206	- 15 775 947	- 326 255	222 971	940 319	- 796 441	103 969	239 433	- 1 250 976	**101 822**
A. TOTAL	**9 427 840**	**740 022**	**914 837**	**9 398 801**	**1 377 742**	**1 024 582**	**13 297 671**	**1 208 830**	**700 698**	**6 507 537**	**1 074 043**	**1 502 542**	**47 175 145**
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	**3 210 220**	**3 426 232**	**3 684 800**	**3 410 090**	**596 278**	**6 085 718**	**805 184**	**2 954 433**	**3 621 227**	**6 100 398**	**3 487 433**	**4 384 524**	**41 766 537**
Personnel	2 704 710	2 806 331	2 823 049	2 769 956	- 1 329	5 571 059	366	2 790 731	3 368 213	5 253 026	2 746 994	2 702 650	**33 535 755**
Fonctionnement	425 694	585 040	716 492	572 471	471 761	418 038	654 313	116 484	184 063	714 020	464 371	1 074 996	**6 397 744**
Intervention	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissement	79 816	34 862	145 259	67 663	125 845	96 621	150 505	47 218	68 951	133 351	276 068	606 878	**1 833 038**
Dépenses liées à des recettes fléchées	**290 870**	**405 808**	**432 250**	**400 451**	**181 954**	**852 307**	**257 155**	**335 471**	**359 210**	**1 096 765**	**396 517**	**686 851**	**5 695 609**
Personnel	270 625	332 193	300 632	301 577	3 159	597 853	- 91	308 473	305 226	612 948	338 502	354 045	**3 725 141**
Fonctionnement	10 223	56 446	62 489	69 932	104 170	150 338	92 752	26 998	33 851	452 421	27 051	111 184	**1 197 856**
Intervention	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissement	10 022	17 169	69 128	28 942	74 625	104 116	164 495	-	20 133	31 397	30 964	221 622	**772 611**
Opérations non budgétaires	**18 203**	**9 409**	**22 363**	**14 390**	**7 864**	**19 026**	**57 619**	**450**	**22 771**	**6 173**	**5 680**	**10 350**	**194 298**
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : décaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	18 203	9 409	22 363	14 390	7 864	19 026	57 619	450	22 771	6 173	5 680	10 350	**194 298**
Opérations gérées en compte de tiers :	**120 798**	**130 994**	**65 868**	**113 386**	**3 140 210**	**- 3 045 870**	**172 263**	**41 258**	**3 027 174**	**- 2 548 853**	**- 3 008 192**	**3 099 377**	**1 308 413**
TVA décaissée	60 068	29 308	62 541	27 396	52 660	52 890	76 162	5 326	15 787	44 200	42 233	127 026	**595 597**
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	52 582	68 549	33 566	21 827	11 194	23 635	63 111	-	64 537	315 232	14 893	3 565	**672 691**
Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	8 148	33 137	- 30 240	64 164	3 076 357	- 3 122 395	32 990	35 932	2 946 850	- 2 908 286	- 3 065 318	2 968 785	**40 125**
B. TOTAL	**3 640 091**	**3 972 444**	**4 205 281**	**3 938 317**	**3 926 306**	**3 911 181**	**1 292 220**	**3 331 612**	**7 030 382**	**4 654 483**	**881 438**	**8 181 102**	**48 964 856**
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	**5 787 748**	**- 3 232 422**	**- 3 290 444**	**5 460 484**	**- 2 548 564**	**- 2 886 598**	**12 005 451**	**- 2 122 782**	**- 6 329 684**	**1 853 054**	**192 605**	**- 6 678 560**	**- 1 789 710,62**
SOLDE CUMULE (1) + (2)	**20 080 207**	**16 847 785**	**13 557 341**	**19 017 825**	**16 469 261**	**13 582 663**	**25 588 114**	**23 465 332**	**17 135 649**	**18 988 703**	**19 181 308**	**12 502 748**	

Tableau 8
Opérations liées aux recettes fléchées - Compte financier 2025

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)					
Recettes fléchées (b)	**17 189 545**	**5 157 583**	**5 233 436**	**3 982 419**	**2 654 062**
Financements de l'État fléchés	1 254 984	353 900	70 480	-	-
Autres financements publics fléchés	13 077 759	3 694 654	4 485 036	3 519 376	2 547 245
Recettes propres fléchées	2 856 803	1 109 028	677 920	463 043	106 817
	-	-	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**9 863 532**	**5 695 609**	**8 184 047**	**6 469 669**	**2 857 506**
Personnel	**6 644 354**	**3 725 141**	**4 294 748**	**2 699 422**	**1 333 986**
AE=CP	6 644 354				
Fonctionnement et intervention	**1 343 717**	**1 197 856**	**1 178 858**	**1 278 817**	**1 438 620**
AE	1 409 976	1 222 369	1 140 458	1 252 695	1 438 432
CP	1 343 717	1 197 856	1 178 858	1 278 817	1 438 620
Investissement	**1 875 461**	**772 611**	**2 710 442**	**2 491 430**	**84 900**
AE	2 327 358	885 678	4 101 544	529 500	84 900
CP	1 875 461	772 611	2 710 442	2 491 430	84 900
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**7 326 013**	**- 538 026**	**- 2 950 611**	**- 2 487 250**	**- 203 444**

(1)

(1) *repris au tableau "Equilibre financier" en (a) (tableau 4)*

Tableau 9

Tableau des opérations pluriannuelles - Compte Financier 2025

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Exécution des autorisations d'engagement et de crédits de paiement

		Prévision	Exécution						Prévision N+1 et suivantes	
Opérations	Nature	Coût total de l'opération	AE consommées les années antérieures à N	AE consommées en N	Total des AE consommées	CP consommés les années antérieures à N	CP consommés en N	Total des CP consommés	Restes à payer	Solde à engager	Solde à payer
		(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)+(3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)= (4)-(7)	(9)= (1) - (4)	(10) = (1) - (7)
Contrats de recherche	Personnel	14 334 371	5 817 054	2 807 058	8 624 112	5 817 054	2 807 058	8 624 112	-	5 710 259	5 710 259
	Fonctionnement et intervention	5 925 068	1 487 819	1 016 661	2 504 479,80	1 437 122	999 110	2 436 232	68 248	3 420 589	3 488 837
	Investissement	1 445 826	710 658	280 640	991 298,85	681 221	266 900	948 122	43 177	454 527	497 705
Total Contrats de recherche		21 705 265	8 015 531	4 104 359	12 119 890	7 935 397	4 073 068	12 008 465	111 425	9 585 375	9 696 800
Contrats d'enseignement	Personnel	4 862 070	1 172 464	918 083	2 090 548	1 172 464	918 083	2 090 548	-	2 771 523	2 771 523
	Fonctionnement et intervention	947 408	111 777	203 841	315 618	96 530	196 823	293 354	22 264	631 790	654 054
	Investissement	193 130	76 543	103 088	179 631	67 354	77 125	144 479	35 152	13 499	48 651
Total Contrats d'enseignement		6 002 608	1 360 784	1 225 013	2 585 797	1 336 349	1 192 032	2 528 380	57 416	3 416 812	3 474 228
Programmes pluriannuels d'investissement	Personnel				-			-	-	-	-
	Fonctionnement et intervention				-			-	-	-	-
	Investissement	6 973 000	2 259 536	512 967	2 772 502	1 832 946	439 604	2 272 550	499 952	4 200 498	4 700 450
Total Programme pluriannuels d'inv		6 973 000	2 259 536	512 967	2 772 502	1 832 946	439 604	2 272 550	499 952	4 200 498	4 700 450
	Ss total personnel	19 196 441	6 989 518	3 725 141	10 714 659	6 989 518	3 725 141	10 714 659	-	8 481 782	8 481 782
	Ss total fonctionnement et intervention	6 872 476	1 599 596	1 220 502	2 820 098	1 533 653	1 195 933	2 729 586	90 512	4 052 379	4 142 891
	Ss total investissement	8 611 956	3 046 737	896 696	3 943 432	2 581 521	783 629	3 365 151	578 282	4 668 524	5 246 806
Total		**34 680 874**	**11 635 850**	**5 842 339**	**17 478 189**	**11 104 692**	**5 704 704**	**16 809 395**	**668 794**	**17 202 685**	**17 871 478**

B - Exécution des recettes

		Prévision	Financements extérieurs		Prévisions en N+1 et suivantes
Opérations	Nature	Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à N	Encaissements réalisés en N	Reste à encaisser en N+1 et suivantes
		(11)	(12)	(13)	(14) = (11) - (12) - (13)
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*	198 363	160 584	27 600	10 180
	Autres financements publics**	18 420 065	9 658 522	2 668 248	6 093 295
	Autres financements***	5 517 792	3 128 577	1 102 434	1 286 780
	Total Contrats de recherche	24 136 220	12 947 683	3 798 282	7 390 255
Contrats d'enseignement	Financement de l'Etat*	-			
	Autres financements publics**	6 373 981	3 002 225	23 136	3 348 620
	Autres financements***	28 064	21 470	6 594	-
	Total Contrats d'enseignement	6 402 046	3 023 695	29 730	3 348 620
Programmes pluriannuels d'investissement	Financement de l'Etat*	1 627 000	1 240 400	326 300	60 300
	Autres financements publics**	5 346 000	1 246 092	980 400	3 119 508
	Autres financements***	-			
	Total Programme pluriannuels d'inv	6 973 000	2 486 492	1 306 700	3 179 808
	Ss total financement de l'Etat*	1 825 363	1 400 984	353 900	70 480
	Ss total autres financements publics**	30 140 046	13 906 839	3 671 784	12 561 423
	Ss total autres financements***	5 545 856	3 150 048	1 109 028	1 286 780
Total		**37 511 265**	**18 457 870**	**5 134 712**	**13 918 683**

* Subvention pour charge de service public, financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchés

** Autres financements publics et autres financements publics fléchés

*** Recettes propres et recettes propres fléchées

ANNEXE 5
Synthèse budgétaire et comptable - Compte Financier 2025

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

				Budget initial	Dernier Budget Modifié	Compte Financier
Stocks initiaux	1	**Niveau initial de restes à payer**		**1 611 027**	**2 091 596**	**2 091 596**
	2	**Niveau initial du fonds de roulement**		**6 566 190**	**8 726 841**	**8 726 841**
	3	**Niveau initial du besoin en fonds de roulement**		**-9 350 857**	**-5 565 618**	**-5 565 618**
	4	**Niveau initial de la trésorerie**		**15 917 047**	**14 292 458,56**	**14 292 459**
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		**3 671 447**	**7 658 252**	**7 658 252**
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		12 245 600	6 634 207	6 634 207
Flux de l'année	5	**Autorisations d'engagement**		**53 731 244**	**48 916 306**	**47 668 453**
	6	**Résultat patrimonial**		**-2 911 507**	**-1 587 047**	**-1 332 139**
	7	**Capacité d'autofinancement (CAF)**		**-1 371 507**	**383 953**	**1 136 181**
	8	**Variation du fonds de roulement**		**-4 221 885**	**-1 509 998**	**-412 612**
	9	**Opérations bilancielles non budgétaires**	**SENS**	**40 705**	**0**	**4 660**
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -			
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+			333
		Cautionnements et dépôts	-	40 705		4 327
	10	**Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires**	**SENS**	**0**	**0**	**1 869**
		Variation des stocks	+ / -			1 399
		Production immobilisée	+			
		Charges sur créances irrécouvrables	-			470
		Produits divers de gestion courante	+			
	11	**Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires**	**SENS**	**-744 230**	**116 293**	**1 056 470**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	-744 230		
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		116 293	1 056 470
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -			
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -			
	12	**Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11**		**-3 518 360**	**-1 626 291**	**-1 470 951**
	12.a	Recettes budgétaires		48 345 504	47 585 690	45 991 195
	12.b	Crédits de paiement ouverts		51 863 865	49 207 236	47 462 145
	13	**Décalage du flux de trésorerie lié aux opérations de trésorerie non budgétaire**		**-427 163**	**-83 707**	**-323 420**
	14	**Variation de la trésorerie = 12 +13**		**-3 945 523,37**	**-1 709 997,90**	**-1 789 710,96**
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		-1 564 365	0	-538 026
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		-2 340 453	-1 709 998	-1 251 685
	15	**Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13**		**-276 362**	**200 000**	**1 377 099**
	16	**Restes à payer**		**1 867 379**	**-290 930**	**206 308**
Stocks finaux	17	**Niveau final de restes à payer**		**3 478 406**	**1 800 666**	**2 297 903**
	18	**Niveau final du fonds de roulement**		**2 344 304**	**7 216 843**	**8 314 229**
	19	**Niveau final du besoin en fonds de roulement**		**-9 627 219**	**-5 365 617**	**-4 188 518**
	20	**Niveau final de la trésorerie**		**11 971 523**	**12 582 461**	**12 502 748**
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		2 107 082	7 658 252	7 120 226
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée		9 905 147	4 924 209	5 382 522

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

INSA INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

COMPTE FINANCIER 2025

BILAN - Partie ACTIF				
ACTIF	**MONTANT BRUT**	**AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS**	**MONTANT NET**	**TOTAUX EX.ANTERIEUR**
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	1 196 339,22	792 577,03	403 762,19	371 870,38
Immobilisations corporelles	**80 546 277,06**	**46 259 429,49**	**34 286 847,57**	**35 827 501,32**
Terrains	11 044 152,60	0,00	11 044 152,60	11 044 152,60
Constructions	43 338 053,85	26 732 405,09	16 605 648,76	17 458 261,04
Installations techniques, matériels, et outillages	14 872 952,95	11 534 685,13	3 338 267,82	3 395 914,69
Collections	5 819,58	5 819,58	0,00	0,00
Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	10 097 399,99	7 986 519,69	2 110 880,30	2 123 747,49
Immobilisations mises en concesssion	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	1 155 317,58	0,00	1 155 317,58	1 730 684,57
Avances et acomptes sur commandes	32 580,51		32 580,51	74 740,93
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	12 500,00	0,00	12 500,00	12 500,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**81 755 116,28**	**47 052 006,52**	**34 703 109,76**	**36 211 871,70**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	45 668,92	0,00	45 668,92	44 270,09
Créances	**6 354 379,35**	**0,00**	**6 354 379,35**	**7 043 707,07**
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la commission européenne	4 984 246,16		4 984 246,16	5 735 047,74
Créances clients et comptes rattachés	1 354 676,60	0,00	1 354 676,60	1 222 610,99
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00		0,00	0,00
Avances et acomptes versés sur commandes	13 628,86		13 628,86	0,00
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00		0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs	1 827,73	0,00	1 827,73	86 048,34
Charges constatées d'avance (dont prime de remboursement des emprunts)	108 556,99		108 556,99	129 237,76
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	**6 508 605,26**	**0,00**	**6 508 605,26**	**7 217 214,92**
TRESORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	12 528 650,24		12 528 650,24	14 292 688,16
Autres	0,00		0,00	0,00
TOTAL TRESORERIE	**12 528 650,24**	**0,00**	**12 528 650,24**	**14 292 688,16**
Comptes de régularisation	0,00		0,00	0,00
Ecarts des conversion Actif	0,00		0,00	0,00
TOTAL GENERAL	**100 792 371,78**	**47 052 006,52**	**53 740 365,26**	**57 721 774,78**

BILAN - Partie PASSIF		
PASSIF	MONTANT	TOTAUX EX.ANTERIEUR
FONDS PROPRES		
Financements reçus	**26 955 092,52**	**27 921 682,50**
Financement de l'actif par l'Etat	24 157 985,04	25 248 320,46
Financement de l'actif par des tiers	2 797 107,48	2 673 362,04
Ecarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	12 421 457,86	12 421 457,86
Report à nouveau	1 682 197,77	3 272 803,45
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-1 332 139,48	-1 838 691,75
Provisions réglementées	0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES	**39 726 608,67**	**41 777 252,06**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	25 700,00	61 573,20
Provisions pour charges	2 840 159,68	2 679 343,92
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**2 865 859,68**	**2 740 917,12**
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts souscrits auprès des établessements financiers	0,00	0,00
Dettes financières et autres emprunts	424 870,66	420 543,54
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	**424 870,66**	**420 543,54**
DETTES NON FINANCIERES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 333 316,81	1 235 109,79
Dettes fiscales et sociales	1 437 127,60	1 197 949,83
Avances et acomptes reçus	4 145 606,15	5 434 370,45
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs	352 457,90	0,00
Autres dettes non financières	115 401,96	568 372,76
Produits constatés d'avance	3 313 213,53	4 347 029,63
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	**10 697 123,95**	**12 782 832,46**
TRESORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	25 902,30	229,60
TOTAL TRESORERIE	**25 902,30**	**229,60**
Comptes de régularisation	0,00	0,00
Ecarts de conversion Passif	0,00	0,00
TOTAL GENERAL	**53 740 365,26**	**57 721 774,78**

Compte de résultat - Partie CHARGES		
CHARGES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats	27 277,12	46 669,09
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	6 565 747,96	7 088 116,88
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	22 450 933,39	21 984 360,29
Charges sociales	14 462 943,30	13 701 650,79
Intéressement et participation	0,00	0,00
Autres charges de personnel	140 140,89	203 212,61
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	1 560 343,05	1 056 332,58
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	4 501 214,40	3 990 041,90
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**49 708 600,11**	**48 070 384,14**
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositif d'intervention pour compte propre		
Transfert aux ménages	0,00	0,00
Transfert aux entreprises	0,00	0,00
Transfert aux collectivités territoriales	0,00	0,00
Transfert aux autres entités	90 396,00	0,00
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	**90 396,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES DE FONTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	**49 798 996,11**	**48 070 384,14**
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges d'intérêt	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES	**0,00**	**0,00**
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES	**49 798 996,11**	**48 070 384,14**

Compte de résultat - Partie PRODUITS		
PRODUITS	**Exercice N**	**Exercice N-1**
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	**39 252 342,24**	**37 758 027,27**
Subventions pour charges de service public	33 587 556,00	32 945 057,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	5 521 856,41	4 662 880,84
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Produits de la fiscalité affectée	142 929,83	150 089,43
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	**7 165 441,44**	**6 368 744,83**
Ventes de biens ou prestations de services	6 950 181,38	6 164 998,60
Produits de cessions d'éléments d'actif	0,00	0,00
Autres produits de gestion	215 260,06	203 746,23
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0,00	0,00
Autres produits	**2 049 072,95**	**2 104 920,29**
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	141 389,42	60 254,75
Reprises du financement rattaché à un actif	1 907 683,53	2 044 665,54
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**48 466 856,63**	**46 231 692,39**
PRODUITS FINANCIERS		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)	**1 332 139,48**	**1 838 691,75**
TOTAL PRODUITS	**49 798 996,11**	**48 070 384,14**

PREAMBULE

L'annexe fait partie intégrante des états financiers. Elle ne peut se substituer au bilan et au compte de résultat qu'elle complète et commente.

Les informations fournies dans l'annexe contribuent à donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'organisme. Elles permettent d'expliquer ou de préciser le contenu de certains postes du bilan et du compte de résultat.

L'annexe apporte également certains éclairages sur l'activité de l'organisme et l'environnement dans lequel il évolue.

Le contenu de l'annexe doit être analysé au regard du principe fondamental qu'est l'importance significative des informations retenues.

L'Agent Comptable est chargé de la tenue et de l'établissement des comptes, et élabore l'annexe.

Ce document est établi conformément aux dispositions du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (dit « décret GBCP ») qui fixe un cadre budgétaire et comptable commun à l'ensemble des organismes relevant de son champ d'application et plus particulièrement au recueil des normes comptables.

Le recueil des normes comptables des organismes dépendant de l'Etat comporte 21 normes.

L'exercice comptable a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2025.

L'annexe porte sur les comptes agrégés de l'Institut National des Sciences Appliquées de Rennes (INSA).

La présente annexe est exprimée en monnaie euros et les montants peuvent être exprimés en décimales d'euros, en milliers d'euros (K€) ou en millions (M€).

INSA INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

TABLE DES MATIERES

COMPTE FINANCIER 2025 1
PREAMBULE 2
LES FAITS CARACTERISTIQUES 5
PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES 7
LE RESULTAT 10
LES CHARGES ET PRODUITS 11
LE BILAN 15
LES IMMOBILISATIONS 15
LES FINANCEMENTS D'ACTIFS 16
TABLEAU DES FONDS PROPRES 17
LES DETTES FINANCIERES 17
LES PROVISIONS 18
LES STOCKS 20
LES DETTES ET CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT 20
LES COMPOSANTES DU BILAN 23
LES CONTRATS A LONG TERME 24
AUTRES INFORMATIONS 26

Journal des modifications de la version de la v1.0 à vf.

- Page 5 : suppression des paragraphes 1a) et 1c) ;
- Page 5 : comptabilisation des seuls contrats de recherche actifs au 31/12/2025 (de 161 à 150) ;
- Page 5 : remplacement de la date 1er janvier 2026 en 31 décembre 2025 ;
- Pages 7 et 22 : mention sur les produits de frais de gestion déplacée de la page 22 à la page 7 et synthétisée ;
- Page 9 : suppression du paragraphe sur les frais de mission ;
- Page 17 : ajout du tableau de financement de l'actif ;
- Page 17 : ajout du tableau des fonds propres ;
- Page 21 : correction du montant des FNP (1325 K€ au lieu de 1 333 K€) ;
- Page 23 : ajout du montant du crédit de TVA -> 1 212 K€ ;
- Page 26 : ajout du tableau des effectifs ;
- Page 27 :
  - suppression du paragraphe a)
  - reformulation du paragraphe b) : suppression du passage relatif à la correction d'erreur de 4 K€ et synthétisation
- Pages 37 à 40 : déplacements du bilan (page 37 et 38) et du compte de résultat (page 39 et 40) en début de document. Correction de l'équilibre bilan actif/ passif 2024 et 2025 à la suite d'une erreur de formule.
  Suppression des lignes relatives à la perte de résultat
- Ensemble du document : corrections mineures stylistiques et grammaticales.

LES FAITS CARACTERISTIQUES

1] Les évènements institutionnels.

a) Introduction au 1er janvier 2025 de critères de soutenabilité pour définir l'équilibre d'un budget

En outre, applicable dès le 1er janvier 2025, le décret n°2024-1108 du 2 décembre 2024 - art. 8 est venu modifier l'article R719-61 du code de l'éducation et a introduit une condition de soutenabilité pour qu'un budget puisse être considéré en équilibre réel. Cette condition de soutenabilité est satisfaite notamment lorsque certains seuils pour la trésorerie, le fonds de roulement et les charges de personnels sont respectés. C'est l'arrêté du 5 décembre 2024 qui a défini ses seuils et leurs modalités de calcul pour les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel du ministère chargé de l'enseignement supérieur comme l'INSA Rennes. Or, ces indicateurs illustraient ce que l'établissement avait déjà mesuré : une dégradation de sa situation financière depuis 2023.

Par ailleurs, en mai 2025, un débat d'orientation budgétaire a été adopté par l'organe délibérant. Il s'agissait de définir les grandes lignes directrices qui cadreront l'élaboration du budget 2026 et impacteront les orientations budgétaires et les données comptables pour les années à venir. Dès lors, sur l'exercice 2025, des premières mesures ont impacté le volume des dépenses et ont guidé des choix stratégiques.

Enfin, l'organe délibérant, réuni en séminaire le 11 décembre 2025, a pris connaissance du plan de redressement budgétaire volontaire 2026/2028.

2) Evolution de la masse salariale

Globalement, les charges de personnels augmentent de près de 3,1% par rapport à 2024 ; cette augmentation étant inégalement répartie entre les salaires (+2,1%) et les charges sociales (+5,3%).

Concernant les salaires et traitements, comme pour les années précédentes, outre le l'augmentation liée au glissement vieillesse technicité (GVT) – la rémunération d'un fonctionnaire augmentant automatiquement avec l'ancienneté en référence à des grilles indiciaires de la fonction publique – la masse salariale évolue en fonction des recrutements liés aux contrats de recherche, de la mise à jour des régimes indemnitaires ou de politique nationale de revalorisation (doctorants).

L'augmentation des charges sociales ne se limite pas à la retranscription logique des hausses salariales, mais est surtout due à l'augmentation de la contribution au compte d'affectation spéciale (CAS) « pensions » (cf. Section/Charges et produits).

3) Projets de recherche et de formation

Sur les seuls contrats de recherche, 43 contrats ont été signés en 2025 pour un chiffre d'affaires budgétaire potentiel total - sur l'ensemble des exercices à venir - de 3,8 M€ (hors reversement). 150 contrats de recherche seront ainsi en cours au 31 décembre 2025.

Pour les contrats d'enseignement et de formation, on dénombre 11 contrats actifs au 31/12/2025.

4) Investissements

La valeur brute totale des immobilisations 2025 augmente de 2,7 M€ par rapport à 2024.

Les investissements 2025 sur fonds propres ont été moins importants, en conformité avec les orientations décidées par l'organe délibérant et arrêtées dans le cadre du plan volontaire de redressement.

Les équipements informatiques (1,4 M€) dont 220 k€ de logiciels, les travaux (0,6 M€) et l'acquisition d'équipements scientifiques (0,3 M€) constituent les principaux postes de charges.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'INSA Rennes, Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP) ont été établis selon les principes comptables repris par l'instruction comptable commune de la direction générale des finances publiques du 3 décembre 2024.

1] Les conventions de recherche.

La méthodologie appliquée est celle décrite dans l'Instruction Comptable Commune (ICC) relative aux « modalités de comptabilisation des subventions reçues » et des « modalités de comptabilisation des opérations pluriannuelles ».

Les produits liés aux subventions de fonctionnement et contrats pluriannuels sont constatés à l'avancement, pour un montant équivalent à la dépense.

Concernant le traitement des contrats pluriannuels, la Direction de la Recherche considère ne pas avoir les outils nécessaires pour estimer de façon fiable le résultat à terminaison. Comme autorisé par l'ICC sur les contrats pluriannuels, l'établissement a donc appliqué le principe de prudence conduisant à ne constater aucun bénéfice. Aucune provision pour perte à terminaison n'est comptabilisée en raison de l'absence de contrat déficitaire.

Les produits liés aux frais de gestion de ces conventions font l'objet d'une comptabilisation au fur et à mesure des dépenses engagées en rapport aux contrats.

2] La contribution vie étudiante et de campus.

Cette contribution versée par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) est comptabilisée en fiscalité affectée. Ces modalités et notamment le calendrier de versement ont été fixées par le décret 2022-1509 du 01/12/2022 qui prévoit les comptabilisations suivantes :

- Un 1er versement au plus tard le 20/01/N+1 d'un montant correspondant à 100% des droits prévus à l'article D841-5 du code de l'éducation (=part fixe) ;
- Un 2nd versement, au plus tard le 31/07/N+1 (date butoir) correspondant aux droits relatifs aux assujettis inscrits après le 15/10/N (=part fixe) ainsi que la part variable.

Depuis cette réforme, cela conduit à une comptabilisation du produit sur une seul exercice comptable. En 2025, le montant perçu est de 143 K€.

3] Les immobilisations.

Les immobilisations appartenant à l'établissement sont évaluées à leur coût d'acquisition déterminé par l'addition des éléments suivants :

- Prix d'achat,
- Frais accessoires,
- Charges directement liées à l'acquisition et à la mise en état d'utilisation du bien,
- Charges indirectes dans la mesure où elles peuvent être rattachées à cette acquisition.

Elles sont évaluées à leur montant hors taxes, toutes taxes comprises ou mixte selon leur destination (formation, recherche ou mixte).

L'amortissement est calculé selon la **méthode linéaire, au « prorata temporis »** à compter de la date d'acquisition ou de la mise en service de l'immobilisation (amortissement « linéaire décalé » pratiqué auparavant).

Les durées d'amortissement par type d'actif sont les suivantes :

Compte	Libellé	Durée
20531	Logiciels	3
20532		
2058		
21216	Agencements et aménagements de terrains	20
21226		
21228		
212556		
213156	Ensembles immobiliers administratifs et commerciaux (A, B) - Mis à disposition	50
213556	Installations générales, agencements Ensembles immobiliers administratifs et commerciaux Mis à disposition	20
215147	Installations complexes	50
21547	Matériel	5
21548		
21557	Outillage	5
21558		
21567	Matériel d'enseignement	10
21568		
21577	Agencements et aménagements du matériel et outillage	5
21578		
216	Collections	5
21827	Matériel de transport	5
21828		
218317	Matériel de bureau	10
218318		
218327	Matériel informatique	3
218328		
21847	Mobilier	10
21848		
21887	Matériels divers	10
21888		

S'agissant plus particulièrement des biens comptabilisés dans le cadre de l'opération « Patrimoine » réalisée en 2018, le conseil d'administration a, par délibération n°2018-77, fixé à 20 ans la durée d'amortissement résiduelle des bâtiments intégrés.

4] Les immobilisations financières.

Les participations acquises à titre onéreux, les créances rattachées à des participations ainsi que les autres immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût, constitué du prix d'achat et de tous les directement attribuables. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes sont inclus dans le coût d'acquisition.

Les dépôts et cautionnement sont comptabilisés pour le montant versé.

5] Les stocks.

Les stocks sont comptabilisés selon la méthode du premier entré-premier sorti.

6] Autres.

- *Les bourses de mobilité.*

Les bourses de mobilité Erasmus sont suivies en opérations pour compte de tiers.

Chaque convention fait ainsi l'objet d'un suivi individualisé, par destination et par année universitaire, sur les subdivisions du compte C/4671.

Les fonds en surplus sont définitivement acquis par l'établissement et donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes.

Pour mémoire, le rapport d'audit Erasmus des 12 et 13 novembre 2024 a mis en avant la qualité de la mise en œuvre des projets Erasmus au sein de l'établissement et n'a relevé aucun point de non-conformité. Les mêmes procédures et méthodes ont donc été reconduites en 2025.

LE RESULTAT

LES CHARGES ET PRODUITS

Normes 2 et 4.

Compte de résultat - Partie CHARGES		
CHARGES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats	27 277,12	46 669,09
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	6 565 747,96	7 088 116,88
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	22 450 933,39	21 984 360,29
Charges sociales	14 462 943,30	13 701 650,79
Intéressement et participation	0,00	0,00
Autres charges de personnel	140 140,89	203 212,61
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	1 560 343,05	1 056 332,58
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	4 501 214,40	3 990 041,90
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**49 708 600,11**	**48 070 384,14**
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositif d'intervention pour compte propre		
Transfert aux ménages	0,00	0,00
Transfert aux entreprises	0,00	0,00
Transfert aux collectivités territoriales	0,00	0,00
Transfert aux autres entités	90 396,00	0,00
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	**90 396,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES DE FONTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	**49 798 996,11**	**48 070 384,14**
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges d'intérêt	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES	**0,00**	**0,00**
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES	**49 798 996,11**	**48 070 384,14**

Le montant total des charges évolue de près de 1,7 M€.

Les traitements et salaires du personnel augmentent (+466 K€) principalement pour les mêmes raisons que l'année précédente :

- le GVT (glissement vieillesse technicité),
- la masse salariale liée au contrat de recherche,
- ou l'évolution des régimes indemnitaires Ripec et Ifse (carte cible 2027).

Mais c'est surtout l'augmentation des charges sociales qui progresse fortement en 2025 : + 761 k€. Cette variation s'explique essentiellement par l'augmentation de la contribution au compte d'affectation spéciale (CAS) 'pensions'. Ce compte - créé à l'article 51 de la loi de finances pour 2006 sur le fondement de l'article 21 de la loi organique relative aux lois de finances - retrace l'ensemble des recettes et des dépenses de retraite et d'invalidité dont l'État a la charge, au bénéfice des fonctionnaires civils de l'État notamment.

Par ailleurs, le décret n° 2025-1341 du 26 décembre 2025, publié au Journal officiel du dimanche 28 décembre, acte une hausse, au 1er janvier 2026, de quatre points du taux de la contribution employeur due au CAS 'pensions' au titre des fonctionnaires civils de l'État. En conséquence, les provisions relatives au Compte Épargne-Temps (CET) et congés payés ont été réévaluées.

Cet élément constitue donc un sujet d'attention pour cet exercice 2025 (ainsi que pour les suivants). Il est nécessaire de le suivre avec acuité tant au niveau des montants en charge qu'en conséquence sur le résultat dès lors qu'il est rapproché des produits (cf. ci-dessous).

Par ailleurs, il est à noter qu'en termes de masse la baisse des charges de consommations de marchandises (env. –500 k€) par rapport à l'année dernière se « neutralise » avec l'augmentation des charges de fonctionnement de près de 504 k€ (cf. rapport ordonnateur compte financier 2025).

Enfin en 2025, comme l'année passée, la dotation aux amortissements est en hausse (+511 K€) ; conséquence des d'investissements des années passées (cf. rubrique amortissements) et de l'augmentation des provisions (cf. supra).

Compte de résultat - Partie PRODUITS		
PRODUITS	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	**39 252 342,24**	**37 758 027,27**
Subventions pour charges de service public	33 587 556,00	32 945 057,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	5 521 856,41	4 662 880,84
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Produits de la fiscalité affectée	142 929,83	150 089,43
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	**7 165 441,44**	**6 368 744,83**
Ventes de biens ou prestations de services	6 950 181,38	6 164 998,60
Produits de cessions d'éléments d'actif	0,00	0,00
Autres produits de gestion	215 260,06	203 746,23
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0,00	0,00
Autres produits	**2 049 072,95**	**2 104 920,29**
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	141 389,42	60 254,75
Reprises du financement rattaché à un actif	1 907 683,53	2 044 665,54
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**48 466 856,63**	**46 231 692,39**
PRODUITS FINANCIERS		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
TOTAL PRODUITS	**48 466 856,63**	**46 231 692,39**

Les produits sont également en progression de 2,24 M€. Ainsi, en comptabilité générale, contrairement à l'année précédente, plusieurs augmentations de recettes sont observées :

- subvention pour charges de service public (+642 k€),
- subventions de fonctionnement (+859 k€),
- ventes de produits et prestations (+785 k€).

Les détails des recettes sont expliqués dans le rapport de l'ordonnateur.

Cependant, et comme indiqué dans le rapport précité, il convient d'observer que l'établissement a bénéficié d'un trop perçu de SCSP de 263 k€. Ce trop-perçu devrait être défalqué de la subvention de 2026. Le ministère ne pouvant pas modifier les notifications et versements, un avoir a été comptabilisé en 2025.

Par ailleurs, en masse, ces produits ne couvrent pas les charges. A titre d'exemple, en 2025, l'augmentation de la SPCSP + 642 K€ (ou + 379 K€ en ne tenant pas compte du trop-perçu) ne couvre pas l'augmentation des charges sociales + 761 K€.

Mis à part les reprises de financements rattachés à des actifs de (-137 k€, opération pour ordre), il n'y a pas d'autres variations notables.

Dès lors, même si l'augmentation des charges de 2025 (+1,7 M€) est inférieure à celle des produits (+2,2 M€) et que l'établissement enregistre ainsi une variation de +506 k€, il n'en demeure pas moins qu'au global, les produits ne couvrent pas les charges, ce qui conduit à une perte au compte de résultat de 1 332 k€ (contre 1 838 k€ en 2024).

LE BILAN

LES IMMOBILISATIONS

Normes 5-6-7.

1] Les entrées/sorties 2025

Par délibération n°2016-39 du 30 juin 2016, le conseil d'administration a approuvé une mesure dérogatoire au principe d'imputation en section d'investissement de toute acquisition d'un matériel d'une valeur unitaire égale ou supérieure à 800 € HT pour l'acquisition de matériel informatique et imprimante. Pour ce type de matériel, l'imputation en section d'investissement s'effectue dès 400 € HT.

Les immobilisations ont évolué comme suit :

4. Tableau des immobilisations

Rubriques et postes	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Par virement de poste à poste	Acquisitions/ Mises à disposition / Transferts	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles	**966 387,83**	**19 310,10**	**210 641,29**	**0,00**	**0,00**	**1 196 339,22**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	965 859,83	19 310,10	200 391,29	0,00	0,00	1 185 561,22
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	528,00	0,00	10 250,00	0,00	0,00	10 778,00
Immobilisations corporelles	**76 268 191,76**	**1 242 501,52**	**1 877 024,06**	**26 509,72**	**2 828,65**	**79 358 378,97**
Terrains	11 044 152,60	0,00	7 199,62	7 199,62	0,00	11 044 152,60
Constructions	42 102 751,95	1 235 301,90	0,00	0,00	0,00	43 338 053,85
Installations techniques, matériels, et outillage	13 835 442,86	7 199,62	1 052 427,35	19 310,10	2 806,78	14 872 952,95
Collections	5 819,58	0,00	0,00	0,00	0,00	5 819,58
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	9 280 024,77	0,00	817 397,09	0,00	21,87	10 097 399,99
Immobilisations corporelles en cours	1 805 425,50	76,78	710 265,32	1 288 178,83	39 690,68	1 187 898,09
Participations et créances rattachées à des participations	**12 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 500,00**
Titres de participation	12 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00
Autres immobilisations finacières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAUX	**79 052 505,09**	**1 261 888,40**	**2 797 930,67**	**1 314 688,55**	**42 519,33**	**81 755 116,28**

Les éléments présentés dans le tableau ci avant correspondent aux flux débiteurs et créditeurs de la balance et du grand livre.

Au niveau des diminutions, il est à noter le virement de poste à poste des charges de la réfection d'étanchéité des toitures des bâtiments 9 et 10, du poste « immobilisations en cours » vers le poste « immobilisations corporelles », pour un montant total de 1 235 301,90 €.

La rubrique « cessions » concerne des réductions en 2025 de services faits d'exercices antérieurs. En outre, comme indiqué dans la rubrique charges, il est précisé que, par délibération n°2025.12.11-08 en sa séance du 11 décembre 2025, l'organe délibérant a autorisé un amortissement exceptionnel de 39 688.42 € des frais de mission de maîtrise d'œuvre, à la suite de l'annulation du programme de rénovation partielle des bâtiments 2, 5, 6, 7, 9, 10 et 11 de l'INSA (rubrique « immobilisations corporelles en cours »).

2] Les immobilisations financières

- Pas de sujet

3] les dotations aux amortissements 2025.

Les dotations aux amortissements constatées en 2025 ont été les suivantes :

5. Tableau des amortissements				
Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	**594 517,45**	**198 059,58**	**0,00**	**792 577,03**
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	**593 989,45**	**195 364,21**	**0,00**	**789 353,66**
Autres immobilisations incorporelles	**528,00**	**2 695,37**	**0,00**	**3 223,37**
Immobilisations corporelles	42 246 115,94	4 053 001,97	39 688,42	46 259 429,49
Constructions	**24 644 490,91**	**2 127 602,60**	**39 688,42**	**26 732 405,09**
Installations techniques, matériels, et outillage	**10 439 528,17**	**1 095 156,96**	**0,00**	**11 534 685,13**
Collections	**5 819,58**	**0,00**	**0,00**	**5 819,58**
Autres immobilisations corporelles	**7 156 277,28**	**830 242,41**	**0,00**	**7 986 519,69**
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations finacières				
TOTAUX	**42 840 633,39**	**4 251 061,55**	**39 688,42**	**47 052 006,52**

Sur ce sujet, l'intégration définitive des travaux de toiture en 2025 génère une augmentation des amortissements.

> Il convient d'observer que l'établissement s'est doté fin 2025 d'un outil informatique de suivi de l'inventaire comptable (Neptune) dans le cadre de l'amélioration continue. L'ensemble des biens précédemment comptabilisés a été intégralement reconstitué dans ce nouveau logiciel. Le recollement avec les balances d'entrée et le report des opérations d'exercice, tant au niveau des biens acquis que des amortissements, ont été opérés. En 2026, la base du logiciel de comptabilité générale sera interfacée et synchronisée avec ce nouvel outil.

LES FINANCEMENTS D'ACTIFS

Norme 20.

Les financements externes de l'actif (subventions d'investissement) sont comptabilisés selon le principe du droit constaté. Sur la base du fléchage des immobilisations, l'établissement reprend la quote-part de financement au même rythme que les amortissements.

6. Tableau des financements de l'actif									
Rubriques et postes	Cumul au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions				Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Produits à reçevoir	Financements reconstitués suite à la reprise de la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Extourne	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR L'ETAT	**25 248 320,46**	**457 004,16**	**294 635,81**	**0,00**	**1 671 298,42**	**170 676,97**	**0,00**	**0,00**	**24 157 985,04**
Financements non rattachés à un actif	**1 951 269,58**	**326 300,00**	**92 396,37**	**0,00**		**15 677,78**	**0,00**	**0,00**	**2 354 288,17**
									0,00
Financements rattachés à un actif	**23 297 050,88**	**130 704,16**	**202 239,44**	**0,00**	**1 671 298,42**	**154 999,19**	**0,00**	**0,00**	**21 803 696,87**
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	932 296,97	0,00		**0,00**	49 440,02			0,00	**882 856,95**
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	22 007 883,39	0,00		**0,00**	1 556 656,89			0,00	**20 451 226,50**
- Financement des autres actifs :		0,00		**0,00**					**0,00**
État	28 030,96	0,00		**0,00**	27 687,93			0,00	**343,03**
Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	2 344,12	82 390,97		**0,00**	2 750,98			0,00	**81 984,11**
Autres	326 495,44	48 313,19	202 239,44	**0,00**	34 762,60	154 999,19		0,00	**387 286,28**
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	**2 673 362,04**	**690 455,57**	**216 667,79**	**0,00**	**236 385,11**	**542 992,81**	**-4 000,00**	**4 000,00**	**2 797 107,48**
Financements non rattachés à un actif	1 741 131,20	148 100,00	182 321,88	0,00	0,00	505 968,81	-4 000,00	4 000,00	**1 561 584,27**
- Régions	440 535,93	38 000,00	8 391,48	**0,00**		5 656,12	0,00	0,00	**481 271,29**
- Départements	21 815,49	0,00		**0,00**		6 815,49	0,00	0,00	**15 000,00**
- Communes et groupements de communes	663 669,32	110 100,00	72 424,08	**0,00**		3 210,24	-4 000,00	4 000,00	**838 983,16**
- Autres collectivités et établissement publics	124 823,50		784,32	**0,00**			0,00	0,00	**125 607,82**
- Union Européenne	490 286,96	0,00	100 000,00	**0,00**		490 286,96	0,00	0,00	**100 000,00**
- Autres organismes	0,00	0,00	722,00	**0,00**			0,00	0,00	**722,00**
- Autres	0,00	0,00					0,00	0,00	**0,00**
Financements rattachés à un actif	**932 230,84**	**542 355,57**	**34 345,91**	**0,00**	**236 385,11**	**37 024,00**	**0,00**	**0,00**	**1 235 523,21**
- Régions	324 507,21	0,00		0,00	90 181,43			0,00	**234 325,78**
- Départements	115 988,23	25 000,00		0,00	39 181,47			0,00	**101 806,76**
- Communes et groupements de communes	260 237,11	49 355,57	11 202,70	0,00	87 281,89	16 780,88		0,00	**216 732,61**
- Autres collectivités et établissement publics	17 145,99	12 000,00		0,00	5 817,72			0,00	**23 328,27**
- Union Européenne	194 109,19	456 000,00	23 143,21	0,00	13 650,79			0,00	**659 601,61**
- Autres organismes	0,00	0,00		0,00	271,81			0,00	**-271,81**
- Autres	20 243,11	0,00		0,00		20 243,12		0,00	**-0,01**
TOTAUX	**27 921 682,50**	**1 147 459,73**	**511 303,60**	**0,00**	**1 907 683,53**	**713 669,78**	**-4 000,00**	**4 000,00**	**26 955 092,52**

TABLEAU DES FONDS PROPRES

Voici le tableau des fonds propres 2025

En K€	31/12/2024	Subventions reçues	Amortissement des subventions	Affectation résultat et report à nouveau N-1	Correction d'erreur	Résultat N	31/12/2025
Financements de l'actif - Etat	25 248 320	580 963	(1 671 298)				24 157 985
Financements autres que l'Etat	2 673 362	364 131	(236 385)		(4 000)		2 797 107
Réserves	12 421 458						12 421 458
Report à nouveau	3 272 803			(1 838 692)	248 086		1 682 198
Résultat de l'exercice	(1 838 692)			1 838 692		(1 332 139)	(1 332 139)
Total fonds propres	**41 777 252**	**945 094**	**(1 907 684)**	**(0)**	**244 086**	**(1 332 139)**	**39 726 609**

LES DETTES FINANCIERES

Norme 11.

1] Les dépôts et cautionnements.

Les dettes financières sont limitées aux seuls dépôts de garantie et cautionnements versés par les étudiants bénéficiaires d'un logement.

Le montant du compte C/1655 évolue au fil des années universitaires puisqu'il enregistre en débit les restitutions des dépôts de garantie lors du départ des locataires et en crédit la réception du dépôt des nouveaux locataires.

Au regard de la durée de la scolarité de 5 années, ces cautions demeurent inscrites plusieurs années dans les livres de l'établissement.

Le tableau suivant indique le montant cumulé des cautions enregistrées en comptabilité en 2025, soit 424 870,66 €, dont 20 k€ postérieures à 2020 (5 ans).

9. Tableau des dettes

Rubriques et postes	Montants	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus d'5 ans
Dettes financières	**424 870,66**	**20 312,00**	**404 558,66**	**0,00**
- Dettes financières et autres emprunts	424 870,66	20 312,00	404 558,66	0,00
		0,00	0,00	0,00
Dettes non financières	**10 697 126,95**	**10 618 247,84**	**78 879,11**	**0,00**
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 333 316,81	1 254 437,70	78 879,11	0,00
- Dettes fiscales et sociales	1 437 130,60	1 437 130,60	0,00	0,00
- Avances et acomptes reçus	4 145 606,15	4 145 606,15	0,00	0,00
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	352 457,90	352 457,90	0,00	0,00
- Autres dettes non financières	115 401,96	115 401,96	0,00	0,00
- Produits constatés d'avance	3 313 213,53	3 313 213,53	0,00	0,00
TOTAUX	11 121 997,61	10 638 559,84	483 437,77	0,00

LES PROVISIONS

Norme 12.

Une provision pour risques et charges est comptabilisée s'il existe une obligation envers un tiers à la date de clôture, s'il y a une sortie de ressources certaine ou probable à la date d'arrêté des comptes, sans contrepartie équivalente, et s'il est possible d'estimer cette sortie avec une fiabilité suffisante.

1. Tableau des Provisions

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges	**61 573,20**	**25 700,00**	**61 573,20**	**0,00**	**25 700,00**
Provisions pour charges					
Provisions pour gros entretien ou grandes révisions	**2 259 815,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 259 815,78**
Provisions pour CET	**236 725,78**	**125 982,26**	**37 713,00**	**0,00**	**324 995,04**
Provisions pour CET - Charges sociales et fiscales	**163 126,17**	**79 524,51**	**11 021,50**	**0,00**	**231 629,18**
Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement	**14 902,59**	**18 946,08**	**14 902,59**	**0,00**	**18 946,08**
Autres provisions pour charges	**4 773,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 773,60**
Total des provisions	**2 740 917,12**	**250 152,85**	**125 210,29**	**0,00**	**2 865 859,68**

1] Provision pour gros entretien ou grandes révisions.

Les exercices précédents ont été marqués par la comptabilisation de la provision pour GERC afférente aux résidences Bréhat et Cézembre. Celle-ci constitue la provision la plus importante (2 259 k€).

Les autres provisions pour risques et charges sont essentiellement constituées des passifs sociaux suivants :

2] Provision pour Compte Epargne-Temps (CET).

La provision CET porte sur le stock du nombre de jours des agents qui n'ont pas fait l'objet d'une demande d'indemnisation à la clôture de l'exercice.

Les variations enregistrées sur les comptes de provision relatifs au CET sont mouvementées dans le cadre des droits à congés versés sur ces comptes individuels.

L'évaluation de la provision CET tient compte du salaire brut journalier chargé de chaque agent multiplié par le nombre de jours maintenus sur le compteur CET.

3] Provision pour Allocation Retour à l'Emploi – ARE.

L'INSA cotise au régime d'assurance chômage depuis le 1er janvier 2015 et procède donc à l'indemnisation des personnes éligibles ayant acquis des droits avant cette date. La provision porte sur le solde du nombre de jours restant à indemniser si l'agent reste inscrit au régime des ARE et en demande l'indemnisation au cours de l'exercice.

Le poste « Autres provisions pour charges » retrace les provisions inscrites dans le cadre des arrêts maladie qui se poursuivent en 2025.

4] Autres provisions pour charges.

Ce poste recense les agents en arrêt de travail (maladie, accident, maternité, paternité, etc.) et le coût des jours d'arrêt jusqu'à la dernière date de prolongation connue au 31/12/2025 ou, pour les agents en Congés de Longue Durée (CLD), l'échéance maximale des droits au CLD.

5] Provision pour litiges

Indépendamment des provisions pour charges listées ci-dessus, une provision prudentielle a été constituée à la suite d'un recours d'un agent ayant quitté l'établissement.

LES STOCKS

Norme 8.

Quatre services ont été identifiés et consultés afin de procéder à la valorisation des stocks détenus au 31/12/2025.

Il s'agit des services suivants :

- Service Vie au Campus (VAC) : Produits d'entretien et gaz
- Service Centre Commun Mécanique (CCM) : Fournitures de l'atelier
- Service Technique Immobilier (STI) : Carburants
- Service Imprimerie : Fournitures consommables

Les stocks sont comptabilisés selon la méthode de l'inventaire premier entré, premier sorti.

Le tableau ci-dessous recense les variations de stocks de l'exercice, qui, depuis le transfert du restaurant de l'INSA au CROUS, sont marginales :

3. Tableau des variations de stocks				
Nature des stocks et des en-cours	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations des stocks en augmentation (entrées)	Variations des stocks en diminution (sorties)	Solde à la clôture de l'exercice
Autres approvisionnements	44 270,09	1 398,83	0,00	45 668,92
Total des stocks	44 270,09	1 398,83	0,00	45 668,92

LES DETTES ET CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT

Norme 9.

1] Les dettes non financières. (cf tableau page 17)

Le degré d'exigibilité du passif a été déterminé de la façon suivante :

- Les charges à payer à comptabiliser (CAPAC) ont été considérées comme étant immédiatement exigibles.
- S'agissant des conventions de recherche, l'échéance a été fixée par application de la méthode à l'avancement.
- Pour les autres natures de créances, et sauf mention d'une date d'exigibilité, il a été considéré que les créances étaient exigibles immédiatement.

Les dettes fournisseurs ont pour origine les factures non parvenues ou non acquittées au 31/12/2025. Elles ont vocation à être régularisées début 2026, mais doivent être comptablement rattachées à

l'exercice en vertu du principe d'annualité budgétaire (1 236 k€ concernent les services faits ou les charges à payer à comptabiliser uniquement pour le mois de décembre 2025).

Les dettes fiscales et sociales concernent le paiement de diverses primes et indemnités non liquidées fin 2025 et qui donneront lieu à un paiement début 2026 (heures complémentaires, rachat de jours de CET…) et des cotisations sociales afférentes ;

Les avances et acomptes reçus ainsi que les produits constatés d'avance sont composés des fonds perçus dans le cadre de conventions de recherche : montant versé à la signature de la convention (avances) et décalage positif dans le suivi de la méthode à l'avancement (recettes > dépenses -> produits constatés d'avance)

Les dettes relatives aux opérations pour comptes de tiers sont majoritairement liées aux bourses de type Erasmus : versement d'un acompte en début de convention et du solde après achèvement.

Enfin, les autres dettes non financières concernent les recettes encaissées en fin d'exercice qui n'ont pu donner lieu à l'émission de titres définitifs en raison de problèmes d'identification.

Au 31/12/2025, la ventilation des charges à payer était la suivante :

Charges à payer en K€			
	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Fournisseurs			
Factures non parvenues	**1 325**	**1 234**	**91**
Personnel & Fiscal			
Dettes provisionnées pour congés payés	432	440	-8
Autres charges de personnel à payer	483	424	59
Charges sociales sur congés à payer	256	244	12
Autres charges sociales à payer	266	71	195
Sous total	**1 437**	**1 179**	**258**

Le calcul des charges à payer est basé sur les principes suivants :

- Factures non parvenues et autres factures fournisseurs non réglées : prestations dont le service fait est intervenu avant le 31/12/2025, mais dont le paiement n'a pu intervenir avant la fin de l'exercice (factures reçues tardivement en décembre ou reçues courant janvier). Certaines dépenses font l'objet d'estimation (chauffage par exemple).

- Congés non pris : les congés non pris sont estimés sur la base des compteurs de congés issus du logiciel OHRIS. Ils tiennent compte du solde de congés payés, après déduction de l'alimentation des compteurs de provision CET. Le calcul est basé sur le nombre effectif de jours de congés non pris, avec une valorisation au coût journalier moyen de chaque agent.

La période d'acquisition des congés s'étend du 1er septembre N au 31 août N+1. Sont considérés comme acquis au 31/12 de l'année 4/12ème du solde de congés annuels, proratisé en fonction de la quotité de travail de l'agent.
Les congés non pris des périodes d'acquisition précédentes sont perdus au 31/12.

- Heures complémentaires : les heures complémentaires ont été estimées en 2025 sur la base des heures complémentaires de l'année universitaire 2024/2025 et proratisées au 4/10ème (pour la période septembre-décembre 2025) conformément à l'instruction codificatrice comptable.

- Le poste « accessoires » regroupe les primes et indemnités non versées au 31/12, mais relatives à l'exercice 2025 (ex. : allocation forfaitaire de télétravail, forfait mobilité durable, etc.)

- La variation des charges sociales à payer s'explique par une régularisation de pension civile pour 179 k€.

2] Les créances.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée en fonction du risque d'irrécouvrabilité.

8. Tableau des créances

Rubriques et postes	Montants	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif circulant	**6 462 936,34**	**6 447 872,56**	**15 063,78**
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	4 984 246,16	4 984 246,16	0,00
- Créances clients et comptes rattachés	1 354 676,60	1 339 612,82	15 063,78
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes versés sur commandes	13 628,86	13 628,86	0,00
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00
- Créances sur les autres débiteurs	1 827,73	1 827,73	0,00
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	108 556,99	108 556,99	0,00

Le degré de liquidité des actifs a été déterminé de la façon suivante :

- Les créances sur les entités publiques sont majoritairement composées de conventions de recherche en cours d'exécution, à recouvrer des produits à recevoir sur la recherche.
- S'agissant des conventions de recherche, l'échéance a été fixée en lien avec la date de fin de la convention et/ou du prochain jalon, telle que fixée contractuellement.
- Pour les autres natures de créances, et sauf mention d'une date d'exigibilité, il a été considéré que les créances étaient liquides immédiatement.

Concernant la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), une demande de remboursement des reliquats de crédits des exercices antérieurs a été effectuée au dernier trimestre 2025 pour un montant de 1 212 K€.

Les créances clients et comptes rattachés concernent notamment les titres émis mais non recouvrés ainsi que les produits à recevoir - clients (recettes encaissées en décembre mais n'ayant pas donné lieu à émission de titres avant le 31/12). Il s'agit principalement des loyers de résidence (305 k€) et de créances privées, comme celles liées aux contrats d'apprentissage (296 k€) ou aux contrats pro (59 k€) par exemple. Il est à noter que, sur l'année universitaire 2024/2025, comme en 2023/2024, 100% des créances de loyers étudiants ont été recouvrées.

Les créances relatives aux dispositifs d'intervention concernent les bourses de mobilité Erasmus qui s'équilibrent dans la durée : versement d'une avance de la part de l'organisme européen, octroi de bourses par l'INSA selon des critères prédéfinis, versement de l'aide complète par Erasmus sur production des justificatifs. Cela confère un caractère cyclique à ce type de prestation (un compte de tiers est dédié à chaque projet de bourse de mobilité)

Les créances sur les autres débiteurs concernent principalement le reversement du CROUS pour les frais de viabilisation du restaurant (60 k€).

Enfin, les charges constatées d'avance concernent essentiellement des avances 2026 sur les redevances du logiciel Pégase scolarité (44 k€) et le nouveau logiciel d'hébergement Adresio (30 k€).

Au 31/12/2025, le poste « Produits à recevoir » est essentiellement composé des « conventions de recherche », qu'elles soient privées ou publiques. Ceci est la conséquence d'une réforme du mode de comptabilisation des conventions, dont les modalités de comptabilisation sont mentionnées dans le paragraphe relatif aux principes, règles et méthodes comptables : émission des titres de recettes dès la constatation du droit.

LES COMPOSANTES DU BILAN

1] Le Fonds de roulement (FDR)

La capacité d'autofinancement (CAF) dégagée par l'établissement (1 136 k€) est en nette hausse en 2025 par rapport à 2024.

CAF		
Libellé	**Montant N**	**Montant N-1**
Résultat **Net**	-1 332 139,48	-1 838 691,75
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 501 214,40	3 990 042,01
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	125 210,29	39 646,14
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0,00	-0,11
- produits de cession d'éléments d'actifs	0,00	0,00
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	1 907 683,53	2 044 665,54
= CAF ou IAF*	**1 136 181,10**	**67 038,47**

Pour autant, conjuguée aux financements externes obtenus (1 189 k€), elle n'a pas permis à l'INSA Rennes de financer la totalité des investissements réalisés en 2025 (2 742 k€) :

SPE1 : Evolution de la situation patrimoniale			
EMPLOIS	**Montants**	**RESSOURCES**	**Montants**
Insuffisance d'autofinancement	0,00	Capacité d'autofinancement	1 136 181,10
Investissements	2 742 299,61	Financement de l'actif par l'Etat	580 963,00
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	360 130,55
		Autres ressources	248 086,07
Remboursement des dettes financières	224 306,28	Augmentation des dettes financières	228 633,40
TOTAL EMPLOIS	2 966 605,89	TOTAL RESSOURCES	2 553 994,12
Apport au fonds de roulement	0,00	Prélèvement sur fonds de roulement	412 611,77

Dès lors, le fonds de roulement (FDR) diminue de 412 k€.

2] Le Besoin en Fonds de Roulement (BFR)

La variation du besoin en fonds de roulement est très largement la conséquence de l'encaissement en fin d'exercice d'avances sur des projets de recherche et d'opérations pour compte de tiers.

Le BFR s'établit, fin 2025, à -4 189 k€.

3] La Trésorerie

Le compte au Trésor public présentait un solde de 12 503 k€ au 31/12/2025, tandis qu'il était de 14 292 k€ fin 2024, soit une variation négative de -1 789 710,62 € précisément.

Le tableau du suivi patrimonial et des équilibres (SPE) n°2 suivant présente les variations et les niveaux finaux du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie au 31/12/2025 :

SPE2 : Variation et niveau de fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie		
N° ligne	**Libellé**	**Montants**
1	Variation du Fonds de Roulement : Apport ou Prélèvement	-412 611,77
2	Variation du Besoin en Fonds de roulement (Fonds de roulement - Trésorerie)	1 377 098,85
3	Variation de la Trésorerie : Abondement ou Prélèvement	-1 789 710,62
4	Niveau du Fonds de Roulement	8 314 229,25
5	Niveau du Besoin en Fonds de Roulement	-4 188 518,69
6	Niveau de la Trésorerie	12 502 747,94

LES CONTRATS A LONG TERME

Norme 19.

Les contrats à long terme, et plus particulièrement les conventions de recherche, représentent une part importante de l'activité de l'établissement.

Sur les seuls contrats de recherche, 43 contrats ont été signés en 2025 pour un chiffre d'affaires budgétaire potentiel total - sur l'ensemble des exercices à venir - de 3,8M€ (hors reversement). 161 contrats de recherche seront ainsi en cours au 1er janvier 2026.

Les modalités de comptabilisation de ces conventions sont mentionnées dans le paragraphe relatif aux principes, règles et méthodes comptables.

Cette situation explique les montants des produits à recevoir constatés fin 2025.

AUTRES INFORMATIONS

1] Les effectifs

Au 31/12/2025, les effectifs de l'INSA Rennes étaient les suivants :

			2023	2024	BR 2025	2025
		PLAFOND D'EMPLOIS	500,0	500,0	511,5	511,4
		Plafond Etat	402,0	402,0	402,0	402,0
		Plafond Etablissernent	98,0	98,0	109,5	109,4
BIATSS	Titulaires Biatss	Plafond Etat	157,3	153,4	149,4	149,4
	Non titulaires	Plafond Etat	38,2	40,9	44,1	44,2
	Non titulaires	Plafond Etablissement	12,1	18,0	21,9	21,9
Total BIATSS			207,5	212,3	215,3	215,5
ENSEGNANTS	Titulaires EC	Plafond Etat	145,9	147,3	144,5	144,5
ET	Non titulaires	Plafond Etat	23,8	24,4	27,1	27,1
CHERCHEURS		Plafond Etablissement	75,2	80,1	87,6	87,4
Total EC			244,8	251,7	259,2	259,0
TOTAL ETPT			452,4	463,9	474,5	474,5

2] Les honoraires du commissaire aux comptes

Contractuellement, les honoraires du commissaire sont fixés à 22 k€ HT.

L'établissement n'a pas eu recours à d'autres services que cette certification des comptes.

3] Les engagements hors bilan.

Norme 13.

En vertu de l'avenant n°6 au contrat de location de la résidence Cézembre, conclu entre l'INSA, Archipel Habitat et la Direction immobilière de l'État, il avait été acté que la somme de 1308 k€, encaissée par l'INSA au titre du reversement par Archipel Habitat du solde de la provision GE/RC, serait utilisée pour le financement d'une partie des travaux lourds sur la résidence Cézembre, estimés à 1346 k€ sur un total de près de 10 000 k€.

De la même manière, en vertu de l'avenant n°2 du 1er décembre 2020 au contrat de location de la résidence Bréhat, conclu entre l'INSA, Archipel Habitat et la Direction immobilière de l'État, il avait été acté que la somme de 952 k€, encaissée par l'INSA en juin 2022 au titre du reversement par Archipel Habitat du solde de la provision GE/RC, serait utilisée pour le financement d'une partie des travaux lourds sur la résidence Bréhat.

Néanmoins, devant l'impossibilité financière pour l'INSA Rennes de réaliser des travaux de cette ampleur, il sera proposé au conseil d'administration d'élargir le champ d'utilisation des provisions

initialement constituées pour le gros entretien des résidences Cézembre et Bréhat à l'ensemble des résidences de l'INSA Rennes.

En outre, il sera proposé d'élargir la liste des dépenses préalablement listées dans les conventions (et qui ont servi de base à la constitution de ces provisions pour gros entretien) à toutes les dépenses dont le seul but est d'assurer le bon état de fonctionnement des installations, en particulier en matière de sécurité des biens et des personnes.

Conformément à la réglementation, et à l'instruction codificatrice commune en particulier, n'entreront pas dans cette liste les dépenses ayant pour objet de modifier des installations ou de prolonger leur durée de vie, ni les dépenses d'entretien courant, comptabilisées en charges.

4] Comptabilisation des changements de méthodes comptables, des changements d'estimations comptables et des corrections d'erreurs

a) Corrections d'erreurs

Les dépenses de chauffage de l'exercice 2024, facturées en 2025 par la société Dalkia, ont fait l'objet, en 2024, d'une charge à payer à comptabiliser. Or, il s'est avéré, à la réception de la facture en mai 2025, que cette charge était nettement moindre qu'attendue. Aussi, une correction d'erreur a été réalisée pour un montant de 139 138,00 €.

5] Les évènements postérieurs à la clôture.

Norme 15.

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

INSA Rennes
20 avenue des Buttes de Coësmes
CS 70839
35708 Rennes cedex 7
Tél : + 33 (0)2 23 23 82 00
www.insa-rennes.fr

INSA INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE
Liberté
Égalité
Fraternité

1. Tableau des Provisions

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investisement (participation des salariés)					
Provisions pour hausse de prix					
Provisions réglementées relatives aux autres éléments de l'actif					
Amortissements dérogatoires					
Provision spéciale de réévaluation					
Plus-values réinvesties (assimilées à des amortissements dérogatoires)					
Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges	**61 573,20**	**25 700,00**	**61 573,20**	**0,00**	**25 700,00**
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes sur contrat	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques d'emploi					
Autres provisions pour risques	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour charges					
Provisions pour pensions obligatoires similaires	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour restructurations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour impôts	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour renouvellement des immobilisations (établissement concessionnaire)					
Provisions pour travaux à répartir					
Provisions pour gros entretien ou grandes révisions	**2 259 815,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 259 815,78**
Provisions pour remises en état	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour CET	**236 725,78**	**125 982,26**	**37 713,00**	**0,00**	**324 995,04**
Provisions pour CET - Charges sociales et fiscales	**163 126,17**	**79 524,51**	**11 021,50**	**0,00**	**231 629,18**
Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement	**14 902,59**	**18 946,08**	**14 902,59**	**0,00**	**18 946,08**
Autres provisions pour charges	**4 773,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 773,60**
Total des provisions	**2 740 917,12**	**250 152,85**	**125 210,29**	**0,00**	**2 865 859,68**

2. Tableau des dépréciations

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations des stocks et en-cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations des comptes de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations des comptes financiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépréciations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

3. Tableau des variations de stocks

Nature des stocks et des en-cours	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations des stocks en augmentation (entrées)	Variations des stocks en diminution (sorties)	Solde à la clôture de l'exercice
Animaux et végétaux	0,00	0,00	0,00	0,00
Matières premières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres approvisionnements	44 270,09	1 398,83	0,00	45 668,92
En-cours de production de biens	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de services	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks en voie d'acheminement, mis en dépôt ou donnés en consignation	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des stocks	**44 270,09**	**1 398,83**	**0,00**	**45 668,92**

4. Tableau des immobilisations

Rubriques et postes	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Par virement de poste à poste	Acquisitions/ Mises à disposition / Transferts	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles	**966 387,83**	**19 310,10**	**210 641,29**	**0,00**	**0,00**	**1 196 339,22**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	965 859,83	19 310,10	200 391,29	0,00	0,00	1 185 561,22
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	528,00	0,00	10 250,00	0,00	0,00	10 778,00
Immobilisations corporelles	**76 268 191,76**	**1 242 501,52**	**1 877 024,06**	**26 509,72**	**2 828,65**	**79 358 378,97**
Terrains	11 044 152,60	0,00	7 199,62	7 199,62	0,00	11 044 152,60
Constructions	42 102 751,95	1 235 301,90	0,00	0,00	0,00	43 338 053,85
Installations techniques, matériels, et outillage	13 835 442,86	7 199,62	1 052 427,35	19 310,10	2 806,78	14 872 952,95
Collections	5 819,58	0,00	0,00	0,00	0,00	5 819,58
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	9 280 024,77	0,00	817 397,09	0,00	21,87	10 097 399,99
Immobilisations corporelles en cours	1 805 425,50	76,78	710 265,32	1 288 178,83	39 690,68	1 187 898,09
Participations et créances rattachées à des participations	**12 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 500,00**
Titres de participation	12 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00
Autres immobilisations finacières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAUX	**79 052 505,09**	**1 261 888,40**	**2 797 930,67**	**1 314 688,55**	**42 519,33**	**81 755 116,28**

5. Tableau des amortissements				
Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	**594 517,45**	**198 059,58**	**0,00**	**792 577,03**
Frais d'établissement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais de recherche et développement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	**593 989,45**	**195 364,21**	**0,00**	**789 353,66**
Droit au bail	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Fonds commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres immobilisations incorporelles	**528,00**	**2 695,37**	**0,00**	**3 223,37**
Immobilisations corporelles	42 246 115,94	4 053 001,97	39 688,42	46 259 429,49
Terrains	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Constructions	**24 644 490,91**	**2 127 602,60**	**39 688,42**	**26 732 405,09**
Installations techniques, matériels, et outillage	**10 439 528,17**	**1 095 156,96**	**0,00**	**11 534 685,13**
Collections	**5 819,58**	**0,00**	**0,00**	**5 819,58**
Dépenses ultérieures sur biens historiques et culturels	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres immobilisations corporelles	**7 156 277,28**	**830 242,41**	**0,00**	**7 986 519,69**
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
~~**Immobilisations corporelles en cours**~~				
~~**Immobilisations grevées de droits**~~				
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Participations et créances rattachées à des participations Titres de participation Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiale) Autres formes de participation Créances rattachées à des participations Créances rattachées à des sociétés en participation Versement à effectuer sur titres de participation non libérés				
Autres immobilisations finacières Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété) Titres immobilisés (droit de créance) Titres immobilisés de l'activité de portefeuille Prêts Dépôts et cautionnements versés Autres créances immobilisées				
TOTAUX	**42 840 633,39**	**4 251 061,55**	**39 688,42**	**47 052 006,52**

6. Tableau des financements de l'actif

Rubriques et postes	Cumul au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions				Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Produits à reçevoir	Financements reconstitués suite à la reprise de la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Extourne	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR L'ETAT	**25 248 320,46**	**457 004,16**	**294 635,81**	**0,00**	**1 671 298,42**	**170 676,97**	**0,00**	**0,00**	**24 157 985,04**
Financements non rattachés à un actif	**1 951 269,58**	**326 300,00**	**92 396,37**	**0,00**		**15 677,78**	**0,00**	**0,00**	**2 354 288,17**
									0,00
Financements rattachés à un actif	**23 297 050,88**	**130 704,16**	**202 239,44**	**0,00**	**1 671 298,42**	**154 999,19**	**0,00**	**0,00**	**21 803 696,87**
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	932 296,97	0,00		**0,00**	49 440,02			0,00	**882 856,95**
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	22 007 883,39	0,00		**0,00**	1 556 656,89			0,00	**20 451 226,50**
- Financement des autres actifs :		0,00		**0,00**					**0,00**
État	28 030,96	0,00		**0,00**	27 687,93			0,00	**343,03**
Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	2 344,12	82 390,97		**0,00**	2 750,98			0,00	**81 984,11**
Autres	326 495,44	48 313,19	202 239,44	**0,00**	34 762,60	154 999,19		0,00	**387 286,28**
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	**2 673 362,04**	**690 455,57**	**216 667,79**	**0,00**	**236 385,11**	**542 992,81**	**-4 000,00**	**4 000,00**	**2 797 107,48**
Financements non rattachés à un actif	1 741 131,20	148 100,00	182 321,88	0,00	0,00	505 968,81	-4 000,00	4 000,00	**1 561 584,27**
- Régions	440 535,93	38 000,00	8 391,48	**0,00**		5 656,12	0,00	0,00	**481 271,29**
- Départements	21 815,49	0,00		**0,00**		6 815,49	0,00	0,00	**15 000,00**
- Communes et groupements de communes	663 669,32	110 100,00	72 424,08	**0,00**		3 210,24	-4 000,00	4 000,00	**838 983,16**
- Autres collectivités et établissement publics	124 823,50		784,32	**0,00**			0,00	0,00	**125 607,82**
- Union Européenne	490 286,96	0,00	100 000,00	**0,00**		490 286,96	0,00	0,00	**100 000,00**
- Autres organismes	0,00	0,00	722,00	**0,00**			0,00	0,00	**722,00**
- Autres	0,00	0,00					0,00	0,00	**0,00**
Financements rattachés à un actif	**932 230,84**	**542 355,57**	**34 345,91**	**0,00**	**236 385,11**	**37 024,00**	**0,00**	**0,00**	**1 235 523,21**
- Régions	324 507,21	0,00		0,00	90 181,43			0,00	**234 325,78**
- Départements	115 988,23	25 000,00		0,00	39 181,47			0,00	**101 806,76**
- Communes et groupements de communes	260 237,11	49 355,57	11 202,70	0,00	87 281,89	16 780,88		0,00	**216 732,61**
- Autres collectivités et établissement publics	17 145,99	12 000,00		0,00	5 817,72			0,00	**23 328,27**
- Union Européenne	194 109,19	456 000,00	23 143,21	0,00	13 650,79			0,00	**659 601,61**
- Autres organismes	0,00	0,00		0,00	271,81			0,00	**-271,81**
- Autres	20 243,11	0,00		0,00		20 243,12		0,00	**-0,01**
TOTAUX	**27 921 682,50**	**1 147 459,73**	**511 303,60**	**0,00**	**1 907 683,53**	**713 669,78**	**-4 000,00**	**4 000,00**	**26 955 092,52**

7. Tableau des filiales et participations			
Filiales et participations (1) **A. Renseignements concernant les filiales (2)**	Niveau de Contrôle (quote-part détenue)	Àpport de fonds effectués (3)	Observations
1. Filiales françaises			
2. Filiales étrangères			
B. Renseignements concernant les participations (2)			
1. Participations dans des entités françaises			
2. Participations dans des entités étrangères			

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles l'organisme a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN)
(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle l'organisme a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.
(3) En Euros

8. Tableau des créances

Rubriques et postes	Montants	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
- Prêts	0,00	0,00	0,00
- Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00
Créances de l'actif circulant	**6 462 936,34**	**6 447 872,56**	**15 063,78**
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	4 984 246,16	4 984 246,16	0,00
- Créances clients et comptes rattachés	1 354 676,60	1 339 612,82	15 063,78
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes versés sur commandes	13 628,86	13 628,86	0,00
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00
- Créances sur les autres débiteurs	1 827,73	1 827,73	0,00
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	108 556,99	108 556,99	0,00
TOTAUX	6 462 936,34	6 447 872,56	15 063,78

9. Tableau des dettes

Rubriques et postes	Montants	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus d'5 ans
Dettes financières	**424 870,66**	**20 312,00**	**404 558,66**	**0,00**
- Dettes financières et autres emprunts	424 870,66	20 312,00	404 558,66	0,00
		0,00	0,00	0,00
Dettes non financières	**10 697 123,95**	**2 691 565,30**	**78 879,11**	**7 926 679,54**
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 333 316,81	1 254 437,70	78 879,11	0,00
- Dettes fiscales et sociales	1 437 127,60	1 437 127,60	0,00	0,00
- Avances et acomptes reçus	4 145 606,15	0,00	0,00	4 145 606,15
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	352 457,90	0,00	0,00	352 457,90
- Autres dettes non financières	115 401,96	0,00	0,00	115 401,96
- Produits constatés d'avance	3 313 213,53	0,00	0,00	3 313 213,53
TOTAUX	11 121 994,61	2 711 877,30	483 437,77	7 926 679,54

BILAN - Partie ACTIF				
ACTIF	**MONTANT BRUT**	**AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS**	**MONTANT NET**	**TOTAUX EX.ANTERIEUR**
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	1 196 339,22	792 577,03	403 762,19	371 870,38
Immobilisations corporelles	**80 546 277,06**	**46 259 429,49**	**34 286 847,57**	**35 827 501,32**
Terrains	11 044 152,60	0,00	11 044 152,60	11 044 152,60
Constructions	43 338 053,85	26 732 405,09	16 605 648,76	17 458 261,04
Installations techniques, matériels, et outillages	14 872 952,95	11 534 685,13	3 338 267,82	3 395 914,69
Collections	5 819,58	5 819,58	0,00	0,00
Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	10 097 399,99	7 986 519,69	2 110 880,30	2 123 747,49
Immobilisations mises en concesssion	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	1 155 317,58	0,00	1 155 317,58	1 730 684,57
Avances et acomptes sur commandes	32 580,51		32 580,51	74 740,93
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	12 500,00	0,00	12 500,00	12 500,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**81 755 116,28**	**47 052 006,52**	**34 703 109,76**	**36 211 871,70**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	45 668,92	0,00	45 668,92	44 270,09
Créances	**6 354 379,35**	**0,00**	**6 354 379,35**	**7 043 707,07**
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la commission européenne	4 984 246,16		4 984 246,16	5 735 047,74
Créances clients et comptes rattachés	1 354 676,60	0,00	1 354 676,60	1 222 610,99
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00		0,00	0,00
Avances et acomptes versés sur commandes	13 628,86		13 628,86	0,00
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00		0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs	1 827,73	0,00	1 827,73	86 048,34
Charges constatées d'avance (dont prime de remboursement des emprunts)	108 556,99		108 556,99	129 237,76
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	**6 508 605,26**	**0,00**	**6 508 605,26**	**7 217 214,92**
TRESORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	12 528 650,24		12 528 650,24	14 292 688,16
Autres	0,00		0,00	0,00
TOTAL TRESORERIE	**12 528 650,24**	**0,00**	**12 528 650,24**	**14 292 688,16**
Comptes de régularisation	0,00		0,00	0,00
Ecarts des conversion Actif	0,00		0,00	0,00
TOTAL GENERAL	**100 792 371,78**	**47 052 006,52**	**53 740 365,26**	**57 721 774,78**

BILAN - Partie PASSIF		
PASSIF	MONTANT	TOTAUX EX.ANTERIEUR
FONDS PROPRES		
Financements reçus	**26 955 092,52**	**27 921 682,50**
Financement de l'actif par l'Etat	24 157 985,04	25 248 320,46
Financement de l'actif par des tiers	2 797 107,48	2 673 362,04
Ecarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	12 421 457,86	12 421 457,86
Report à nouveau	1 682 197,77	3 272 803,45
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-1 332 139,48	-1 838 691,75
Provisions réglementées	0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES	**39 726 608,67**	**41 777 252,06**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	25 700,00	61 573,20
Provisions pour charges	2 840 159,68	2 679 343,92
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**2 865 859,68**	**2 740 917,12**
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts souscrits auprès des établessements financiers	0,00	0,00
Dettes financières et autres emprunts	424 870,66	420 543,54
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	**424 870,66**	**420 543,54**
DETTES NON FINANCIERES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 333 316,81	1 235 109,79
Dettes fiscales et sociales	1 437 127,60	1 197 949,83
Avances et acomptes reçus	4 145 606,15	5 434 370,45
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs	352 457,90	0,00
Autres dettes non financières	115 401,96	568 372,76
Produits constatés d'avance	3 313 213,53	4 347 029,63
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	**10 697 123,95**	**12 782 832,46**
TRESORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	25 902,30	229,60
TOTAL TRESORERIE	**25 902,30**	**229,60**
Comptes de régularisation	0,00	0,00
Ecarts de conversion Passif	0,00	0,00
TOTAL GENERAL	**53 740 365,26**	**57 721 774,78**

Compte de résultat - Partie CHARGES		
CHARGES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats	27 277,12	46 669,09
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	6 565 747,96	7 088 116,88
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	22 450 933,39	21 984 360,29
Charges sociales	14 462 943,30	13 701 650,79
Intéressement et participation	0,00	0,00
Autres charges de personnel	140 140,89	203 212,61
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	1 560 343,05	1 056 332,58
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	4 501 214,40	3 990 041,90
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**49 708 600,11**	**48 070 384,14**
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositif d'intervention pour compte propre		
Transfert aux ménages	0,00	0,00
Transfert aux entreprises	0,00	0,00
Transfert aux collectivités territoriales	0,00	0,00
Transfert aux autres entités	90 396,00	0,00
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	**90 396,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES DE FONTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	**49 798 996,11**	**48 070 384,14**
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges d'intérêt	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES	**0,00**	**0,00**
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES	**49 798 996,11**	**48 070 384,14**

Compte de résultat - Partie PRODUITS		
PRODUITS	**Exercice N**	**Exercice N-1**
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	**39 252 342,24**	**37 758 027,27**
Subventions pour charges de service public	33 587 556,00	32 945 057,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	5 521 856,41	4 662 880,84
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Produits de la fiscalité affectée	142 929,83	150 089,43
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	**7 165 441,44**	**6 368 744,83**
Ventes de biens ou prestations de services	6 950 181,38	6 164 998,60
Produits de cessions d'éléments d'actif	0,00	0,00
Autres produits de gestion	215 260,06	203 746,23
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0,00	0,00
Autres produits	**2 049 072,95**	**2 104 920,29**
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	141 389,42	60 254,75
Reprises du financement rattaché à un actif	1 907 683,53	2 044 665,54
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**48 466 856,63**	**46 231 692,39**
PRODUITS FINANCIERS		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)	**1 332 139,48**	**1 838 691,75**
TOTAL PRODUITS	**49 798 996,11**	**48 070 384,14**

CAF

Libellé	Montant N	Montant N-1
Résultat **Net**	-1 332 139,48	-1 838 691,75
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 501 214,40	3 990 042,01
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	125 210,29	39 646,14
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0,00	-0,11
- produits de cession d'éléments d'actifs	0,00	0,00
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	1 907 683,53	2 044 665,54
= CAF ou IAF*	**1 136 181,10**	**67 038,47**

SPE1 : Evolution de la situation patrimoniale

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement	0,00	Capacité d'autofinancement	1 136 181,10
Investissements	2 742 299,61	Financement de l'actif par l'Etat	580 963,00
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	360 130,55
		Autres ressources	248 086,07
Remboursement des dettes financières	224 306,28	Augmentation des dettes financières	228 633,40
TOTAL EMPLOIS	2 966 605,89	TOTAL RESSOURCES	2 553 994,12
Apport au fonds de roulement	0,00	Prélèvement sur fonds de roulement	412 611,77

SPE2 : Variation et niveau de fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie		
N° ligne	**Libellé**	**Montants**
1	Variation du Fonds de Roulement : Apport ou Prélèvement	-412 611,77
2	Variation du Besoin en Fonds de roulement (Fonds de roulement - Trésorerie)	1 377 098,85
3	Variation de la Trésorerie : Abondement ou Prélèvement	-1 789 710,62
4	Niveau du Fonds de Roulement	8 314 229,25
5	Niveau du Besoin en Fonds de Roulement	-4 188 518,69
6	Niveau de la Trésorerie	12 502 747,94

Balance Générale Consolidée

Exercice	Comptabilité	Classe	Compte	Libellé	Débit			Crédit			Solde	
					Bilan d'entrée	Exercice	Total	Bilan d'entrée	Exercice	Total	Débit	Crédit
					245 740 256,24	**411 438 812,41**	**657 179 068,65**	**245 740 256,24**	**411 438 812,41**	**657 179 068,65**	**124 203 789,86**	**124 203 789,86**
2025		1	101	financements non rattachés à des actifs déterminés Éta	0,00	15 677,78	15 677,78	1 951 269,58	418 696,37	2 369 965,95	0,00	2 354 288,17
2025		1	10411	contrepartie et financement des actifs mis à disposition	0,00	0,00	0,00	1 706 396,80	0,00	1 706 396,80	0,00	1 706 396,80
2025		1	10412	Contrepartie et financement des actifs remis en pleine p	0,00	0,00	0,00	40 470 885,10	0,00	40 470 885,10	0,00	40 470 885,10
2025		1	104131	État	0,00	0,00	0,00	160 566,82	0,00	160 566,82	0,00	160 566,82
2025		1	1041321	Financement externe de l'actif issu des revenus de la d	0,00	0,00	0,00	19 195,25	0,00	19 195,25	0,00	19 195,25
2025		1	1041322	ANR IA financement externe de l'actif	0,00	0,00	0,00	0,00	82 390,97	82 390,97	0,00	82 390,97
2025		1	104138	autres	0,00	154 999,19	154 999,19	504 096,39	250 552,63	754 649,02	0,00	599 649,83
2025		1	10491	reprise au résultat de la contrepartie et du financement	774 099,83	49 440,02	823 539,85	0,00	0,00	0,00	823 539,85	0,00
2025		1	10492	reprise au résultat de la contrepartie et du financement	18 463 001,71	1 556 656,89	20 019 658,60	0,00	0,00	0,00	20 019 658,60	0,00
2025		1	104931	État	132 535,86	30 438,91	162 974,77	0,00	0,00	0,00	162 974,77	0,00
2025		1	1049321	reprise au résultat des revenus de la dotation de financ	16 851,13	0,00	16 851,13	0,00	0,00	0,00	16 851,13	0,00
2025		1	104938	autres	177 600,95	34 762,60	212 363,55	0,00	0,00	0,00	212 363,55	0,00
2025		1	10682	réserves facultatives	0,00	0,00	0,00	12 421 457,86	0,00	12 421 457,86	0,00	12 421 457,86
2025		1	110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	1 842 691,75	1 842 691,75	3 272 803,45	252 086,07	3 524 889,52	0,00	1 682 197,77
2025		1	129	résultat de l'exercice (perte)	1 838 691,75	1 332 139,48	3 170 831,23	0,00	1 838 691,75	1 838 691,75	1 332 139,48	0,00
2025		1	1312	Régions	0,00	5 656,12	5 656,12	440 535,93	46 391,48	486 927,41	0,00	481 271,29
2025		1	1313	Départements	0,00	6 815,49	6 815,49	21 815,49	0,00	21 815,49	0,00	15 000,00
2025		1	1314	Communes et groupements de communes	0,00	7 210,24	7 210,24	663 669,32	182 524,08	846 193,40	0,00	838 983,16
2025		1	1315	Autres entités publiques dont établissements publics	0,00	0,00	0,00	124 823,50	784,32	125 607,82	0,00	125 607,82
2025		1	1316	Union Européenne	0,00	490 286,96	490 286,96	490 286,96	100 000,00	590 286,96	0,00	100 000,00
2025		1	1317	Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	722,00	722,00	0,00	722,00
2025		1	13412	Régions	0,00	0,00	0,00	520 480,37	0,00	520 480,37	0,00	520 480,37
2025		1	13413	Départements	0,00	0,00	0,00	226 985,55	25 000,00	251 985,55	0,00	251 985,55
2025		1	13414	Communes et groupements de communes	0,00	16 780,88	16 780,88	416 362,10	60 558,27	476 920,37	0,00	460 139,49
2025		1	13415	Autres entités publiques dont établissements publics	0,00	0,00	0,00	27 453,16	12 000,00	39 453,16	0,00	39 453,16
2025		1	13416	Union européenne	0,00	0,00	0,00	302 794,50	479 143,21	781 937,71	0,00	781 937,71
2025		1	13418	Autres	0,00	20 243,12	20 243,12	20 243,12	0,00	20 243,12	0,00	0,00
2025		1	13492	Régions	195 973,16	90 181,43	286 154,59	0,00	0,00	0,00	286 154,59	0,00
2025		1	13493	Départements	110 997,32	39 181,47	150 178,79	0,00	0,00	0,00	150 178,79	0,00
2025		1	13494	Communes et groupements de communes	156 124,99	87 281,89	243 406,88	0,00	0,00	0,00	243 406,88	0,00
2025		1	13495	Autres entités publiques dont établissements publics	10 307,17	5 817,72	16 124,89	0,00	0,00	0,00	16 124,89	0,00
2025		1	13496	Union européenne	108 685,31	13 650,79	122 336,10	0,00	0,00	0,00	122 336,10	0,00
2025		1	13498	Autres	0,01	271,81	271,82	0,00	0,00	0,00	271,82	0,00
2025		1	1511	Provisions pour litiges	0,00	61 573,20	61 573,20	61 573,20	25 700,00	87 273,20	0,00	25 700,00
2025		1	1572	Provisions pour gros entretien ou grandes révisions	0,00	0,00	0,00	2 259 815,78	0,00	2 259 815,78	0,00	2 259 815,78
2025		1	1582	Provisions pour CET	0,00	37 713,00	37 713,00	236 725,78	125 982,26	362 708,04	0,00	324 995,04
2025		1	1583	Provisions pour CET Charges sociales et fiscales	0,00	11 021,50	11 021,50	163 126,17	79 524,51	242 650,68	0,00	231 629,18
2025		1	1587	Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités	0,00	14 902,59	14 902,59	14 902,59	18 946,08	33 848,67	0,00	18 946,08
2025		1	1588	Autres	0,00	0,00	0,00	4 773,60	0,00	4 773,60	0,00	4 773,60
2025		1	1655	Cautionnements	0,00	224 306,28	224 306,28	420 543,54	228 633,40	649 176,94	0,00	424 870,66
2025		2	20531	Logiciels acquis ou sous traités	952 643,14	219 701,39	1 172 344,53	0,00	0,00	0,00	1 172 344,53	0,00
2025		2	20532	Logiciels créés	6 040,69	0,00	6 040,69	0,00	0,00	0,00	6 040,69	0,00
2025		2	2058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licence	7 176,00	0,00	7 176,00	0,00	0,00	0,00	7 176,00	0,00
2025		2	208	Autres immobilisations incorporelles	528,00	10 250,00	10 778,00	0,00	0,00	0,00	10 778,00	0,00
2025		2	21226	Agencements et aménagements de terrains aménagés	11 044 152,60	0,00	11 044 152,60	0,00	0,00	0,00	11 044 152,60	0,00
2025		2	21228	Autres agencements et aménagements de terrains amé	0,00	7 199,62	7 199,62	0,00	7 199,62	7 199,62	0,00	0,00
2025		2	213156	Mis à disposition	33 125 345,57	0,00	33 125 345,57	0,00	0,00	0,00	33 125 345,57	0,00
2025		2	213157	Acquis	35 508,36	0,00	35 508,36	0,00	0,00	0,00	35 508,36	0,00
2025		2	213556	Mis à disposition	8 941 898,02	2 419 903,42	11 361 801,44	0,00	1 184 601,52	1 184 601,52	10 177 199,92	0,00
2025		2	215147	Acquises	875 321,24	13 182,10	888 503,34	0,00	13 182,10	13 182,10	875 321,24	0,00
2025		2	215347	Acquises	0,00	19 310,10	19 310,10	0,00	19 310,10	19 310,10	0,00	0,00
2025		2	21547	Acquis	9 720 832,79	984 751,29	10 705 584,08	0,00	59 203,56	59 203,56	10 646 380,52	0,00
2025		2	21548	Autres matériels	53 351,00	0,00	53 351,00	0,00	0,00	0,00	53 351,00	0,00
2025		2	21557	Acquis	666 783,20	101 679,70	768 462,90	0,00	2 730,00	2 730,00	765 732,90	0,00
2025		2	21558	Autres outillages	24 928,98	0,00	24 928,98	0,00	0,00	0,00	24 928,98	0,00
2025		2	21567	Acquis	2 253 496,10	6 612,66	2 260 108,76	0,00	0,00	0,00	2 260 108,76	0,00
2025		2	21568	Autres matériels d'enseignement	90 736,24	12 800,00	103 536,24	0,00	6 400,00	6 400,00	97 136,24	0,00
2025		2	21576	Mis à disposition	1 852,23	0,00	1 852,23	0,00	0,00	0,00	1 852,23	0,00
2025		2	21577	Acquis	65 766,33	0,00	65 766,33	0,00	0,00	0,00	65 766,33	0,00
2025		2	21578	Autres agencements et aménagements du matériel et c	82 374,75	0,00	82 374,75	0,00	0,00	0,00	82 374,75	0,00
2025		2	216	Collections	5 819,58	0,00	5 819,58	0,00	0,00	0,00	5 819,58	0,00
2025		2	21827	Matériel de transport acquis	223 527,27	0,00	223 527,27	0,00	0,00	0,00	223 527,27	0,00
2025		2	218317	Matériel de bureau acquis	95 773,99	8 728,33	104 502,32	0,00	3 780,00	3 780,00	100 722,32	0,00
2025		2	218318	Autres matériels de bureau	8 291,29	0,00	8 291,29	0,00	0,00	0,00	8 291,29	0,00

Exercice	Comptabilité	Classe	Compte	Libellé	Débit			Crédit			Solde	
					Bilan d'entrée	Exercice	Total	Bilan d'entrée	Exercice	Total	Débit	Crédit
2025		2	218327	Matériel informatique acquis	6 922 112,38	733 603,88	7 655 716,26	0,00	51 564,82	51 564,82	7 604 151,44	0,00
2025		2	218328	Autres matériels informatiques	96 290,80	0,00	96 290,80	0,00	0,00	0,00	96 290,80	0,00
2025		2	21847	Mobilier acquis	650 991,71	43 384,13	694 375,84	0,00	605,34	605,34	693 770,50	0,00
2025		2	21848	Autres mobiliers	8 886,74	0,00	8 886,74	0,00	0,00	0,00	8 886,74	0,00
2025		2	21887	Matériels acquis	1 231 875,91	90 099,29	1 321 975,20	0,00	2 490,25	2 490,25	1 319 484,95	0,00
2025		2	21888	Autres matériels divers	42 274,68	0,00	42 274,68	0,00	0,00	0,00	42 274,68	0,00
2025		2	2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	2 129,84	2 129,84	0,00	0,00	0,00	2 129,84	0,00
2025		2	2313	Constructions	1 782 708,52	1 841 657,29	3 624 365,81	69 131,39	2 469 214,81	2 538 346,20	1 086 019,61	0,00
2025		2	2315	Installations techniques, matériel et outillage	54 732,18	51 098,31	105 830,49	39 094,31	1 037,62	40 131,93	65 698,56	0,00
2025		2	2318	Autres immobilisations corporelles	1 469,57	0,00	1 469,57	0,00	0,00	0,00	1 469,57	0,00
2025		2	2381	Avances versées sur commandes d'immobilisations cor	74 740,93	189 955,76	264 696,69	0,00	232 116,18	232 116,18	32 580,51	0,00
2025		2	2618	Autres titres	12 500,00	0,00	12 500,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00	0,00
2025		2	280531	Logiciels acquis ou sous-traités	0,00	0,00	0,00	580 772,76	195 364,21	776 136,97	0,00	776 136,97
2025		2	280532	Logiciels créés	0,00	0,00	0,00	6 040,69	0,00	6 040,69	0,00	6 040,69
2025		2	28058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licence	0,00	0,00	0,00	7 176,00	0,00	7 176,00	0,00	7 176,00
2025		2	2808	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	528,00	2 695,37	3 223,37	0,00	3 223,37
2025		2	2813156	Mis à disposition	0,00	39 688,42	39 688,42	21 176 753,45	1 694 229,15	22 870 982,60	0,00	22 831 294,18
2025		2	2813157	Acquis	0,00	0,00	0,00	1 370,54	710,16	2 080,70	0,00	2 080,70
2025		2	2813556	Mis à disposition	0,00	0,00	0,00	3 466 366,92	432 663,29	3 899 030,21	0,00	3 899 030,21
2025		2	2815147	Acquises	0,00	0,00	0,00	831 515,52	17 506,40	849 021,92	0,00	849 021,92
2025		2	281547	Acquis	0,00	0,00	0,00	6 897 627,25	935 064,90	7 832 692,15	0,00	7 832 692,15
2025		2	281548	Autres matériels	0,00	0,00	0,00	23 768,08	6 984,50	30 752,58	0,00	30 752,58
2025		2	281557	Acquis	0,00	0,00	0,00	305 861,42	106 024,21	411 885,63	0,00	411 885,63
2025		2	281558	Autres outillages	0,00	0,00	0,00	24 928,98	0,00	24 928,98	0,00	24 928,98
2025		2	281567	Acquis	0,00	0,00	0,00	2 132 875,02	24 479,49	2 157 354,51	0,00	2 157 354,51
2025		2	281568	Autres matériels d'enseignement	0,00	0,00	0,00	90 736,24	26,67	90 762,91	0,00	90 762,91
2025		2	281576	Mis à disposition	0,00	0,00	0,00	1 394,32	370,45	1 764,77	0,00	1 764,77
2025		2	281577	Acquis	0,00	0,00	0,00	48 446,59	4 700,34	53 146,93	0,00	53 146,93
2025		2	281578	Autres agencements et aménagements du matériel et c	0,00	0,00	0,00	82 374,75	0,00	82 374,75	0,00	82 374,75
2025		2	2816	Collections	0,00	0,00	0,00	5 819,58	0,00	5 819,58	0,00	5 819,58
2025		2	281827	Matériel de transport acquis	0,00	0,00	0,00	171 587,02	13 242,33	184 829,35	0,00	184 829,35
2025		2	2818317	Matériel de bureau acquis	0,00	0,00	0,00	93 439,32	893,00	94 332,32	0,00	94 332,32
2025		2	2818318	Autres matériels de bureau	0,00	0,00	0,00	8 251,85	12,62	8 264,47	0,00	8 264,47
2025		2	2818327	Matériel informatique acquis	0,00	0,00	0,00	5 715 667,91	683 176,10	6 398 844,01	0,00	6 398 844,01
2025		2	2818328	Autres matériels informatiques	0,00	0,00	0,00	96 278,62	12,19	96 290,81	0,00	96 290,81
2025		2	281847	Mobilier acquis	0,00	0,00	0,00	480 690,10	26 395,93	507 086,03	0,00	507 086,03
2025		2	281848	Autres mobiliers	0,00	0,00	0,00	8 658,11	0,00	8 658,11	0,00	8 658,11
2025		2	281887	Matériels acquis	0,00	0,00	0,00	543 738,60	105 982,85	649 721,45	0,00	649 721,45
2025		2	281888	Autres matériels divers	0,00	0,00	0,00	37 965,75	527,39	38 493,14	0,00	38 493,14
2025		3	3221	Combustibles	735,00	408,00	1 143,00	0,00	735,00	735,00	408,00	0,00
2025		3	3225	Fournitures de bureau	755,91	1 455,19	2 211,10	0,00	755,91	755,91	1 455,19	0,00
2025		3	3228	Autres fournitures consommables	42 779,18	43 805,73	86 584,91	0,00	42 779,18	42 779,18	43 805,73	0,00
2025		4	4011	Fournisseurs Achats de biens ou de prestations de serv	0,00	6 669 548,00	6 669 548,00	0,00	6 669 548,00	6 669 548,00	0,00	0,00
2025		4	4017	Retenues de garanties et oppositions	0,00	10 100,00	10 100,00	1 250,00	8 850,00	10 100,00	0,00	0,00
2025		4	4041	Fournisseurs Achats d'immobilisations	0,00	2 980 161,51	2 980 161,51	0,00	2 980 161,51	2 980 161,51	0,00	0,00
2025		4	4047	Fournisseurs d'immobilisations Retenues de garantie et	0,00	0,00	0,00	0,00	8 164,88	8 164,88	0,00	8 164,88
2025		4	4081	Fournisseurs Achats de biens ou de prestations de serv	32 662,23	9 241 074,00	9 273 736,23	1 142 463,81	9 202 063,66	10 344 527,47	0,00	1 070 791,24
2025		4	4084	Fournisseurs d'immobilisations Achats d'immobilisations	5,08	3 304 733,89	3 304 738,97	124 063,29	3 435 036,37	3 559 099,66	0,00	254 360,69
2025		4	4091	Fournisseurs Avances versées sur commandes	0,00	62 457,03	62 457,03	0,00	48 828,17	48 828,17	13 628,86	0,00
2025		4	4111	Clients Ventes de biens ou de prestations de services	328 838,70	3 823 863,91	4 152 702,61	1,00	3 798 263,11	3 798 264,11	354 438,50	0,00
2025		4	412	Étudiants, élèves, stagiaires	18 365,60	3 519 399,94	3 537 765,54	0,00	3 516 259,14	3 516 259,14	21 506,40	0,00
2025		4	4181	Clients Factures à établir	875 407,69	978 731,70	1 854 139,39	0,00	875 407,69	875 407,69	978 731,70	0,00
2025		4	421	Personnel Rémunérations dues	0,00	74 573 585,58	74 573 585,58	0,00	74 573 585,58	74 573 585,58	0,00	0,00
2025		4	422	Œuvres sociales	0,00	3 477,00	3 477,00	0,00	3 477,00	3 477,00	0,00	0,00
2025		4	423	Prêts consentis au personnel	0,00	500,00	500,00	0,00	333,32	333,32	166,68	0,00
2025		4	4282	Dettes provisionnées pour congés payés	0,00	442 036,55	442 036,55	442 036,55	431 976,72	874 013,27	0,00	431 976,72
2025		4	4286	Autres charges à payer	0,00	423 460,05	423 460,05	423 460,05	483 042,34	906 502,39	0,00	483 042,34
2025		4	4311	Cotisation patronale	0,00	137,79	137,79	0,00	137,79	137,79	0,00	0,00
2025		4	4374	Cotisations de retraite complémentaire	0,00	3 045,60	3 045,60	0,00	3 045,60	3 045,60	0,00	0,00
2025		4	4382	Charges sociales sur congés à payer	0,00	250 858,65	250 858,65	250 858,65	255 949,00	506 807,65	0,00	255 949,00
2025		4	4386	Autres charges à payer	0,00	65 084,58	65 084,58	65 084,58	266 162,54	331 247,12	0,00	266 162,54
2025		4	4411	Financements	440 223,74	1 121 623,02	1 561 846,76	0,00	1 545 753,09	1 545 753,09	16 093,67	0,00
2025		4	4417	Subventions	126 739,11	38 091 643,03	38 218 382,14	0,59	37 946 725,53	37 946 726,12	271 656,02	0,00
2025		4	44191	Avances sur financements et subventions	0,00	2 130 805,24	2 130 805,24	5 434 370,45	842 040,94	6 276 411,39	0,00	4 145 606,15
2025		4	44341	Prélèvement sur ressources accumulées	0,00	568 684,94	568 684,94	0,00	568 684,94	568 684,94	0,00	0,00

Exercice	Comptabilité	Classe	Compte	Libellé	Débit			Crédit			Solde	
					Bilan d'entrée	Exercice	Total	Bilan d'entrée	Exercice	Total	Débit	Crédit
2025		4	4452	TVA due intracommunautaire	0,00	20 898,02	20 898,02	0,00	20 898,02	20 898,02	0,00	0,00
2025		4	4453	Taxes sur le chiffre d'affaire dû à l'importation	3,00	8 997,10	9 000,10	0,00	8 997,10	8 997,10	3,00	0,00
2025		4	44551	TVA à décaisser	0,00	43 801,00	43 801,00	16 513,00	27 288,00	43 801,00	0,00	0,00
2025		4	44562	TVA déductible sur immobilisations	0,00	297 900,12	297 900,12	0,00	297 900,12	297 900,12	0,00	0,00
2025		4	44566	TVA déductible sur autres biens et services	0,00	270 276,51	270 276,51	0,00	270 276,51	270 276,51	0,00	0,00
2025		4	44567	Crédit de T.V.A. à reporter	12 952,00	1 464 668,00	1 477 620,00	0,00	1 243 461,00	1 243 461,00	234 159,00	0,00
2025		4	44571	TVA collectée	0,00	318 833,18	318 833,18	0,00	318 833,18	318 833,18	0,00	0,00
2025		4	44583	Remboursement de TVA demandé	1 211 591,00	1 228 104,00	2 439 695,00	0,00	1 228 104,00	1 228 104,00	1 211 591,00	0,00
2025		4	44585	TVA à régulariser	0,00	504,97	504,97	0,00	504,97	504,97	0,00	0,00
2025		4	44586	TVA sur factures non parvenues	73 847,29	629 866,13	703 713,42	1 288,75	647 563,97	648 852,72	54 860,70	0,00
2025		4	4478	Divers autres impôts, taxes et versements assimilés	0,00	1 175,97	1 175,97	0,00	1 175,97	1 175,97	0,00	0,00
2025		4	44871	Financements à recevoir	713 669,78	511 303,60	1 224 973,38	43 908,98	713 669,78	757 578,76	467 394,62	0,00
2025		4	44877	Subventions à recevoir	3 201 223,14	2 728 491,15	5 929 714,29	0,00	3 201 223,14	3 201 223,14	2 728 491,15	0,00
2025		4	4632	Autres comptes débiteurs Titres de recettes, demandes	83 786,33	217 892,44	301 678,77	0,00	301 678,77	301 678,77	0,00	0,00
2025		4	4661	Demandes de paiement à payer	0,00	482 222,83	482 222,83	0,00	482 222,83	482 222,83	0,00	0,00
2025		4	4663	Virements à réimputer	0,00	13 040,65	13 040,65	89,92	13 369,35	13 459,27	0,00	418,62
2025		4	4664	Excédents de versement à rembourser	2 200,00	4 450,06	6 650,06	2 246,80	4 450,06	6 696,86	0,00	46,80
2025		4	467311	conventions de mandats (hors dispositifs d'intervention)	0,00	319 574,00	319 574,00	0,00	319 574,00	319 574,00	0,00	0,00
2025		4	4674	Taxe d'apprentissage	0,00	537 498,21	537 498,21	0,00	537 498,21	537 498,21	0,00	0,00
2025		4	46751330	AMI-bourse DGESIP	0,00	58 880,00	58 880,00	50 490,00	40 775,00	91 265,00	0,00	32 385,00
2025		4	467513310	ERASMUS KA131-HED-000133201 2023/2025	233 263,00	59 090,00	292 353,00	240 871,00	51 482,00	292 353,00	0,00	0,00
2025		4	467513311	ERASMUS KA131-HED-000051984 2022/2024	0,00	51 730,00	51 730,00	51 730,00	0,00	51 730,00	0,00	0,00
2025		4	467513312	ERASMUS KA131-HED-000213017 2024/2026	95 177,20	174 107,80	269 285,00	259 616,00	0,00	259 616,00	9 669,00	0,00
2025		4	467513313	ERASMUS KA131-HED-000315517 2025/2027	0,00	111 805,70	111 805,70	0,00	298 409,40	298 409,40	0,00	186 603,70
2025		4	467513320	UNIV-RENNES / ERASMUS 2022-1-FR01-KA171-HED	25 170,00	33 867,00	59 037,00	57 882,00	1 155,00	59 037,00	0,00	0,00
2025		4	467513321	ERASMUS KA171 2022-1-FRO01-KA171-HED-000077	70 346,14	35 004,69	105 350,83	89 792,00	0,00	89 792,00	15 558,83	0,00
2025		4	467513322	ERASMUS+ 2024-1-FR01-KA171-HED-000240469 AF	0,00	19 626,00	19 626,00	126 448,00	0,00	126 448,00	0,00	106 822,00
2025		4	467513323	UNIV-RENNES / ERASMUS 2025-1-FR01-KA171-HED	0,00	0,00	0,00	0,00	45 275,03	45 275,03	0,00	45 275,03
2025		4	46751333	DFU/UFA- Bourse Mobilite /UNIVERSITE FRANCO-AL	0,00	9 200,00	9 200,00	6 750,00	7 750,00	14 500,00	0,00	5 300,00
2025		4	46751334	FITEC-bourse mobilite CDEFI	0,00	6 000,00	6 000,00	4 500,00	2 800,00	7 300,00	0,00	1 300,00
2025		4	4678	Autres	0,00	38 692,61	38 692,61	0,00	38 692,61	38 692,61	0,00	0,00
2025		4	47132	DROITS DE SCOLARITE ET REDEVANCES AU COM	26 869,00	1 168 908,90	1 195 777,90	42 194,00	1 187 211,90	1 229 405,90	0,00	33 628,00
2025		4	4715	Recettes des régisseurs à vérifier	0,00	359 596,60	359 596,60	31 937,20	327 659,40	359 596,60	0,00	0,00
2025		4	471811	Autres recettes à classer	37,00	19 441 813,28	19 441 850,28	29 116,18	19 466 930,85	19 496 047,03	0,00	54 196,75
2025		4	471813	Autres recettes à classer-PAPERCUT	0,00	5 484,00	5 484,00	302,00	5 570,00	5 872,00	0,00	388,00
2025		4	471814	INSCRIPTIONS CONFERENCES INSA	0,00	18 820,00	18 820,00	0,00	18 820,00	18 820,00	0,00	0,00
2025		4	471815	Autres recettes à classer-TOEIC	0,00	1 595,00	1 595,00	0,00	1 595,00	1 595,00	0,00	0,00
2025		4	471816	AUTRES RECETTES 0A REGULARISER TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	2 020,79	2 020,79	0,00	2 020,79
2025		4	471817	FRAIS DOSSIER ALTERNANCE	0,00	21 315,00	21 315,00	0,00	21 315,00	21 315,00	0,00	0,00
2025		4	47211	DPAO-FACTURES ETRANGERES	116,53	111 384,90	111 501,43	0,51	111 500,92	111 501,43	0,00	0,00
2025		4	47212	DPAO-AUTRES FACTURES	1 001,66	37 490 026,59	37 491 028,25	3 061,60	37 486 682,83	37 489 744,43	1 283,82	0,00
2025		4	47214	DPAO-TRAVEL PLANET	4 205,93	381 085,80	385 291,73	0,00	384 728,70	384 728,70	563,03	0,00
2025		4	47281	Autres dépenses à régulariser Compensation légale	0,00	6 807,20	6 807,20	0,00	6 994,00	6 994,00	0,00	186,80
2025		4	47283	autres depenses à régulariser TVA	0,00	1 211 592,09	1 211 592,09	0,00	1 211 591,09	1 211 591,09	1,00	0,00
2025		4	47318	AUTRES RECETTES A TRANSFERER	0,00	259 527,00	259 527,00	27 470,00	256 760,00	284 230,00	0,00	24 703,00
2025		4	486	Charges constatées d'avance	129 237,76	108 855,34	238 093,10	0,00	129 536,11	129 536,11	108 556,99	0,00
2025		4	487	Produits constatés d'avance	0,00	4 347 029,63	4 347 029,63	4 347 029,63	3 313 213,53	7 660 243,16	0,00	3 313 213,53
2025		5	5112	Chèques à encaisser	0,00	127 159,33	127 159,33	0,00	123 998,19	123 998,19	3 161,14	0,00
2025		5	5114	Effets à l'escompte	0,00	3 615,70	3 615,70	0,00	3 615,70	3 615,70	0,00	0,00
2025		5	5115	Cartes bancaires à l'encaissement	618,00	3 239 152,59	3 239 770,59	0,00	3 238 486,59	3 238 486,59	1 284,00	0,00
2025		5	5118	Autres valeurs à l'encaissement	0,00	275,54	275,54	0,00	275,54	275,54	0,00	0,00
2025		5	51511	Compte au Trésor - établissement	14 290 353,78	47 256 326,07	61 546 679,85	0,00	49 022 641,55	49 022 641,55	12 524 038,30	0,00
2025		5	5159	Règlements en cours de traitement	0,00	14 334 469,28	14 334 469,28	0,00	14 334 469,28	14 334 469,28	0,00	0,00
2025		5	531	Caisse	1 716,38	101 848,32	103 564,70	0,00	103 397,90	103 397,90	166,80	0,00
2025		5	5451	REGIE RECETTES HEBERGEMENT	100,00	330 795,26	330 895,26	329,60	356 467,96	356 797,56	0,00	25 902,30
2025		5	585	Virements internes de fonds	0,00	101 240,00	101 240,00	0,00	101 240,00	101 240,00	0,00	0,00
2025		6	6012	Constructions	0,00	535,54	535,54	0,00	535,54	535,54	0,00	0,00
2025		6	6021	Matières consommables	0,00	16 576,28	16 576,28	0,00	16 576,28	16 576,28	0,00	0,00
2025		6	60221	Combustibles	0,00	681,59	681,59	0,00	681,59	681,59	0,00	0,00
2025		6	60222	Produits d'entretien	0,00	2 831,34	2 831,34	0,00	2 831,34	2 831,34	0,00	0,00
2025		6	60223	Fournitures d'atelier et d'usine	0,00	198,60	198,60	0,00	198,60	198,60	0,00	0,00
2025		6	60225	Fournitures de bureau	0,00	9 417,06	9 417,06	0,00	9 417,06	9 417,06	0,00	0,00
2025		6	60228	Autres fournitures consommables	0,00	7 225,04	7 225,04	0,00	7 225,04	7 225,04	0,00	0,00
2025		6	603221	Combustibles	0,00	735,00	735,00	0,00	735,00	735,00	0,00	0,00
2025		6	603225	Fournitures de bureau	0,00	1 455,19	1 455,19	0,00	1 455,19	1 455,19	0,00	0,00

Exercice	Comptabilité	Classe	Compte	Libellé	Débit			Crédit			Solde	
					Bilan d'entrée	Exercice	Total	Bilan d'entrée	Exercice	Total	Débit	Crédit
2025		6	603228	Autres fournitures consommables	0,00	43 805,73	43 805,73	0,00	43 805,73	43 805,73	0,00	0,00
2025		6	60584	Honoraires sur VRD et aménagements	0,00	1 138,46	1 138,46	0,00	1 138,46	1 138,46	0,00	0,00
2025		6	60611	Électricité	0,00	716 225,93	716 225,93	0,00	716 225,93	716 225,93	0,00	0,00
2025		6	60612	Carburants et lubrifiants	0,00	7 826,77	7 826,77	0,00	7 826,77	7 826,77	0,00	0,00
2025		6	60613	Gaz	0,00	40 046,54	40 046,54	0,00	40 046,54	40 046,54	0,00	0,00
2025		6	60614	Chauffage sur réseau	0,00	793 632,17	793 632,17	0,00	793 632,17	793 632,17	0,00	0,00
2025		6	60617	Eau	0,00	207 279,00	207 279,00	0,00	207 279,00	207 279,00	0,00	0,00
2025		6	60618	Autres fournitures non stockables	0,00	1 052,03	1 052,03	0,00	1 052,03	1 052,03	0,00	0,00
2025		6	6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	0,00	225 880,18	225 880,18	0,00	225 880,18	225 880,18	0,00	0,00
2025		6	6064	Fournitures administratives	0,00	45 243,36	45 243,36	0,00	45 243,36	45 243,36	0,00	0,00
2025		6	6065	Linge, vêtements de travail	0,00	18 111,39	18 111,39	0,00	18 111,39	18 111,39	0,00	0,00
2025		6	6067	Fournitures et matériels d'enseignement et de recherch	0,00	340 733,34	340 733,34	0,00	340 733,34	340 733,34	0,00	0,00
2025		6	6068	Autres matières et fournitures non stockées	0,00	41 906,10	41 906,10	0,00	41 906,10	41 906,10	0,00	0,00
2025		6	6095	De matériels, équipements et travaux	0,00	1 202,91	1 202,91	0,00	1 202,91	1 202,91	0,00	0,00
2025		6	6132	Locations immobilières	0,00	713 870,31	713 870,31	0,00	713 870,31	713 870,31	0,00	0,00
2025		6	61355	Location des Installations techniques, matériel et outilla	0,00	35 647,81	35 647,81	0,00	35 647,81	35 647,81	0,00	0,00
2025		6	61358	Location des Autres immobilisations corporelles	0,00	55 012,30	55 012,30	0,00	55 012,30	55 012,30	0,00	0,00
2025		6	6138	Autres locations	0,00	180,00	180,00	0,00	180,00	180,00	0,00	0,00
2025		6	61521	Entretien réparations terrains	0,00	2 286,27	2 286,27	0,00	2 286,27	2 286,27	0,00	0,00
2025		6	61523	Entretien réparations des constructions	0,00	143 034,14	143 034,14	0,00	143 034,14	143 034,14	0,00	0,00
2025		6	615557	Réparation instal techniques matériel outillage Acquis	0,00	24 717,50	24 717,50	0,00	24 717,50	24 717,50	0,00	0,00
2025		6	615558	Réparation instal techniques matériel outillage Autres	0,00	1 806,34	1 806,34	0,00	1 806,34	1 806,34	0,00	0,00
2025		6	615587	Réparation autres immobilisations corporelles Acquises	0,00	8 339,35	8 339,35	0,00	8 339,35	8 339,35	0,00	0,00
2025		6	615588	Réparation autres immobilisations corporelles Autres	0,00	101,06	101,06	0,00	101,06	101,06	0,00	0,00
2025		6	61563	Maintenance des Constructions	0,00	120 401,23	120 401,23	0,00	120 401,23	120 401,23	0,00	0,00
2025		6	61565	Maintenance des Installations techniques, matériel et o	0,00	143 116,25	143 116,25	0,00	143 116,25	143 116,25	0,00	0,00
2025		6	61568	Maintenance des Autres immobilisations corporelles	0,00	332 057,16	332 057,16	0,00	332 057,16	332 057,16	0,00	0,00
2025		6	6161	Multirisques	0,00	34 486,76	34 486,76	0,00	34 486,76	34 486,76	0,00	0,00
2025		6	6162	Assurance obligatoire dommage construction	0,00	20 683,58	20 683,58	0,00	20 683,58	20 683,58	0,00	0,00
2025		6	6163	Assurance transport	0,00	4 537,59	4 537,59	0,00	4 537,59	4 537,59	0,00	0,00
2025		6	617	Études et recherches	0,00	101 470,14	101 470,14	0,00	101 470,14	101 470,14	0,00	0,00
2025		6	6181	Documentation générale et administrative	0,00	7 199,40	7 199,40	0,00	7 199,40	7 199,40	0,00	0,00
2025		6	6183	Documentation technique et pédagogique	0,00	109 811,56	109 811,56	0,00	109 811,56	109 811,56	0,00	0,00
2025		6	6185	Frais de colloques, séminaires, conférences	0,00	19 436,17	19 436,17	0,00	19 436,17	19 436,17	0,00	0,00
2025		6	6212	Gratifications stagiaires	0,00	141 232,17	141 232,17	0,00	141 232,17	141 232,17	0,00	0,00
2025		6	62142	Personnel mis à disposition de l'établissement	0,00	370 223,75	370 223,75	0,00	370 223,75	370 223,75	0,00	0,00
2025		6	6226	Honoraires	0,00	256 900,25	256 900,25	0,00	256 900,25	256 900,25	0,00	0,00
2025		6	6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	229,20	229,20	0,00	229,20	229,20	0,00	0,00
2025		6	6228	Divers	0,00	4 750,36	4 750,36	0,00	4 750,36	4 750,36	0,00	0,00
2025		6	6231	Annonces et insertions	0,00	8 184,78	8 184,78	0,00	8 184,78	8 184,78	0,00	0,00
2025		6	6234	Cadeaux	0,00	114,00	114,00	0,00	114,00	114,00	0,00	0,00
2025		6	6236	Catalogues et imprimés	0,00	1 677,41	1 677,41	0,00	1 677,41	1 677,41	0,00	0,00
2025		6	6237	Publications	0,00	47 686,29	47 686,29	0,00	47 686,29	47 686,29	0,00	0,00
2025		6	6238	Divers	0,00	81 447,02	81 447,02	0,00	81 447,02	81 447,02	0,00	0,00
2025		6	6241	Transports sur achats	0,00	1 148,13	1 148,13	0,00	1 148,13	1 148,13	0,00	0,00
2025		6	6243	Transports entre établissements ou services	0,00	75,00	75,00	0,00	75,00	75,00	0,00	0,00
2025		6	6245	Voyages d'études, visites et sorties pédagogiques	0,00	11 047,51	11 047,51	0,00	11 047,51	11 047,51	0,00	0,00
2025		6	6247	Transports collectifs du personnel	0,00	8 901,72	8 901,72	0,00	8 901,72	8 901,72	0,00	0,00
2025		6	6248	Divers	0,00	5 106,46	5 106,46	0,00	5 106,46	5 106,46	0,00	0,00
2025		6	6251	Voyages et déplacements du personnel	0,00	1 075,11	1 075,11	0,00	1 075,11	1 075,11	0,00	0,00
2025		6	6254	Frais d'inscription aux colloques	0,00	122 999,56	122 999,56	0,00	122 999,56	122 999,56	0,00	0,00
2025		6	62561	Missions de l'EPSCP	0,00	434 194,39	434 194,39	0,00	434 194,39	434 194,39	0,00	0,00
2025		6	62562	Missions étudiants	0,00	150 375,74	150 375,74	0,00	150 375,74	150 375,74	0,00	0,00
2025		6	62563	Missions personnalités extérieures	0,00	99 532,49	99 532,49	0,00	99 532,49	99 532,49	0,00	0,00
2025		6	6257	Réceptions	0,00	150 392,14	150 392,14	0,00	150 392,14	150 392,14	0,00	0,00
2025		6	6258	Divers	0,00	5 423,11	5 423,11	0,00	5 423,11	5 423,11	0,00	0,00
2025		6	626	Frais postaux et frais de télécommunications	0,00	37 484,56	37 484,56	0,00	37 484,56	37 484,56	0,00	0,00
2025		6	6278	Autres frais et commissions	0,00	26 573,31	26 573,31	0,00	26 573,31	26 573,31	0,00	0,00
2025		6	6281	Concours divers	0,00	641 060,17	641 060,17	0,00	641 060,17	641 060,17	0,00	0,00
2025		6	6283	Formation continue du personnel de l'établissement	0,00	142 274,97	142 274,97	0,00	142 274,97	142 274,97	0,00	0,00
2025		6	6284	Frais de recrutement du personnel	0,00	1 788,00	1 788,00	0,00	1 788,00	1 788,00	0,00	0,00
2025		6	6285	Prestations extérieures de gardiennage	0,00	151 845,20	151 845,20	0,00	151 845,20	151 845,20	0,00	0,00
2025		6	6286	Prestation extérieure de nettoyage	0,00	393 318,49	393 318,49	0,00	393 318,49	393 318,49	0,00	0,00
2025		6	6287	Prestations extérieures d'informatique	0,00	230 132,31	230 132,31	0,00	230 132,31	230 132,31	0,00	0,00
2025		6	62881	Participation au service commun	0,00	600,00	600,00	0,00	600,00	600,00	0,00	0,00

Exercice	Comptabilité	Classe	Compte	Libellé	Débit			Crédit			Solde	
					Bilan d'entrée	Exercice	Total	Bilan d'entrée	Exercice	Total	Débit	Crédit
2025		6	62885	Facturation des payes à façon	0,00	14 989,68	14 989,68	0,00	14 989,68	14 989,68	0,00	0,00
2025		6	62888	Autres - divers	0,00	230 014,53	230 014,53	0,00	230 014,53	230 014,53	0,00	0,00
2025		6	6331	Versement de transport	0,00	387 976,17	387 976,17	0,00	387 976,17	387 976,17	0,00	0,00
2025		6	6332	Allocation logement	0,00	95 809,54	95 809,54	0,00	95 809,54	95 809,54	0,00	0,00
2025		6	6338	Autres	0,00	1 882,80	1 882,80	0,00	1 882,80	1 882,80	0,00	0,00
2025		6	6378	Taxes diverses	0,00	13 508,78	13 508,78	0,00	13 508,78	13 508,78	0,00	0,00
2025		6	64111	Rémunérations principales	0,00	18 759 162,40	18 759 162,40	0,00	18 759 162,40	18 759 162,40	0,00	0,00
2025		6	641121	Rémunérations accessoires indexées	0,00	1 512 533,30	1 512 533,30	0,00	1 512 533,30	1 512 533,30	0,00	0,00
2025		6	641122	Rémunérations accessoires non indexées	0,00	55 771,98	55 771,98	0,00	55 771,98	55 771,98	0,00	0,00
2025		6	6412	Congés payés du personnel	0,00	473 071,66	473 071,66	0,00	473 071,66	473 071,66	0,00	0,00
2025		6	64131	Primes et gratifications indexées	0,00	99 139,70	99 139,70	0,00	99 139,70	99 139,70	0,00	0,00
2025		6	64132	Primes et gratifications non indexées	0,00	1 196 579,33	1 196 579,33	0,00	1 196 579,33	1 196 579,33	0,00	0,00
2025		6	64142	Indemnités compensatoires - hausse de CSG	0,00	197 347,74	197 347,74	0,00	197 347,74	197 347,74	0,00	0,00
2025		6	64143	Indemnités et avantages indexés	0,00	1 791,70	1 791,70	0,00	1 791,70	1 791,70	0,00	0,00
2025		6	64144	Indemnités et avantages non indexés	0,00	1 010 587,78	1 010 587,78	0,00	1 010 587,78	1 010 587,78	0,00	0,00
2025		6	6415	Supplément familial	0,00	196 284,91	196 284,91	0,00	196 284,91	196 284,91	0,00	0,00
2025		6	64191	Abattement indemnitaire dans le cadre du transfert prim	0,00	96 245,44	96 245,44	0,00	96 245,44	96 245,44	0,00	0,00
2025		6	6451	Cotisations d'assurance maladie	0,00	2 163 122,48	2 163 122,48	0,00	2 163 122,48	2 163 122,48	0,00	0,00
2025		6	645311	Pensions civiles (cotisations pour le CAS Pensions)	0,00	9 933 392,39	9 933 392,39	0,00	9 933 392,39	9 933 392,39	0,00	0,00
2025		6	64532	CNRACL	0,00	29 108,77	29 108,77	0,00	29 108,77	29 108,77	0,00	0,00
2025		6	64534	CNAV	0,00	668 035,98	668 035,98	0,00	668 035,98	668 035,98	0,00	0,00
2025		6	645351	RAFP	0,00	130 306,71	130 306,71	0,00	130 306,71	130 306,71	0,00	0,00
2025		6	645352	IRCANTEC	0,00	285 660,69	285 660,69	0,00	285 660,69	285 660,69	0,00	0,00
2025		6	64538	Autres	0,00	23 880,00	23 880,00	0,00	23 880,00	23 880,00	0,00	0,00
2025		6	6454	Cotisations à Pôle emploi	0,00	264 771,08	264 771,08	0,00	264 771,08	264 771,08	0,00	0,00
2025		6	6455	Charges sociales sur congés à payer	0,00	254 147,62	254 147,62	0,00	254 147,62	254 147,62	0,00	0,00
2025		6	6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	0,00	1 079 515,38	1 079 515,38	0,00	1 079 515,38	1 079 515,38	0,00	0,00
2025		6	6471	Prestations directes	0,00	74 721,73	74 721,73	0,00	74 721,73	74 721,73	0,00	0,00
2025		6	6474	Œuvres sociales	0,00	5 892,00	5 892,00	0,00	5 892,00	5 892,00	0,00	0,00
2025		6	6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	102 249,48	102 249,48	0,00	102 249,48	102 249,48	0,00	0,00
2025		6	6482	Allocation forfaitaire de télétravail	0,00	4 080,96	4 080,96	0,00	4 080,96	4 080,96	0,00	0,00
2025		6	6483	Forfait mobilité durable	0,00	22 800,00	22 800,00	0,00	22 800,00	22 800,00	0,00	0,00
2025		6	6511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marq	0,00	394 586,99	394 586,99	0,00	394 586,99	394 586,99	0,00	0,00
2025		6	6516	Droits d'auteurs et de reproduction	0,00	5 111,05	5 111,05	0,00	5 111,05	5 111,05	0,00	0,00
2025		6	6518	Autres droits et valeurs similaires	0,00	5 850,00	5 850,00	0,00	5 850,00	5 850,00	0,00	0,00
2025		6	6541	Créances admises en non-valeur	0,00	470,46	470,46	0,00	470,46	470,46	0,00	0,00
2025		6	65734	Charges d'intervention pour compte propre Transferts a	0,00	90 396,00	90 396,00	0,00	90 396,00	90 396,00	0,00	0,00
2025		6	65781	Exonération des droits d'inscription	0,00	94 850,00	94 850,00	0,00	94 850,00	94 850,00	0,00	0,00
2025		6	65788	Autres charges spécifiques - Autres	0,00	622 910,94	622 910,94	0,00	622 910,94	622 910,94	0,00	0,00
2025		6	65811	Pénalités sur contrats ou conventions	0,00	41,39	41,39	0,00	41,39	41,39	0,00	0,00
2025		6	65812	Pénalités, amendes fiscales ou pénales	0,00	37 622,52	37 622,52	0,00	37 622,52	37 622,52	0,00	0,00
2025		6	6583	Charges de gestion provenant de l'annulation de titres c	0,00	54 616,43	54 616,43	0,00	54 616,43	54 616,43	0,00	0,00
2025		6	6588	Autres charges diverses	0,00	28 911,64	28 911,64	0,00	28 911,64	28 911,64	0,00	0,00
2025		6	6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations inco	0,00	4 251 061,55	4 251 061,55	0,00	4 251 061,55	4 251 061,55	0,00	0,00
2025		6	68151	Dotations aux provisions pour risques et charges de for	0,00	250 152,85	250 152,85	0,00	250 152,85	250 152,85	0,00	0,00
2025		7	70113	Actions en prestations	0,00	66 000,00	66 000,00	0,00	66 000,00	66 000,00	0,00	0,00
2025		7	703	Ventes de produits résiduels	0,00	1 281,44	1 281,44	0,00	1 281,44	1 281,44	0,00	0,00
2025		7	70513	Actions en prestations	0,00	7 500,00	7 500,00	0,00	7 500,00	7 500,00	0,00	0,00
2025		7	706211	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux ·	0,00	713 384,00	713 384,00	0,00	713 384,00	713 384,00	0,00	0,00
2025		7	706212	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux ·	0,00	251 507,00	251 507,00	0,00	251 507,00	251 507,00	0,00	0,00
2025		7	706213	Droits de scolarité applicables aux diplômes propres à c	0,00	133 780,00	133 780,00	0,00	133 780,00	133 780,00	0,00	0,00
2025		7	706231	Formation - contrat d'apprentissage	0,00	1 196 797,00	1 196 797,00	0,00	1 196 797,00	1 196 797,00	0,00	0,00
2025		7	70624	Prestations de formation continue	0,00	337 804,63	337 804,63	0,00	337 804,63	337 804,63	0,00	0,00
2025		7	70625	Validation des acquis de l'expérience	0,00	5 500,00	5 500,00	0,00	5 500,00	5 500,00	0,00	0,00
2025		7	70661	Colloques	0,00	16 759,09	16 759,09	0,00	16 759,09	16 759,09	0,00	0,00
2025		7	70662	Prestations de recherche	0,00	2 495 102,70	2 495 102,70	0,00	2 495 102,70	2 495 102,70	0,00	0,00
2025		7	70663	Mesures et expertises	0,00	71 460,06	71 460,06	0,00	71 460,06	71 460,06	0,00	0,00
2025		7	70671	Hébergement	0,00	3 092 207,25	3 092 207,25	0,00	3 092 207,25	3 092 207,25	0,00	0,00
2025		7	70682	Autres prestations de services	0,00	55 825,23	55 825,23	0,00	55 825,23	55 825,23	0,00	0,00
2025		7	7083	Locations diverses	0,00	72 621,86	72 621,86	0,00	72 621,86	72 621,86	0,00	0,00
2025		7	7084	Mise à disposition de personnel facturée	0,00	271 145,09	271 145,09	0,00	271 145,09	271 145,09	0,00	0,00
2025		7	7088	Autres produits d'activités annexes	0,00	203 545,56	203 545,56	0,00	203 545,56	203 545,56	0,00	0,00
2025		7	74111	Subvention pour charges de service public (SCSP)	0,00	33 587 556,00	33 587 556,00	0,00	33 587 556,00	33 587 556,00	0,00	0,00
2025		7	74118	Autres subventions	0,00	36,22	36,22	0,00	36,22	36,22	0,00	0,00
2025		7	74128	Autres subventions	0,00	516 649,21	516 649,21	0,00	516 649,21	516 649,21	0,00	0,00

Exercice	Comptabilité	Classe	Compte	Libellé	Débit			Crédit			Solde	
					Bilan d'entrée	Exercice	Total	Bilan d'entrée	Exercice	Total	Débit	Crédit
2025		7	741311	ANR IA et revenus de la dotation non consomptible	0,00	2 052 538,96	2 052 538,96	0,00	2 052 538,96	2 052 538,96	0,00	0,00
2025		7	741312	ANR hors IA	0,00	4 847 643,20	4 847 643,20	0,00	4 847 643,20	4 847 643,20	0,00	0,00
2025		7	7442	Région	0,00	958 934,38	958 934,38	0,00	958 934,38	958 934,38	0,00	0,00
2025		7	7444	Communes et groupements de communes	0,00	172 117,30	172 117,30	0,00	172 117,30	172 117,30	0,00	0,00
2025		7	7446	Union européenne	0,00	1 045 750,23	1 045 750,23	0,00	1 045 750,23	1 045 750,23	0,00	0,00
2025		7	7447	Organismes internationaux	0,00	34 654,92	34 654,92	0,00	34 654,92	34 654,92	0,00	0,00
2025		7	7481	Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'ex	0,00	618 406,76	618 406,76	0,00	618 406,76	618 406,76	0,00	0,00
2025		7	7488	Autres	0,00	1 592 170,58	1 592 170,58	0,00	1 592 170,58	1 592 170,58	0,00	0,00
2025		7	7511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marq	0,00	75 806,42	75 806,42	0,00	75 806,42	75 806,42	0,00	0,00
2025		7	75712	Taxe affectée CVEC	0,00	142 929,83	142 929,83	0,00	142 929,83	142 929,83	0,00	0,00
2025		7	7578	Autres produits spécifiques	0,00	1 522,80	1 522,80	0,00	1 522,80	1 522,80	0,00	0,00
2025		7	7583	Produits de gestion provenant de l'annulation de demar	0,00	18 444,47	18 444,47	0,00	18 444,47	18 444,47	0,00	0,00
2025		7	7584	Contentieux	0,00	10 100,00	10 100,00	0,00	10 100,00	10 100,00	0,00	0,00
2025		7	7588	Autres produits divers	0,00	183 601,41	183 601,41	0,00	183 601,41	183 601,41	0,00	0,00
2025		7	7813	Quote-part reprise au résultat des financements rattach	0,00	1 907 683,53	1 907 683,53	0,00	1 907 683,53	1 907 683,53	0,00	0,00
2025		7	78151	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonc	0,00	125 210,29	125 210,29	0,00	125 210,29	125 210,29	0,00	0,00
2025		7	791	Transfert de charges de fonctionnement	0,00	21 799,66	21 799,66	0,00	21 799,66	21 799,66	0,00	0,00
2025		8	890	Bilan d'ouverture	122 550 659,10	0,00	122 550 659,10	122 550 659,10	0,00	122 550 659,10	0,00	0,00

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

2 rue Nicolas Joseph Cugnot
35000 Rennes

INSA RENNES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Forvis Mazars
Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Siège social : 20 boulevard Ferdinand de Lesseps - 76000 ROUEN
Capital de 336 000 euros - RCS Rouen 318 610 623

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

INSA Rennes
Établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel
20 avenue des Buttes de Coesmes, 35700 Rennes
Numéro SIRET : 193 500 972 00016

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres du conseil d'administration de l'INSA Rennes,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'INSA Rennes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'ordonnateur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des données budgétaires.

Responsabilités de l'ordonnateur, de l'agent comptable et des personnes constituant la gouvernance, relatives aux comptes annuels

Il appartient à l'agent comptable, en relation avec l'ordonnateur, d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'ordonnateur d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, et à l'agent comptable de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés conjointement par l'ordonnateur et l'agent comptable.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Rennes, 11/3/2026

DocuSigned by:
8DA73F1361944E8...

Ludovic SEVESTRE

Associé

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

INSA INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

COMPTE FINANCIER 2025

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

BILAN - Partie ACTIF				
ACTIF	**MONTANT BRUT**	**AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS**	**MONTANT NET**	**TOTAUX EX.ANTERIEUR**
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	1 196 339,22	792 577,03	403 762,19	371 870,38
Immobilisations corporelles	**80 546 277,06**	**46 259 429,49**	**34 286 847,57**	**35 827 501,32**
Terrains	11 044 152,60	0,00	11 044 152,60	11 044 152,60
Constructions	43 338 053,85	26 732 405,09	16 605 648,76	17 458 261,04
Installations techniques, matériels, et outillages	14 872 952,95	11 534 685,13	3 338 267,82	3 395 914,69
Collections	5 819,58	5 819,58	0,00	0,00
Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	10 097 399,99	7 986 519,69	2 110 880,30	2 123 747,49
Immobilisations mises en concesssion	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	1 155 317,58	0,00	1 155 317,58	1 730 684,57
Avances et acomptes sur commandes	32 580,51		32 580,51	74 740,93
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	12 500,00	0,00	12 500,00	12 500,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**81 755 116,28**	**47 052 006,52**	**34 703 109,76**	**36 211 871,70**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	45 668,92	0,00	45 668,92	44 270,09
Créances	**6 354 379,35**	**0,00**	**6 354 379,35**	**7 043 707,07**
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la commission européenne	4 984 246,16		4 984 246,16	5 735 047,74
Créances clients et comptes rattachés	1 354 676,60	0,00	1 354 676,60	1 222 610,99
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00		0,00	0,00
Avances et acomptes versés sur commandes	13 628,86		13 628,86	0,00
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00		0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs	1 827,73	0,00	1 827,73	86 048,34
Charges constatées d'avance (dont prime de remboursement des emprunts)	108 556,99		108 556,99	129 237,76
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	**6 508 605,26**	**0,00**	**6 508 605,26**	**7 217 214,92**
TRESORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	12 528 650,24		12 528 650,24	14 292 688,16
Autres	0,00		0,00	0,00
TOTAL TRESORERIE	**12 528 650,24**	**0,00**	**12 528 650,24**	**14 292 688,16**
Comptes de régularisation	0,00		0,00	0,00
Ecarts des conversion Actif	0,00		0,00	0,00
TOTAL GENERAL	**100 792 371,78**	**47 052 006,52**	**53 740 365,26**	**57 721 774,78**

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

BILAN - Partie PASSIF		
PASSIF	MONTANT	TOTAUX EX.ANTERIEUR
FONDS PROPRES		
Financements reçus	**26 955 092,52**	**27 921 682,50**
Financement de l'actif par l'Etat	24 157 985,04	25 248 320,46
Financement de l'actif par des tiers	2 797 107,48	2 673 362,04
Ecarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	12 421 457,86	12 421 457,86
Report à nouveau	1 682 197,77	3 272 803,45
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-1 332 139,48	-1 838 691,75
Provisions réglementées	0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES	**39 726 608,67**	**41 777 252,06**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	25 700,00	61 573,20
Provisions pour charges	2 840 159,68	2 679 343,92
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**2 865 859,68**	**2 740 917,12**
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts souscrits auprès des établessements financiers	0,00	0,00
Dettes financières et autres emprunts	424 870,66	420 543,54
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	**424 870,66**	**420 543,54**
DETTES NON FINANCIERES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 333 316,81	1 235 109,79
Dettes fiscales et sociales	1 437 127,60	1 197 949,83
Avances et acomptes reçus	4 145 606,15	5 434 370,45
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs	352 457,90	0,00
Autres dettes non financières	115 401,96	568 372,76
Produits constatés d'avance	3 313 213,53	4 347 029,63
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	**10 697 123,95**	**12 782 832,46**
TRESORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	25 902,30	229,60
TOTAL TRESORERIE	**25 902,30**	**229,60**
Comptes de régularisation	0,00	0,00
Ecarts de conversion Passif	0,00	0,00
TOTAL GENERAL	**53 740 365,26**	**57 721 774,78**

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

Compte de résultat - Partie CHARGES		
CHARGES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats	27 277,12	46 669,09
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	6 565 747,96	7 088 116,88
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	22 450 933,39	21 984 360,29
Charges sociales	14 462 943,30	13 701 650,79
Intéressement et participation	0,00	0,00
Autres charges de personnel	140 140,89	203 212,61
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	1 560 343,05	1 056 332,58
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	4 501 214,40	3 990 041,90
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**49 708 600,11**	**48 070 384,14**
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositif d'intervention pour compte propre		
Transfert aux ménages	0,00	0,00
Transfert aux entreprises	0,00	0,00
Transfert aux collectivités territoriales	0,00	0,00
Transfert aux autres entités	90 396,00	0,00
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	**90 396,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES DE FONTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	**49 798 996,11**	**48 070 384,14**
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges d'intérêt	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES	**0,00**	**0,00**
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES	**49 798 996,11**	**48 070 384,14**

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

Compte de résultat - Partie PRODUITS		
PRODUITS	**Exercice N**	**Exercice N-1**
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	**39 252 342,24**	**37 758 027,27**
Subventions pour charges de service public	33 587 556,00	32 945 057,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	5 521 856,41	4 662 880,84
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Produits de la fiscalité affectée	142 929,83	150 089,43
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	**7 165 441,44**	**6 368 744,83**
Ventes de biens ou prestations de services	6 950 181,38	6 164 998,60
Produits de cessions d'éléments d'actif	0,00	0,00
Autres produits de gestion	215 260,06	203 746,23
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0,00	0,00
Autres produits	**2 049 072,95**	**2 104 920,29**
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	141 389,42	60 254,75
Reprises du financement rattaché à un actif	1 907 683,53	2 044 665,54
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**48 466 856,63**	**46 231 692,39**
PRODUITS FINANCIERS		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)	**1 332 139,48**	**1 838 691,75**
TOTAL PRODUITS	**49 798 996,11**	**48 070 384,14**

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

INSA INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

PREAMBULE

L'annexe fait partie intégrante des états financiers. Elle ne peut se substituer au bilan et au compte de résultat qu'elle complète et commente.

Les informations fournies dans l'annexe contribuent à donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'organisme. Elles permettent d'expliquer ou de préciser le contenu de certains postes du bilan et du compte de résultat.

L'annexe apporte également certains éclairages sur l'activité de l'organisme et l'environnement dans lequel il évolue.

Le contenu de l'annexe doit être analysé au regard du principe fondamental qu'est l'importance significative des informations retenues.

L'Agent Comptable est chargé de la tenue et de l'établissement des comptes, et élabore l'annexe.

Ce document est établi conformément aux dispositions du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (dit « décret GBCP ») qui fixe un cadre budgétaire et comptable commun à l'ensemble des organismes relevant de son champ d'application et plus particulièrement au recueil des normes comptables.

Le recueil des normes comptables des organismes dépendant de l'Etat comporte 21 normes.

L'exercice comptable a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2025.

L'annexe porte sur les comptes agrégés de l'Institut National des Sciences Appliquées de Rennes (INSA).

La présente annexe est exprimée en monnaie euros et les montants peuvent être exprimés en décimales d'euros, en milliers d'euros (K€) ou en millions (M€).

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

INSA INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

TABLE DES MATIERES

COMPTE FINANCIER 2025 1
PREAMBULE 2
LES FAITS CARACTERISTIQUES 5
PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES 7
LE RESULTAT 10
LES CHARGES ET PRODUITS 11
LE BILAN 15
LES IMMOBILISATIONS 15
LES FINANCEMENTS D'ACTIFS 16
TABLEAU DES FONDS PROPRES 17
LES DETTES FINANCIERES 17
LES PROVISIONS 18
LES STOCKS 20
LES DETTES ET CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT 20
LES COMPOSANTES DU BILAN 23
LES CONTRATS A LONG TERME 24
AUTRES INFORMATIONS 26

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

LES FAITS CARACTERISTIQUES

1] Les évènements institutionnels.

a) Introduction au 1er janvier 2025 de critères de soutenabilité pour définir l'équilibre d'un budget

En outre, applicable dès le 1er janvier 2025, le décret n°2024-1108 du 2 décembre 2024 - art. 8 est venu modifier l'article R719-61 du code de l'éducation et a introduit une condition de soutenabilité pour qu'un budget puisse être considéré en équilibre réel. Cette condition de soutenabilité est satisfaite notamment lorsque certains seuils pour la trésorerie, le fonds de roulement et les charges de personnels sont respectés. C'est l'arrêté du 5 décembre 2024 qui a défini ses seuils et leurs modalités de calcul pour les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel du ministère chargé de l'enseignement supérieur comme l'INSA Rennes. Or, ces indicateurs illustraient ce que l'établissement avait déjà mesuré : une dégradation de sa situation financière depuis 2023.

Par ailleurs, en mai 2025, un débat d'orientation budgétaire a été adopté par l'organe délibérant. Il s'agissait de définir les grandes lignes directrices qui cadreront l'élaboration du budget 2026 et impacteront les orientations budgétaires et les données comptables pour les années à venir. Dès lors, sur l'exercice 2025, des premières mesures ont impacté le volume des dépenses et ont guidé des choix stratégiques.

Enfin, l'organe délibérant, réuni en séminaire le 11 décembre 2025, a pris connaissance du plan de redressement budgétaire volontaire 2026/2028.

2) Evolution de la masse salariale

Globalement, les charges de personnels augmentent de près de 3,1% par rapport à 2024 ; cette augmentation étant inégalement répartie entre les salaires (+2,1%) et les charges sociales (+5,3%).

Concernant les salaires et traitements, comme pour les années précédentes, outre le l'augmentation liée au glissement vieillesse technicité (GVT) – la rémunération d'un fonctionnaire augmentant automatiquement avec l'ancienneté en référence à des grilles indiciaires de la fonction publique – la masse salariale évolue en fonction des recrutements liés aux contrats de recherche, de la mise à jour des régimes indemnitaires ou de politique nationale de revalorisation (doctorants).

L'augmentation des charges sociales ne se limite pas à la retranscription logique des hausses salariales, mais est surtout due à l'augmentation de la contribution au compte d'affectation spéciale (CAS) « pensions » (cf. Section/Charges et produits).

3) Projets de recherche et de formation

Sur les seuls contrats de recherche, 43 contrats ont été signés en 2025 pour un chiffre d'affaires budgétaire potentiel total - sur l'ensemble des exercices à venir - de 3,8 M€ (hors reversement). 150 contrats de recherche seront ainsi en cours au 31 décembre 2025.

Pour les contrats d'enseignement et de formation, on dénombre 11 contrats actifs au 31/12/2025.

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

4) Investissements

La valeur brute totale des immobilisations 2025 augmente de 2,7 M€ par rapport à 2024.

Les investissements 2025 sur fonds propres ont été moins importants, en conformité avec les orientations décidées par l'organe délibérant et arrêtées dans le cadre du plan volontaire de redressement.

Les équipements informatiques (1,4 M€) dont 220 k€ de logiciels, les travaux (0,6 M€) et l'acquisition d'équipements scientifiques (0,3 M€) constituent les principaux postes de charges.

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

INSA INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'INSA Rennes, Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP) ont été établis selon les principes comptables repris par l'instruction comptable commune de la direction générale des finances publiques du 3 décembre 2024.

1] Les conventions de recherche.

La méthodologie appliquée est celle décrite dans l'Instruction Comptable Commune (ICC) relative aux « modalités de comptabilisation des subventions reçues » et des « modalités de comptabilisation des opérations pluriannuelles ».

Les produits liés aux subventions de fonctionnement et contrats pluriannuels sont constatés à l'avancement, pour un montant équivalent à la dépense.

Concernant le traitement des contrats pluriannuels, la Direction de la Recherche considère ne pas avoir les outils nécessaires pour estimer de façon fiable le résultat à terminaison. Comme autorisé par l'ICC sur les contrats pluriannuels, l'établissement a donc appliqué le principe de prudence conduisant à ne constater aucun bénéfice. Aucune provision pour perte à terminaison n'est comptabilisée en raison de l'absence de contrat déficitaire.

Les produits liés aux frais de gestion de ces conventions font l'objet d'une comptabilisation au fur et à mesure des dépenses engagées en rapport aux contrats.

2] La contribution vie étudiante et de campus.

Cette contribution versée par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) est comptabilisée en fiscalité affectée. Ces modalités et notamment le calendrier de versement ont été fixées par le décret 2022-1509 du 01/12/2022 qui prévoit les comptabilisations suivantes :

- Un 1er versement au plus tard le 20/01/N+1 d'un montant correspondant à 100% des droits prévus à l'article D841-5 du code de l'éducation (=part fixe) ;
- Un 2nd versement, au plus tard le 31/07/N+1 (date butoir) correspondant aux droits relatifs aux assujettis inscrits après le 15/10/N (=part fixe) ainsi que la part variable.

Depuis cette réforme, cela conduit à une comptabilisation du produit sur une seul exercice comptable. En 2025, le montant perçu est de 143 K€.

3] Les immobilisations.

Les immobilisations appartenant à l'établissement sont évaluées à leur coût d'acquisition déterminé par l'addition des éléments suivants :

- Prix d'achat,
- Frais accessoires,
- Charges directement liées à l'acquisition et à la mise en état d'utilisation du bien,
- Charges indirectes dans la mesure où elles peuvent être rattachées à cette acquisition.

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

Elles sont évaluées à leur montant hors taxes, toutes taxes comprises ou mixte selon leur destination (formation, recherche ou mixte).

L'amortissement est calculé selon la **méthode linéaire, au « prorata temporis** » à compter de la date d'acquisition ou de la mise en service de l'immobilisation (amortissement « linéaire décalé » pratiqué auparavant).

Les durées d'amortissement par type d'actif sont les suivantes :

Compte	Libellé	Durée
20531	Logiciels	3
20532		
2058		
21216	Agencements et aménagements de terrains	20
21226		
21228		
212556		
213156	Ensembles immobiliers administratifs et commerciaux (A, B) - Mis à disposition	50
213556	Installations générales, agencements Ensembles immobiliers administratifs et commerciaux Mis à disposition	20
215147	Installations complexes	50
21547	Matériel	5
21548		
21557	Outillage	5
21558		
21567	Matériel d'enseignement	10
21568		
21577	Agencements et aménagements du matériel et outillage	5
21578		
216	Collections	5
21827	Matériel de transport	5
21828		
218317	Matériel de bureau	10
218318		
218327	Matériel informatique	3
218328		
21847	Mobilier	10
21848		
21887	Matériels divers	10
21888		

S'agissant plus particulièrement des biens comptabilisés dans le cadre de l'opération « Patrimoine » réalisée en 2018, le conseil d'administration a, par délibération n°2018-77, fixé à 20 ans la durée d'amortissement résiduelle des bâtiments intégrés.

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

4] Les immobilisations financières.

Les participations acquises à titre onéreux, les créances rattachées à des participations ainsi que les autres immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût, constitué du prix d'achat et de tous les directement attribuables. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes sont inclus dans le coût d'acquisition.

Les dépôts et cautionnement sont comptabilisés pour le montant versé.

5] Les stocks.

Les stocks sont comptabilisés selon la méthode du premier entré-premier sorti.

6] Autres.

- *Les bourses de mobilité.*

Les bourses de mobilité Erasmus sont suivies en opérations pour compte de tiers.

Chaque convention fait ainsi l'objet d'un suivi individualisé, par destination et par année universitaire, sur les subdivisions du compte C/4671.

Les fonds en surplus sont définitivement acquis par l'établissement et donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes.

Pour mémoire, le rapport d'audit Erasmus des 12 et 13 novembre 2024 a mis en avant la qualité de la mise en œuvre des projets Erasmus au sein de l'établissement et n'a relevé aucun point de non-conformité. Les mêmes procédures et méthodes ont donc été reconduites en 2025.

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

INSA INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

LE RESULTAT

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

INSA INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

LES CHARGES ET PRODUITS

Normes 2 et 4.

Compte de résultat - Partie CHARGES		
CHARGES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats	27 277,12	46 669,09
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	6 565 747,96	7 088 116,88
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	22 450 933,39	21 984 360,29
Charges sociales	14 462 943,30	13 701 650,79
Intéressement et participation	0,00	0,00
Autres charges de personnel	140 140,89	203 212,61
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	1 560 343,05	1 056 332,58
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	4 501 214,40	3 990 041,90
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**49 708 600,11**	**48 070 384,14**
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositif d'intervention pour compte propre		
Transfert aux ménages	0,00	0,00
Transfert aux entreprises	0,00	0,00
Transfert aux collectivités territoriales	0,00	0,00
Transfert aux autres entités	90 396,00	0,00
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	**90 396,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES DE FONTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	**49 798 996,11**	**48 070 384,14**
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges d'intérêt	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES	**0,00**	**0,00**
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES	**49 798 996,11**	**48 070 384,14**

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

Le montant total des charges évolue de près de 1,7 M€.

Les traitements et salaires du personnel augmentent (+466 K€) principalement pour les mêmes raisons que l'année précédente :

- le GVT (glissement vieillesse technicité),
- la masse salariale liée au contrat de recherche,
- ou l'évolution des régimes indemnitaires Ripec et Ifse (carte cible 2027).

Mais c'est surtout l'augmentation des charges sociales qui progresse fortement en 2025 : + 761 k€. Cette variation s'explique essentiellement par l'augmentation de la contribution au compte d'affectation spéciale (CAS) 'pensions'. Ce compte - créé à l'article 51 de la loi de finances pour 2006 sur le fondement de l'article 21 de la loi organique relative aux lois de finances - retrace l'ensemble des recettes et des dépenses de retraite et d'invalidité dont l'État a la charge, au bénéfice des fonctionnaires civils de l'État notamment.

Par ailleurs, le décret n° 2025-1341 du 26 décembre 2025, publié au Journal officiel du dimanche 28 décembre, acte une hausse, au 1er janvier 2026, de quatre points du taux de la contribution employeur due au CAS 'pensions' au titre des fonctionnaires civils de l'État. En conséquence, les provisions relatives au Compte Épargne-Temps (CET) et congés payés ont été réévaluées.

Cet élément constitue donc un sujet d'attention pour cet exercice 2025 (ainsi que pour les suivants). Il est nécessaire de le suivre avec acuité tant au niveau des montants en charge qu'en conséquence sur le résultat dès lors qu'il est rapproché des produits (cf. ci-dessous).

Par ailleurs, il est à noter qu'en termes de masse la baisse des charges de consommations de marchandises (env. –500 k€) par rapport à l'année dernière se « neutralise » avec l'augmentation des charges de fonctionnement de près de 504 k€ (cf. rapport ordonnateur compte financier 2025).

Enfin en 2025, comme l'année passée, la dotation aux amortissements est en hausse (+511 K€) ; conséquence des d'investissements des années passées (cf. rubrique amortissements) et de l'augmentation des provisions (cf. supra).

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

Compte de résultat - Partie PRODUITS		
PRODUITS	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	**39 252 342,24**	**37 758 027,27**
Subventions pour charges de service public	33 587 556,00	32 945 057,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	5 521 856,41	4 662 880,84
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Produits de la fiscalité affectée	142 929,83	150 089,43
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	**7 165 441,44**	**6 368 744,83**
Ventes de biens ou prestations de services	6 950 181,38	6 164 998,60
Produits de cessions d'éléments d'actif	0,00	0,00
Autres produits de gestion	215 260,06	203 746,23
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0,00	0,00
Autres produits	**2 049 072,95**	**2 104 920,29**
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	141 389,42	60 254,75
Reprises du financement rattaché à un actif	1 907 683,53	2 044 665,54
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**48 466 856,63**	**46 231 692,39**
PRODUITS FINANCIERS		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
TOTAL PRODUITS	**48 466 856,63**	**46 231 692,39**

Les produits sont également en progression de 2,24 M€. Ainsi, en comptabilité générale, contrairement à l'année précédente, plusieurs augmentations de recettes sont observées :

- subvention pour charges de service public (+642 k€),
- subventions de fonctionnement (+859 k€),
- ventes de produits et prestations (+785 k€).

Les détails des recettes sont expliqués dans le rapport de l'ordonnateur.

Cependant, et comme indiqué dans le rapport précité, il convient d'observer que l'établissement a bénéficié d'un trop perçu de SCSP de 263 k€. Ce trop-perçu devrait être défalqué de la subvention de 2026. Le ministère ne pouvant pas modifier les notifications et versements, un avoir a été comptabilisé en 2025.

Par ailleurs, en masse, ces produits ne couvrent pas les charges. A titre d'exemple, en 2025, l'augmentation de la SPCSP + 642 K€ (ou + 379 K€ en ne tenant pas compte du trop-perçu) ne couvre pas l'augmentation des charges sociales + 761 K€.

Mis à part les reprises de financements rattachés à des actifs de (-137 k€, opération pour ordre), il n'y a pas d'autres variations notables.

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

Dès lors, même si l'augmentation des charges de 2025 (+1,7 M€) est inférieure à celle des produits (+2,2 M€) et que l'établissement enregistre ainsi une variation de +506 k€, il n'en demeure pas moins qu'au global, les produits ne couvrent pas les charges, ce qui conduit à une perte au compte de résultat de 1 332 k€ (contre 1 838 k€ en 2024).

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

INSA INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

LE BILAN

LES IMMOBILISATIONS

Normes 5-6-7.

1] Les entrées/sorties 2025

Par délibération n°2016-39 du 30 juin 2016, le conseil d'administration a approuvé une mesure dérogatoire au principe d'imputation en section d'investissement de toute acquisition d'un matériel d'une valeur unitaire égale ou supérieure à 800 € HT pour l'acquisition de matériel informatique et imprimante. Pour ce type de matériel, l'imputation en section d'investissement s'effectue dès 400 € HT.

Les immobilisations ont évolué comme suit :

4. Tableau des immobilisations

Rubriques et postes	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Par virement de poste à poste	Acquisitions/ Mises à disposition / Transferts	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles	**966 387,83**	**19 310,10**	**210 641,29**	**0,00**	**0,00**	**1 196 339,22**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	965 859,83	19 310,10	200 391,29	0,00	0,00	1 185 561,22
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	528,00	0,00	10 250,00	0,00	0,00	10 778,00
Immobilisations corporelles	**76 268 191,76**	**1 242 501,52**	**1 877 024,06**	**26 509,72**	**2 828,65**	**79 358 378,97**
Terrains	11 044 152,60	0,00	7 199,62	7 199,62	0,00	11 044 152,60
Constructions	42 102 751,95	1 235 301,90	0,00	0,00	0,00	43 338 053,85
Installations techniques, matériels, et outillage	13 835 442,86	7 199,62	1 052 427,35	19 310,10	2 806,78	14 872 952,95
Collections	5 819,58	0,00	0,00	0,00	0,00	5 819,58
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	9 280 024,77	0,00	817 397,09	0,00	21,87	10 097 399,99
Immobilisations corporelles en cours	1 805 425,50	76,78	710 265,32	1 288 178,83	39 690,68	1 187 898,09
Participations et créances rattachées à des participations	**12 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 500,00**
Titres de participation	12 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00
Autres immobilisations finacières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAUX	**79 052 505,09**	**1 261 888,40**	**2 797 930,67**	**1 314 688,55**	**42 519,33**	**81 755 116,28**

Les éléments présentés dans le tableau ci avant correspondent aux flux débiteurs et créditeurs de la balance et du grand livre.

Au niveau des diminutions, il est à noter le virement de poste à poste des charges de la réfection d'étanchéité des toitures des bâtiments 9 et 10, du poste « immobilisations en cours » vers le poste « immobilisations corporelles », pour un montant total de 1 235 301,90 €.

La rubrique « cessions » concerne des réductions en 2025 de services faits d'exercices antérieurs. En outre, comme indiqué dans la rubrique charges, il est précisé que, par délibération n°2025.12.11-08 en sa séance du 11 décembre 2025, l'organe délibérant a autorisé un amortissement exceptionnel de 39 688.42 € des frais de mission de maîtrise d'œuvre, à la suite de l'annulation du programme de rénovation partielle des bâtiments 2, 5, 6, 7, 9, 10 et 11 de l'INSA (rubrique « immobilisations corporelles en cours »).

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

2] Les immobilisations financières

- Pas de sujet

3] les dotations aux amortissements 2025.

Les dotations aux amortissements constatées en 2025 ont été les suivantes :

5. Tableau des amortissements				
Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	**594 517,45**	**198 059,58**	**0,00**	**792 577,03**
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	**593 989,45**	**195 364,21**	**0,00**	**789 353,66**
Autres immobilisations incorporelles	**528,00**	**2 695,37**	**0,00**	**3 223,37**
Immobilisations corporelles	42 246 115,94	4 053 001,97	39 688,42	46 259 429,49
Constructions	**24 644 490,91**	**2 127 602,60**	**39 688,42**	**26 732 405,09**
Installations techniques, matériels, et outillage	**10 439 528,17**	**1 095 156,96**	**0,00**	**11 534 685,13**
Collections	**5 819,58**	**0,00**	**0,00**	**5 819,58**
Autres immobilisations corporelles	**7 156 277,28**	**830 242,41**	**0,00**	**7 986 519,69**
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations finacières				
TOTAUX	**42 840 633,39**	**4 251 061,55**	**39 688,42**	**47 052 006,52**

Sur ce sujet, l'intégration définitive des travaux de toiture en 2025 génère une augmentation des amortissements.

> Il convient d'observer que l'établissement s'est doté fin 2025 d'un outil informatique de suivi de l'inventaire comptable (Neptune) dans le cadre de l'amélioration continue. L'ensemble des biens précédemment comptabilisés a été intégralement reconstitué dans ce nouveau logiciel. Le recollement avec les balances d'entrée et le report des opérations d'exercice, tant au niveau des biens acquis que des amortissements, ont été opérés. En 2026, la base du logiciel de comptabilité générale sera interfacée et synchronisée avec ce nouvel outil.

LES FINANCEMENTS D'ACTIFS

Norme 20.

Les financements externes de l'actif (subventions d'investissement) sont comptabilisés selon le principe du droit constaté. Sur la base du fléchage des immobilisations, l'établissement reprend la quote-part de financement au même rythme que les amortissements.

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

6. Tableau des financements de l'actif									
Rubriques et postes	Cumul au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions				Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Produits à reçevoir	Financements reconstitués suite à la reprise de la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Extourne	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR L'ETAT	**25 248 320,46**	**457 004,16**	**294 635,81**	**0,00**	**1 671 298,42**	**170 676,97**	**0,00**	**0,00**	**24 157 985,04**
Financements non rattachés à un actif	**1 951 269,58**	**326 300,00**	**92 396,37**	**0,00**		**15 677,78**	**0,00**	**0,00**	**2 354 288,17**
									0,00
Financements rattachés à un actif	**23 297 050,88**	**130 704,16**	**202 239,44**	**0,00**	**1 671 298,42**	**154 999,19**	**0,00**	**0,00**	**21 803 696,87**
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	932 296,97	0,00		**0,00**	49 440,02			0,00	**882 856,95**
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	22 007 883,39	0,00		**0,00**	1 556 656,89			0,00	**20 451 226,50**
- Financement des autres actifs :		0,00		**0,00**					**0,00**
État	28 030,96	0,00		**0,00**	27 687,93			0,00	**343,03**
Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	2 344,12	82 390,97		**0,00**	2 750,98			0,00	**81 984,11**
Autres	326 495,44	48 313,19	202 239,44	**0,00**	34 762,60	154 999,19		0,00	**387 286,28**
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	**2 673 362,04**	**690 455,57**	**216 667,79**	**0,00**	**236 385,11**	**542 992,81**	**-4 000,00**	**4 000,00**	**2 797 107,48**
Financements non rattachés à un actif	1 741 131,20	148 100,00	182 321,88	0,00	0,00	505 968,81	-4 000,00	4 000,00	**1 561 584,27**
- Régions	440 535,93	38 000,00	8 391,48	**0,00**		5 656,12	0,00	0,00	**481 271,29**
- Départements	21 815,49	0,00		**0,00**		6 815,49	0,00	0,00	**15 000,00**
- Communes et groupements de communes	663 669,32	110 100,00	72 424,08	**0,00**		3 210,24	-4 000,00	4 000,00	**838 983,16**
- Autres collectivités et établissement publics	124 823,50		784,32	**0,00**			0,00	0,00	**125 607,82**
- Union Européenne	490 286,96	0,00	100 000,00	**0,00**		490 286,96	0,00	0,00	**100 000,00**
- Autres organismes	0,00	0,00	722,00	**0,00**			0,00	0,00	**722,00**
- Autres	0,00	0,00					0,00	0,00	**0,00**
Financements rattachés à un actif	**932 230,84**	**542 355,57**	**34 345,91**	**0,00**	**236 385,11**	**37 024,00**	**0,00**	**0,00**	**1 235 523,21**
- Régions	324 507,21	0,00		0,00	90 181,43			0,00	**234 325,78**
- Départements	115 988,23	25 000,00		0,00	39 181,47			0,00	**101 806,76**
- Communes et groupements de communes	260 237,11	49 355,57	11 202,70	0,00	87 281,89	16 780,88		0,00	**216 732,61**
- Autres collectivités et établissement publics	17 145,99	12 000,00		0,00	5 817,72			0,00	**23 328,27**
- Union Européenne	194 109,19	456 000,00	23 143,21	0,00	13 650,79			0,00	**659 601,61**
- Autres organismes	0,00	0,00		0,00	271,81			0,00	**-271,81**
- Autres	20 243,11	0,00		0,00		20 243,12		0,00	**-0,01**
TOTAUX	**27 921 682,50**	**1 147 459,73**	**511 303,60**	**0,00**	**1 907 683,53**	**713 669,78**	**-4 000,00**	**4 000,00**	**26 955 092,52**

TABLEAU DES FONDS PROPRES

Voici le tableau des fonds propres 2025

En €	31/12/2024	Subventions reçues	Amortissement des subventions	Affectation résultat et report à nouveau N-1	Correction d'erreur	Résultat N	31/12/2025
Financements de l'actif - Etat	25 248 320	580 963	(1 671 298)				24 157 985
Financements autres que l'Etat	2 673 362	364 131	(236 385)		(4 000)		2 797 107
Réserves	12 421 458						12 421 458
Report à nouveau	3 272 803			(1 838 692)	248 086		1 682 198
Résultat de l'exercice	(1 838 692)			1 838 692		(1 332 139)	(1 332 139)
Total fonds propres	**41 777 252**	**945 094**	**(1 907 684)**	**(0)**	**244 086**	**(1 332 139)**	**39 726 609**

LES DETTES FINANCIERES

Norme 11.

1] Les dépôts et cautionnements.

Les dettes financières sont limitées aux seuls dépôts de garantie et cautionnements versés par les étudiants bénéficiaires d'un logement.

Le montant du compte C/1655 évolue au fil des années universitaires puisqu'il enregistre en débit les restitutions des dépôts de garantie lors du départ des locataires et en crédit la réception du dépôt des nouveaux locataires.

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

Au regard de la durée de la scolarité de 5 années, ces cautions demeurent inscrites plusieurs années dans les livres de l'établissement.

Le tableau suivant indique le montant cumulé des cautions enregistrées en comptabilité en 2025, soit 424 870,66 €, dont 20 k€ postérieures à 2020 (5 ans).

9. Tableau des dettes

Rubriques et postes	Montants	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus d'5 ans
Dettes financières	**424 870,66**	**20 312,00**	**404 558,66**	**0,00**
- Dettes financières et autres emprunts	424 870,66	20 312,00	404 558,66	0,00
		0,00	0,00	0,00
Dettes non financières	**10 697 126,95**	**10 618 247,84**	**78 879,11**	**0,00**
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 333 316,81	1 254 437,70	78 879,11	0,00
- Dettes fiscales et sociales	1 437 130,60	1 437 130,60	0,00	0,00
- Avances et acomptes reçus	4 145 606,15	4 145 606,15	0,00	0,00
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	352 457,90	352 457,90	0,00	0,00
- Autres dettes non financières	115 401,96	115 401,96	0,00	0,00
- Produits constatés d'avance	3 313 213,53	3 313 213,53	0,00	0,00
TOTAUX	11 121 997,61	10 638 559,84	483 437,77	0,00

LES PROVISIONS

Norme 12.

Une provision pour risques et charges est comptabilisée s'il existe une obligation envers un tiers à la date de clôture, s'il y a une sortie de ressources certaine ou probable à la date d'arrêté des comptes, sans contrepartie équivalente, et s'il est possible d'estimer cette sortie avec une fiabilité suffisante.

1. Tableau des Provisions

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges	**61 573,20**	**25 700,00**	**61 573,20**	**0,00**	**25 700,00**
Provisions pour charges					
Provisions pour gros entretien ou grandes révisions	**2 259 815,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 259 815,78**
Provisions pour CET	**236 725,78**	**125 982,26**	**37 713,00**	**0,00**	**324 995,04**
Provisions pour CET - Charges sociales et fiscales	**163 126,17**	**79 524,51**	**11 021,50**	**0,00**	**231 629,18**
Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement	**14 902,59**	**18 946,08**	**14 902,59**	**0,00**	**18 946,08**
Autres provisions pour charges	**4 773,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 773,60**
Total des provisions	**2 740 917,12**	**250 152,85**	**125 210,29**	**0,00**	**2 865 859,68**

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

1] Provision pour gros entretien ou grandes révisions.

Les exercices précédents ont été marqués par la comptabilisation de la provision pour GERC afférente aux résidences Bréhat et Cézembre. Celle-ci constitue la provision la plus importante (2 259 k€).

Les autres provisions pour risques et charges sont essentiellement constituées des passifs sociaux suivants :

2] Provision pour Compte Epargne-Temps (CET).

La provision CET porte sur le stock du nombre de jours des agents qui n'ont pas fait l'objet d'une demande d'indemnisation à la clôture de l'exercice.

Les variations enregistrées sur les comptes de provision relatifs au CET sont mouvementées dans le cadre des droits à congés versés sur ces comptes individuels.

L'évaluation de la provision CET tient compte du salaire brut journalier chargé de chaque agent multiplié par le nombre de jours maintenus sur le compteur CET.

3] Provision pour Allocation Retour à l'Emploi – ARE.

L'INSA cotise au régime d'assurance chômage depuis le 1er janvier 2015 et procède donc à l'indemnisation des personnes éligibles ayant acquis des droits avant cette date. La provision porte sur le solde du nombre de jours restant à indemniser si l'agent reste inscrit au régime des ARE et en demande l'indemnisation au cours de l'exercice.

Le poste « Autres provisions pour charges » retrace les provisions inscrites dans le cadre des arrêts maladie qui se poursuivent en 2025.

4] Autres provisions pour charges.

Ce poste recense les agents en arrêt de travail (maladie, accident, maternité, paternité, etc.) et le coût des jours d'arrêt jusqu'à la dernière date de prolongation connue au 31/12/2025 ou, pour les agents en Congés de Longue Durée (CLD), l'échéance maximale des droits au CLD.

5] Provision pour litiges

Indépendamment des provisions pour charges listées ci-dessus, une provision prudentielle a été constituée à la suite d'un recours d'un agent ayant quitté l'établissement.

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

LES STOCKS

Norme 8.

Quatre services ont été identifiés et consultés afin de procéder à la valorisation des stocks détenus au 31/12/2025.

Il s'agit des services suivants :

- Service Vie au Campus (VAC) : Produits d'entretien et gaz
- Service Centre Commun Mécanique (CCM) : Fournitures de l'atelier
- Service Technique Immobilier (STI) : Carburants
- Service Imprimerie : Fournitures consommables

Les stocks sont comptabilisés selon la méthode de l'inventaire premier entré, premier sorti.

Le tableau ci-dessous recense les variations de stocks de l'exercice, qui, depuis le transfert du restaurant de l'INSA au CROUS, sont marginales :

3. Tableau des variations de stocks				
Nature des stocks et des en-cours	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations des stocks en augmentation (entrées)	Variations des stocks en diminution (sorties)	Solde à la clôture de l'exercice
Autres approvisionnements	44 270,09	1 398,83	0,00	45 668,92
Total des stocks	44 270,09	1 398,83	0,00	45 668,92

LES DETTES ET CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT

Norme 9.

1] Les dettes non financières. (cf tableau page 17)

Le degré d'exigibilité du passif a été déterminé de la façon suivante :

- Les charges à payer à comptabiliser (CAPAC) ont été considérées comme étant immédiatement exigibles.
- S'agissant des conventions de recherche, l'échéance a été fixée par application de la méthode à l'avancement.
- Pour les autres natures de créances, et sauf mention d'une date d'exigibilité, il a été considéré que les créances étaient exigibles immédiatement.

Les dettes fournisseurs ont pour origine les factures non parvenues ou non acquittées au 31/12/2025. Elles ont vocation à être régularisées début 2026, mais doivent être comptablement rattachées à

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

l'exercice en vertu du principe d'annualité budgétaire (1 236 k€ concernent les services faits ou les charges à payer à comptabiliser uniquement pour le mois de décembre 2025).

Les dettes fiscales et sociales concernent le paiement de diverses primes et indemnités non liquidées fin 2025 et qui donneront lieu à un paiement début 2026 (heures complémentaires, rachat de jours de CET…) et des cotisations sociales afférentes ;

Les avances et acomptes reçus ainsi que les produits constatés d'avance sont composés des fonds perçus dans le cadre de conventions de recherche : montant versé à la signature de la convention (avances) et décalage positif dans le suivi de la méthode à l'avancement (recettes > dépenses -> produits constatés d'avance)

Les dettes relatives aux opérations pour comptes de tiers sont majoritairement liées aux bourses de type Erasmus : versement d'un acompte en début de convention et du solde après achèvement.

Enfin, les autres dettes non financières concernent les recettes encaissées en fin d'exercice qui n'ont pu donner lieu à l'émission de titres définitifs en raison de problèmes d'identification.

Au 31/12/2025, la ventilation des charges à payer était la suivante :

Charges à payer en K€			
	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Fournisseurs			
Factures non parvenues	**1 325**	**1 234**	**91**
Personnel & Fiscal			
Dettes provisionnées pour congés payés	432	440	-8
Autres charges de personnel à payer	483	424	59
Charges sociales sur congés à payer	256	244	12
Autres charges sociales à payer	266	71	195
Sous total	**1 437**	**1 179**	**258**

Le calcul des charges à payer est basé sur les principes suivants :

- Factures non parvenues et autres factures fournisseurs non réglées : prestations dont le service fait est intervenu avant le 31/12/2025, mais dont le paiement n'a pu intervenir avant la fin de l'exercice (factures reçues tardivement en décembre ou reçues courant janvier). Certaines dépenses font l'objet d'estimation (chauffage par exemple).

- Congés non pris : les congés non pris sont estimés sur la base des compteurs de congés issus du logiciel OHRIS. Ils tiennent compte du solde de congés payés, après déduction de l'alimentation des compteurs de provision CET. Le calcul est basé sur le nombre effectif de jours de congés non pris, avec une valorisation au coût journalier moyen de chaque agent.

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

La période d'acquisition des congés s'étend du 1er septembre N au 31 août N+1. Sont considérés comme acquis au 31/12 de l'année 4/12ème du solde de congés annuels, proratisé en fonction de la quotité de travail de l'agent.
Les congés non pris des périodes d'acquisition précédentes sont perdus au 31/12.

- Heures complémentaires : les heures complémentaires ont été estimées en 2025 sur la base des heures complémentaires de l'année universitaire 2024/2025 et proratisées au 4/10ème (pour la période septembre-décembre 2025) conformément à l'instruction codificatrice comptable.

- Le poste « accessoires » regroupe les primes et indemnités non versées au 31/12, mais relatives à l'exercice 2025 (ex. : allocation forfaitaire de télétravail, forfait mobilité durable, etc.)

- La variation des charges sociales à payer s'explique par une régularisation de pension civile pour 179 k€.

2] Les créances.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée en fonction du risque d'irrécouvrabilité.

8. Tableau des créances

Rubriques et postes	Montants	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif circulant	**6 462 936,34**	**6 447 872,56**	**15 063,78**
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	4 984 246,16	4 984 246,16	0,00
- Créances clients et comptes rattachés	1 354 676,60	1 339 612,82	15 063,78
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes versés sur commandes	13 628,86	13 628,86	0,00
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00
- Créances sur les autres débiteurs	1 827,73	1 827,73	0,00
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	108 556,99	108 556,99	0,00

Le degré de liquidité des actifs a été déterminé de la façon suivante :

- Les créances sur les entités publiques sont majoritairement composées de conventions de recherche en cours d'exécution, à recouvrer des produits à recevoir sur la recherche.
- S'agissant des conventions de recherche, l'échéance a été fixée en lien avec la date de fin de la convention et/ou du prochain jalon, telle que fixée contractuellement.
- Pour les autres natures de créances, et sauf mention d'une date d'exigibilité, il a été considéré que les créances étaient liquides immédiatement.

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

Concernant la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), une demande de remboursement des reliquats de crédits des exercices antérieurs a été effectuée au dernier trimestre 2025 pour un montant de 1 212 K€.

Les créances clients et comptes rattachés concernent notamment les titres émis mais non recouvrés ainsi que les produits à recevoir - clients (recettes encaissées en décembre mais n'ayant pas donné lieu à émission de titres avant le 31/12). Il s'agit principalement des loyers de résidence (305 k€) et de créances privées, comme celles liées aux contrats d'apprentissage (296 k€) ou aux contrats pro (59 k€) par exemple. Il est à noter que, sur l'année universitaire 2024/2025, comme en 2023/2024, 100% des créances de loyers étudiants ont été recouvrées.

Les créances relatives aux dispositifs d'intervention concernent les bourses de mobilité Erasmus qui s'équilibrent dans la durée : versement d'une avance de la part de l'organisme européen, octroi de bourses par l'INSA selon des critères prédéfinis, versement de l'aide complète par Erasmus sur production des justificatifs. Cela confère un caractère cyclique à ce type de prestation (un compte de tiers est dédié à chaque projet de bourse de mobilité)

Les créances sur les autres débiteurs concernent principalement le reversement du CROUS pour les frais de viabilisation du restaurant (60 k€).

Enfin, les charges constatées d'avance concernent essentiellement des avances 2026 sur les redevances du logiciel Pégase scolarité (44 k€) et le nouveau logiciel d'hébergement Adresio (30 k€).

Au 31/12/2025, le poste « Produits à recevoir » est essentiellement composé des « conventions de recherche », qu'elles soient privées ou publiques. Ceci est la conséquence d'une réforme du mode de comptabilisation des conventions, dont les modalités de comptabilisation sont mentionnées dans le paragraphe relatif aux principes, règles et méthodes comptables : émission des titres de recettes dès la constatation du droit.

LES COMPOSANTES DU BILAN

1] Le Fonds de roulement (FDR)

La capacité d'autofinancement (CAF) dégagée par l'établissement (1 136 k€) est en nette hausse en 2025 par rapport à 2024.

CAF		
Libellé	**Montant N**	**Montant N-1**
Résultat **Net**	-1 332 139,48	-1 838 691,75
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 501 214,40	3 990 042,01
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	125 210,29	39 646,14
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0,00	-0,11
- produits de cession d'éléments d'actifs	0,00	0,00
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	1 907 683,53	2 044 665,54
= CAF ou IAF*	**1 136 181,10**	**67 038,47**

Pour autant, conjuguée aux financements externes obtenus (1 189 k€), elle n'a pas permis à l'INSA Rennes de financer la totalité des investissements réalisés en 2025 (2 742 k€) :

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

SPE1 : Evolution de la situation patrimoniale			
EMPLOIS	**Montants**	**RESSOURCES**	**Montants**
Insuffisance d'autofinancement	0,00	Capacité d'autofinancement	1 136 181,10
Investissements	2 742 299,61	Financement de l'actif par l'Etat	580 963,00
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	360 130,55
		Autres ressources	248 086,07
Remboursement des dettes financières	224 306,28	Augmentation des dettes financières	228 633,40
TOTAL EMPLOIS	2 966 605,89	TOTAL RESSOURCES	2 553 994,12
Apport au fonds de roulement	0,00	Prélèvement sur fonds de roulement	412 611,77

Dès lors, le fonds de roulement (FDR) diminue de 412 k€.

2] Le Besoin en Fonds de Roulement (BFR)

La variation du besoin en fonds de roulement est très largement la conséquence de l'encaissement en fin d'exercice d'avances sur des projets de recherche et d'opérations pour compte de tiers.

Le BFR s'établit, fin 2025, à -4 189 k€.

3] La Trésorerie

Le compte au Trésor public présentait un solde de 12 503 k€ au 31/12/2025, tandis qu'il était de 14 292 k€ fin 2024, soit une variation négative de -1 789 710,62 € précisément.

Le tableau du suivi patrimonial et des équilibres (SPE) n°2 suivant présente les variations et les niveaux finaux du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie au 31/12/2025 :

SPE2 : Variation et niveau de fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie		
N° ligne	**Libellé**	**Montants**
1	Variation du Fonds de Roulement : Apport ou Prélèvement	-412 611,77
2	Variation du Besoin en Fonds de roulement (Fonds de roulement - Trésorerie)	1 377 098,85
3	Variation de la Trésorerie : Abondement ou Prélèvement	-1 789 710,62
4	Niveau du Fonds de Roulement	8 314 229,25
5	Niveau du Besoin en Fonds de Roulement	-4 188 518,69
6	Niveau de la Trésorerie	12 502 747,94

LES CONTRATS A LONG TERME

Norme 19.

Les contrats à long terme, et plus particulièrement les conventions de recherche, représentent une part importante de l'activité de l'établissement.

Sur les seuls contrats de recherche, 43 contrats ont été signés en 2025 pour un chiffre d'affaires budgétaire potentiel total - sur l'ensemble des exercices à venir - de 3,8M€ (hors reversement). 161 contrats de recherche seront ainsi en cours au 1er janvier 2026.

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

Les modalités de comptabilisation de ces conventions sont mentionnées dans le paragraphe relatif aux principes, règles et méthodes comptables.

Cette situation explique les montants des produits à recevoir constatés fin 2025.

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

AUTRES INFORMATIONS

1] Les effectifs

Au 31/12/2025, les effectifs de l'INSA Rennes étaient les suivants :

			2023	2024	BR 2025	2025
		PLAFOND D'EMPLOIS	500,0	500,0	511,5	511,4
		Plafond Etat	402,0	402,0	402,0	402,0
		Plafond Etablissernent	98,0	98,0	109,5	109,4
BIATSS	Titulaires Biatss	Plafond Etat	157,3	153,4	149,4	149,4
	Non titulaires	Plafond Etat	38,2	40,9	44,1	44,2
	Non titulaires	Plafond Etablissement	12,1	18,0	21,9	21,9
Total BIATSS			207,5	212,3	215,3	215,5
ENSEGNANTS	Titulaires EC	Plafond Etat	145,9	147,3	144,5	144,5
ET	Non titulaires	Plafond Etat	23,8	24,4	27,1	27,1
CHERCHEURS		Plafond Etablissement	75,2	80,1	87,6	87,4
Total EC			244,8	251,7	259,2	259,0
TOTAL ETPT			452,4	463,9	474,5	474,5

2] Les honoraires du commissaire aux comptes

Contractuellement, les honoraires du commissaire sont fixés à 22 k€ HT.

L'établissement n'a pas eu recours à d'autres services que cette certification des comptes.

3] Les engagements hors bilan.

Norme 13.

En vertu de l'avenant n°6 au contrat de location de la résidence Cézembre, conclu entre l'INSA, Archipel Habitat et la Direction immobilière de l'État, il avait été acté que la somme de 1308 k€, encaissée par l'INSA au titre du reversement par Archipel Habitat du solde de la provision GE/RC, serait utilisée pour le financement d'une partie des travaux lourds sur la résidence Cézembre, estimés à 1346 k€ sur un total de près de 10 000 k€.

De la même manière, en vertu de l'avenant n°2 du 1er décembre 2020 au contrat de location de la résidence Bréhat, conclu entre l'INSA, Archipel Habitat et la Direction immobilière de l'État, il avait été acté que la somme de 952 k€, encaissée par l'INSA en juin 2022 au titre du reversement par Archipel Habitat du solde de la provision GE/RC, serait utilisée pour le financement d'une partie des travaux lourds sur la résidence Bréhat.

Néanmoins, devant l'impossibilité financière pour l'INSA Rennes de réaliser des travaux de cette ampleur, il sera proposé au conseil d'administration d'élargir le champ d'utilisation des provisions

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

initialement constituées pour le gros entretien des résidences Cézembre et Bréhat à l'ensemble des résidences de l'INSA Rennes.

En outre, il sera proposé d'élargir la liste des dépenses préalablement listées dans les conventions (et qui ont servi de base à la constitution de ces provisions pour gros entretien) à toutes les dépenses dont le seul but est d'assurer le bon état de fonctionnement des installations, en particulier en matière de sécurité des biens et des personnes.

Conformément à la réglementation, et à l'instruction codificatrice commune en particulier, n'entreront pas dans cette liste les dépenses ayant pour objet de modifier des installations ou de prolonger leur durée de vie, ni les dépenses d'entretien courant, comptabilisées en charges.

4] Comptabilisation des changements de méthodes comptables, des changements d'estimations comptables et des corrections d'erreurs

a) Corrections d'erreurs

> Les dépenses de chauffage de l'exercice 2024, facturées en 2025 par la société Dalkia, ont fait l'objet, en 2024, d'une charge à payer à comptabiliser. Or, il s'est avéré, à la réception de la facture en mai 2025, que cette charge était nettement moindre qu'attendue. Aussi, une correction d'erreur a été réalisée pour un montant de 139 138,00 €.

5] Les évènements postérieurs à la clôture.

Norme 15.

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

Docusign Envelope ID: 2577765E-2272-4858-B728-338D2B1E282A

INSA Rennes
20 avenue des Buttes de Coësmes
CS 70839
35708 Rennes cedex 7
Tél : + 33 (0)2 23 23 82 00
www.insa-rennes.fr

INSA INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE
Liberté
Égalité
Fraternité